

cahiers

LEON TROTSKY



- Gary Tennant Les trotskystes cubains entre deux révolutions
Jean-Blaise Kololo Lamine Senghor : « la défense de la race nègre »
Ryszard Nazarewicz Le massacre des communistes polonais
Hammami Slim La naissance de la CGTT

73
mars 2001

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *Oeuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 73

Mars 2001

Présentation 3

ARTICLES ET ÉTUDES

Gary Tennant

— Les trotskystes cubains entre deux révolutions : le parti bolchevik-léniniste et le parti ouvrier révolutionnaire (1935-1956) 5

Jean-Blaise Kololo

— Lamine Senghor : « la défense de la race nègre » 61

Ryszard Nazarewicz

— Le massacre des communistes polonais : l'affaire Léon Lipski 85

Hammami Slim

— La naissance de la CGTT (la CGT tunisienne) 97

NOTES DE LECTURE

— Ryszard Kapuscinski, *Ebène. Aventures africaines*. 119

LES DÉPARTS

— John Archer 125

— Marc Paillet	126
— Raymond Gorin	127
— Hoang Binh	127
— Gilbert Trigano	127

Photo de couverture : Fulgencio BATISTA Zaldivar (1902-1975), dictateur de Cuba. Voir l'article de G. Tennant

Présentation

Nous publions dans ce numéro l'avant-dernier article de la série de **Gary Tennant** sur les trotskystes cubains, qui nous conduira jusqu'à l'arrivée au pouvoir des castristes, auquel nombre de trotskystes s'étaient déjà ralliés, et des tentatives de cohabitation, qui tournèrent mal avec la pression grandissante de Moscou. On s'achemine vers la conclusion.

Hammami Slim a étudié dans le détail la naissance de la première centrale syndicale en Afrique du Nord, dans le protectorat tunisien, la CGTT, première centrale proprement tunisienne et sa lutte contre la coalition des maîtres des ressources matérielles et du gouvernement dit « *de gauche* » en France. On saluera au passage la personnalité de cet aventurier du communisme, prématurément disparu, **Mohamed Ali**, dont la figure a été salie et oblitérée longtemps encore après sa mort, sous l'effet de la peur qu'il avait inspirée, ces brèves années de lutte ardente.

C'est un sujet très proche dans l'espace et le temps que l'article de biographie politique consacré par **J.B. Kololo** au militant sénégalais **Lamine Senghor**, un des premiers communistes noirs nés sur le continent africain, victime à retardement de la guerre et des gaz asphyxiants, qui se trouva aux prises presque en même temps avec la puissance coloniale et l'appareil de la Comintern, pris dans les contradictions de cette dernière sans pouvoir encore en saisir la portée. Un homme d'un grand talent et d'une parfaite honnêteté, révélé par le fameux Congrès de Bruxelles de la Ligue contre l'impérialisme et mort presque aussitôt après que son nom ait fait le tour du monde sur les lèvres des exploités des univers coloniaux.

Dans ce numéro enfin, nous revenons, avec un article de l'historien polonais **Ryszard Nazarewicz** – un chapitre de son dernier ouvrage –, sur une

question soulevée récemment par **Jean-Jacques Marie** dans la revue *Cahiers du Mouvement ouvrier*, la dissolution du Parti communiste polonais et la liquidation pendant la guerre de son dirigeant **Léon Lipski** dit **Lukasz**, et nous interrogeons sur les liens que son groupe a peut-être eu à un moment donné avec le trotskysme. Voilà enfin établi un des pires crimes de Staline mais il a encore besoin d'être éclairci dans tous ses aspects.

Dans les prochaines livraisons des *Cahiers*, outre les études précédemment annoncées, nous sommes heureux d'ajouter la parution d'un article du camarade britannique **Alan Woods**, reproduit avec sa permission du *Socialist Appeal*, qui relate l'odyssée d'un navire de guerre soviétique soulevé du temps de Brejnev, un acte d'héroïsme révolutionnaire conçu et tenté par le communiste **Viktor Sabline** dont les médias ont fait un roman et un film sous le titre *d'Octobre rouge*. Un récit puissant et émouvant, une épopée rendue à sa vérité historique.

Gary Tennant

Les trotskystes cubains entre deux révolutions

Le parti bolchevik-léniniste et le parti ouvrier révolutionnaire (1935-1956)

Cet article a pour but de présenter les développements organisationnels et théoriques du mouvement trotskyste cubain après l'écrasement de la grève générale de mars 1935, dans les années où les communistes officiels étaient dans une alliance d'union nationale avec **Batista**, jusqu'à la fin de l'insurrection dirigée par le *Movimiento 26 Julio* (M 26J), en 1956-58.

L'argument central est que les trotskystes cubains organisés dans le PBL, puis, à partir de 1940, dans le POR, ont été caractérisés par une tendance sans cesse grandissante à faire cause commune avec le nationalisme petit-bourgeois, et à souligner les mots d'ordre et la lutte pour la libération nationale.

En liant l'évolution idéologique des trotskystes cubains à leurs fortunes organisationnelles, j'ai conclu que la disparition du POR en tant que parti organisé dans les années 60, ne reflétait pas seulement la faiblesse de la classe ouvrière et plus d'une décennie de collaboration entre syndicat et Etat, mais aussi le désir des trotskystes eux-mêmes d'accepter la notion de l'indépendance

de la révolution démocratique anti-impérialiste, et leur propre incapacité à se distinguer nettement des différents groupes nationalistes petit-bourgeois.

Le PBL 1935-39 : regroupement et stratégie révolutionnaire

L'échec de la grève générale de mars 1935 fut le signal d'un déchaînement de terreur et de récession contre les organisations de la libération nationale radicale et les mouvements ouvriers. Dans de telles conditions, désorganisation et désarroi caractérisaient le PBL absent comme l'ensemble des autres organisations.

Tandis que nombre de ses membres, en Oriente, étaient arrêtés ou obligés de fuir leur localité, les principales racines organiques dans le mouvement ouvrier par l'intermédiaire de ses membres dans la Fédération de La Havane, étaient brisés. Pendant la grève, brève, mais décisive, et ses lendemains, les bureaux de la FOH, contrôlée par le PBL, avaient été perquisitionnés et tous les militants présents arrêtés.

A un meeting de la FOH et du CNOC, **Gastón Medina**, le secrétaire général du PBL et de la FOH fut arrêté avec **César Villa**, autre dirigeant de la CNOC. Parmi les tués dans d'autres centres, signalons **Crescencio Freyre**, membre du PBL et dirigeant du Syndicat des Ouvriers Boulangers. Les tribunaux d'exception avaient condamné d'autres trotskystes à des peines de six à dix ans de prison. En octobre 1935, la section de La Havane à elle seule avait trente camarades en prison, pour la plupart importants dirigeants politiques et syndicaux.

Cependant une crise dans l'organisation du parti dans les mois qui suivirent la grève générale de mars 1935 fut tout autant le résultat direct de la répression venue du dehors. Comme l'attestent nombre de documents du PBL de 1935-36, ce parti traversait une « *période exceptionnelle* ». Tandis que cela fait incontestablement référence à la tâche de regroupement qu'il fallait entreprendre dans l'illégalité, c'était aussi une allusion à un conflit interne permanent entre les avocats de la construction d'une large association anti-impérialiste et ceux qui adhéraient au projet léniniste de construction d'un parti prolétarien d'avant-garde.

Cette division interne fut reconnue par **Gastón Medina**, le secrétaire général du PBL, après la défaite de la grève générale de mars 1935. En temps que ferme adhérent à « *la défense immédiate de l'organisation actuelle du Parti bolchevik-léniniste* », il avertit que le PBL avait à faire face à une capitulation, un peu plus spontanée qu'organisée, devant les « petits chefs petits-bourgeois », c'est-à-dire la dissolution du PBL à l'intérieur de Joven Cuba, du Partido Revolucionario Auténtico, le Partido de la Revolución cubano (Auténtico), et du PCR (A).

La perspective de continuer à participer de façon acritique, dans les rangs de Joven Cuba, à une tentative pour pousser les Guiteristes vers le socialisme révolutionnaire, fut exprimée par **R.S. de la Torre** dans la revue trotskyste internationale *The New International*. Ce courant à l'intérieur du trotskysme cubain continua à adhérer à la perspective appelée « voie externe » qui, en concentrant l'attention sur un vague bloc militaire, n'insistait jamais pour présenter une position indépendante de classe en concurrence avec le nationalisme bourgeois dans la lutte anti-impérialiste. De la Torre était convaincu du potentiel que vaudrait aux trotskystes cette participation lâche à Joven Cuba :

« La pénétration dans les rangs de Joven Cuba, la sympathie que ses membres ont pour notre parti, nous ouvrent de belles perspectives. La petite bourgeoisie refuse de mettre un terme à ses intentions insurrectionnelles. C'est pour elle une question de vie ou de mort. On voit offerte ici au parti prolétarien une brillante occasion de démontrer ses capacités à diriger ».

Contre les prétendus « liquidateurs », qui soutenaient l'idée d'un nouvel organisme « sur la base de la dissolution du parti », Gastón Medina, le principal avocat de l'indépendance organisationnelle, suggéra la création d'une « organisation pré-parti » (pont), pour renforcer la structure de parti indépendante du PBL.

Cependant, exactement comme en 1934, le conflit politique interne ne s'exprima pas dans la présentation formelle de textes contradictoires liant explicitement les deux voies organisationnelles différentes externes à deux stratégies sous-jacentes très différentes pour la révolution. Au lieu de cela, les événements précipitèrent le conflit quand Joven Cuba commença à se

désintégrer après l'assassinat de sa figure de proue, **Antonio Guiteras**, à la mi-35.

Témoignant en définitive de la futilité de la perspective de la « voie externe », ce secteur du PBL, convaincu de la viabilité d'une politique liant la destinée du parti ouvrier au destin du nationalisme petit-bourgeois, rejoignit en masse les *guiteristas* soit en abandonnant la politique active, soit en rejoignant le PRC(A), le parti national réformiste, de plus en plus modéré, dirigé par **Grau San Martín**.

Par la suite, tous ceux qui insistaient sur la validité du projet de construction d'un parti révolutionnaire marxiste indépendant, commencèrent à organiser leurs forces bien réduites. En 1936, un petit comité de section comptant neuf membres fut constitué à Victoria de las Tunas. **José Pérez Santiestebán**, secrétaire général à l'origine des trotskystes de Las Tunas, resta militant à La Havane, après avoir échappé à la persécution de la municipalité de Las Tunas. Il devint plus tard dirigeant national du PBL, puis du POR, jusqu'à la disparition de ce dernier au début des années 50. Les Comités de section *guantanameño* et *santiagüero* furent de la même façon restructurés avec ceux des membres qui n'avaient pas dérivé vers Joven Cuba et avaient abandonné à titre personnel toute activité révolutionnaire, découragés par la montée de la répression et l'apparente victoire du régime de Batista. En 1936, **Luis Miyares (Manuel López)** fut l'un des dirigeants locaux de Santiago de Cuba, avec qui la direction nationale du PBL à La Havane maintenait le contact.

Faisant des pas concrets vers la reconstitution d'une direction de parti centralisée au niveau national, les trotskystes cubains tinrent un plénum national en février 1937. Ils abordèrent aussi le sérieux problème du gouffre existant entre le niveau politique de la direction du PBL et les préjugés largement démocratiques d'une majorité de la base de leur parti.

Le comité central du PBL coucha cette discussion en des termes qui identifiaient le centralisme bureaucratique excessif de la direction de 1933 à 1935 comme la principale déficience de l'organisation dans le passé... Le nouveau Comité central reconnut que les organismes dirigeants du PBL avaient eu tendance à imposer les décisions à des membres mal préparés politiquement.

Faisant allusion à l'absence d'une vie vibrante de l'organisation, qui soulignait l'importance de l'éducation politique des membres, un document

interne du PBL nota que la direction d'avant mars 1935 n'avait pas donné une valeur suffisante à l'unité de base du parti, les cellules. Le rapport reconnaissait avec perspicacité que c'était là une conséquence de cette carence que, quand la direction initiale se dispersa, elle s'accompagna d'un effondrement total de la discipline du parti et presque de l'effondrement du PBL en tant que parti politique organisé.

En décidant de corriger ces déficiences organisationnelles passées, l'identification des membres au parti, avec l'homogénéité des rangs, furent proclamées préoccupations essentielles devant la tâche de construction d'une « *avant-garde flexible, mais avec une solide colonne vertébrale* ». Un des premiers soucis était l'insistance pour que subsiste une délimitation stricte dans les cellules et les sections entre membres et sympathisants. Apparemment avec l'intention d'empêcher la réapparition de branches avec un caractère de masses lâche, comme on en avait construit à Guantánamo en 1932-34, le Comité central donna vie à l'idée de **Gastón Medina** de créer une organisation - pont pré-parti. La direction proposa que les membres qui militaient à l'intérieur et à l'extérieur du PBL et étaient soumis à la discipline du Parti seraient considérés comme des membres du parti, qu'il fallait les distinguer des sympathisants qui devaient être intégrés dans l'organisation du Parti, *Socorro Obrero* (Secours ouvrier).

Ceux qui insistaient sur la validité de la construction d'un parti trotskyste indépendant essayèrent aussi de remettre sur pied la production d'une revue. Cependant, comme dans la période 1933-35, ces publications semblent n'être apparues que de façon spasmodique. En septembre 1936, les efforts pour reconstruire l'organisation l'amènent à publier un organe éphémère de parti, un périodique intitulé *Noticiero bolchevique*.

Il semble que la publication de cette revue ait été planifiée pour coïncider avec les préparatifs du « Congrès de l'unification marxiste » ainsi proposé. La réunion nationale des membres et sympathisants du PBL était apparemment prévue pour décembre 1936, bien qu'il semble qu'elle n'ait pas eu lieu. Début 1938, le Comité de district de La Havane manifeste à nouveau des velléités d'action différentes de celle de l'Orient et publie le journal *Divisa proletaria*. En 1938-1940, diverses organisations trotskystes internationales rapportent régulièrement que les trotskystes cubains publient aussi un organe intitulé *Rayo*, paru pour la première fois en 1934.

Le plus important cependant pour la stabilisation et la réorientation du PBL est l'élaboration et la publication, pour la circulation interne, d'une importante *Thèse politique* en octobre 1935. Ce document, rompant avec l'ambiguïté entretenue par le PBL depuis le soulèvement révolutionnaire de 1934-35, révèle non seulement une ferme compréhension des forces économiques et sociales à l'œuvre à Cuba – incorporant l'idée que le régime gouvernant a manifesté des traits bonapartistes, une caractérisation que Trotsky lui-même attribuera de façon générale à tous les régimes Latino-Américains –, mais il propose un plan d'activité révolutionnaire à Cuba qui met en lumière la nécessité de l'indépendance du programme et de l'organisation du prolétariat.

Les trotskystes faisaient référence à la perspective insurrectionnelle immédiate comme à une technique dépassée et reconnaissaient explicitement que la tâche centrale était la conquête des classes par le développement d'un programme d'action qui combinait une lutte pour la liquidation des restes de féodalisme à la campagne (révolution agraire) avec une lutte pour renverser la domination impérialiste (indépendance nationale), sous la direction du prolétariat. Cela marquait un retour décidé à l'approche stratégique et tactique soutenue à la fois par Trotsky et le PBL dans leurs manifestes et programmes écrits en septembre-octobre 1933.

En premier lieu, pendant la période où **Batista** consolidait son autorité après la défaite de la grève générale de mars 1935, le PBL s'appuyait sur le concept de bonapartisme pour caractériser le régime de Batista dans les termes que **Marx** avait utilisés pour décrire l'acceptation par la bourgeoisie française de **Bonaparte** dans la France révolutionnaire de 1852. C'est-à-dire qu'exactement comme le pensait Marx, la bourgeoisie française, affaiblie par « *la peur de perdre ses conquêtes* », reconnaissait qu'elles dépendaient de son rival, Bonaparte ; de même les trotskystes cubains arguaient que le régime de Batista était lui aussi isolé de toutes les formations de classe sur place mais était un de ceux que les vieux partis de l'oligarchie approuvaient de façon à affermir leur soutien dans la vie économique et politique, avec, bien sûr « *une totale compréhension de leur propre soumission* ».

Outre l'introduction de ce concept de bonapartisme dans une analyse de l'économie structurellement faible de Cuba, une autre force des *Thèses Politiques* de 1935 était leur tentative d'expliquer les causes de la défaite de la

Révolution dans les années 30 et le rôle des trotskystes eux-mêmes dans les événements. Le PBL mettait en avant une autocritique qui faisait référence à l'inhérente ambiguïté de sa propre compréhension de la forme et du contenu du front unique anti-impérialiste conduisant à la grève générale de mars 1935.

Rejetant sa croyance que le front unique devait être formé sur la base de discussions abstraites, le PBL revint, reconnaissant explicitement que la tâche centrale était la conquête des masses par le développement d'un programme d'action qui combinait une lutte pour la liquidation des restes de féodalisme à la campagne avec une lutte pour renverser la domination impérialiste (indépendance nationale), sous la direction du prolétariat. Cela marquait un retour décidé à l'approche stratégique et tactique soutenue à la fin par Trotsky et le PBL dans leurs manifestes et programmes écrits en septembre-octobre 1933.

En premier lieu, pendant la période où Batista consolidait son autorité après la défaite de la grève générale de mars 1935, le PBL s'appuya sur le concept de bonapartisme pour caractériser le régime de Batista dans les termes employés par **Marx** pour décrire l'acceptation de **Bonaparte** par la bourgeoisie française, dans la France révolutionnaire en 1852.

C'est-à-dire qu'exactement comme Marx avait considéré que la bourgeoisie française affaiblie, « *de peur de perdre ses conquêtes* », reconnaissait qu'elles dépendaient de son rival Bonaparte, de même les trotskystes cubains assuraient que le régime de Batista était également séparé de toutes les formations de classes locales mais était celui que les vieux partis de l'oligarchie appelaient pour assurer leurs positions dans la vie économique et politique, avec bien sûr « *une compréhension totale de leur soumission* »

En plus de l'introduction du concept de bonapartisme dans la structurellement faible économie politique cubaine, une autre force des *Thèses Politiques* de 1930 était sa tentative d'expliquer les causes de la défaite de la révolution des années 30 et du rôle des trotskystes dans les événements. Le PBL avançait une autocritique qui faisait référence à l'ambiguïté inhérente à sa propre compréhension de la forme et du contenu du front unique anti-impérialiste conduisant à la grève générale de 1935. Rejetant sa conviction passée que les discussions abstraites avec les forces du nationalisme petit-bourgeois pourraient conduire à un front unique de combat, le PBL revint à la compréhension

explicite de Trotsky que le front unique devait être formé sur la base d'une lutte immédiate pour des revendications concrètes.

Les trotskystes cubains proposaient de former un front unique « *sur la base d'un programme d'action immédiate* ». Soulignant cette compréhension de l'importance d'un travail de front unique bien défini, ils critiquaient en outre la stratégie des *Auténticos*, de Joven Cuba et du PCC tout de suite après mars 1935, d'appeler à une insurrection pour installer un prétendu « *gouvernement révolutionnaire populaire* ». Pour le PBL, c'était une stratégie élitiste qui reposait sur des techniques dépassées en ce sens qu'elle abordait le problème de la prise du pouvoir indépendamment de la participation démocratique des masses laborieuses ; il était cependant significatif que le PBL n'ait pas explicitement donné la clé des ambiguïtés inhérentes au mot d'ordre bien réel de gouvernement populaire révolutionnaire en termes de la nature petite-bourgeoise du régime proposé.

Les lettres de créance des trotskystes du PBL, cependant révélées aussi par leur analyse du processus révolutionnaire à l'échelle mondiale, reconnaissaient explicitement que la tâche centrale était la conquête des masses par le développement d'un programme d'action qui combinait une lutte pour la liquidation des restes de féodalisme à la campagne avec une lutte pour renverser la domination impérialiste (indépendance nationale), sous la direction du prolétariat. Cela marquait un retour décidé à l'approche stratégique et tactique soutenue à la fois par Trotsky et le PBL dans leurs manifestes et programmes écrits en septembre-octobre 1933.

Partant de la compréhension que la vie économique et le développement de toute nation dépendent du marché mondial et qu'il est utopique de croire en la possibilité de détruire les traits du marché mondial au compte d'économies nationales bourgeoises indépendantes, le PBL affirmait que la seule issue était la révolution prolétarienne mondiale et le socialisme. Les trotskystes insistaient aussi que la petite bourgeoisie était incapable de diriger une révolution anti-impérialiste victorieuse et que la révolution anti-impérialiste démocratique n'était pas une étape distincte du processus révolutionnaire, mais plutôt une phase assez temporaire dans les profondeurs de la révolution prolétarienne qui conduisait à l'installation sans équivoque d'un Etat révolutionnaire,

nécessairement prolétarien. Adhérant à la stratégie de la Révolution permanente, le PBL déclare dans ses *Thèses Politiques* :

« 1. de la révolution prolétarienne mondiale et du socialisme comme l'unique voie de progrès

3. Les luttes agraires démocratiques et anti-impérialistes ne peuvent pas être indépendantes ou permanentes. La prétendue "révolution agraire démocratique anti-impérialiste" n'est rien d'autre que la première phase d'une unique révolution : la révolution prolétarienne.

4. La petite bourgeoisie, dont la paysannerie est partie intégrante, ne possède pas sa propre économie. Malgré son rôle révolutionnaire face à la bourgeoisie, à l'impérialisme et aux seigneurs, du fait de ses multiples contradictions et de son hétérogénéité, elle est incapable de diriger la révolution. La petite bourgeoisie est destinée à se tourner vers le capitalisme ou être entraînée par le prolétariat. Pas de voie médiane.

7. Seul le prolétariat, classe progressiste, est capable d'exercer l'hégémonie révolutionnaire, même dans la phase initiale démocratique agraire anti-impérialiste.

12. Le mot d'ordre de "dictature démocratique des ouvriers et des paysans" lancé par la Comintern est un mot d'ordre dénué de sens qui ne peut que semer la confusion. Ce mot d'ordre charrie avec lui l'idée du développement d'une économie indépendante basée sur la communauté d'intérêt des ouvriers et des paysans...

13. Le Parti bolchevik-léniniste déclare : seule la dictature du prolétariat est capable de garantir le succès du développement permanent de la révolution. Seul un Etat basé sur les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats représente la garantie de la dictature du prolétariat et de la révolution. Seule l'action indépendante du prolétariat en lutte peut installer sa dictature et rendre possible l'enrôlement révolutionnaire des grandes masses de la paysannerie et de la petite bourgeoisie ».

Sur la base de cette analyse théorique et revenant à la clarification de la question du caractère de tout front unique, le PBL lança en 45 points un Programme des revendications démocratiques ainsi qu'un rejet des manœuvres électorales proposées par Batista et la convocation d'une assemblée constituante démocratique, liberté de presse, de réunion, d'organisation et de manifestation, abolition de la loi des 50 %, droit de grève, fin de l'arbitrage obligatoire, salaire minimum et instauration de la journée de travail de 8 heures, nationalisation des chemins de fer et des services publics, mesures permettant des avances financières et des facilités de crédit aux coopératives dans les zones rurales,

qu'elles soient de production ou de consommation, fourniture par l'Etat de semences de qualité pour les paysans pauvres, arrêt du paiement de la dette extérieure, abolition de tous les droits étrangers sur Cuba, rupture des relations diplomatiques avec le Vatican, établissement de relations diplomatiques et commerciales avec l'URSS ainsi que le droit d'asile pour les révolutionnaires politiques étrangers persécutés, en particulier pour Trotsky.

Le *Programme d'action* du PBL appelait à une lutte pour reconstruire le mouvement syndical, le développement du travail révolutionnaire dans les syndicats légaux ; la formation d'une Armée Nationale Révolutionnaire et de brigades spéciales pour défendre les actions du prolétariat et les mouvements de masse révolutionnaires ; la création de ligues paysannes sur la base d'un plan sur les lieux de travail pour planifier leurs luttes.

A elles deux, ces deux séries étroitement entrelacées de mots d'ordre démocratiques et de revendications de transition étaient un exposé exemplaire de l'effort du PBL pour lier la lutte pour les traits les plus élémentaires de la démocratie bourgeoise et de l'indépendance nationale avec la lutte de la classe ouvrière contre l'impérialisme. Les trotskystes cubains arguaient implicitement que le prolétariat avait subi une défaite historique dans la grève générale de mars 1935 et appelaient à la reconstruction du mouvement syndical, la forme de base de l'organisation ouvrière. Ils essayaient aussi d'orienter les appels continuels à des actions armées émanant des restes de Joven Cuba vers la classe ouvrière en insistant sur la nécessité de rattacher ces manifestations isolées et individuelles de violence révolutionnaire à la lutte de la classe ouvrière

En outre en concluant leur Programme d'action par un appel à « la création d'un front unique de tous les partis révolutionnaires sur la base du Programme d'Action, et du Plan de revendications démocratiques au niveau national et local », les trotskystes réaffirmaient la clarté avec laquelle ils définissaient, au moins en théorie, tout travail impérialiste. C'est-à-dire qu'ils posaient la question de former un front unique sur la base d'une lutte pour des objectifs précis immédiats.

Cependant, bien qu'ayant formellement énoncé une perspective anti-impérialiste indubitablement prolétarienne, ainsi qu'une critique pénétrante de l'activité passée du PBL, les efforts des trotskystes cubains pour construire une structure stable de parti et renverser leurs fortunes politiques ne récoltèrent que

peu de fruits. Dans la période de 1935 à 1939, le PBL ne récupéra pas les effectifs, voire le niveau d'influence, qu'il avait perdus peu à peu en 34-35.

D'abord, vers la fin des années 30, le PBL avait été réduit à trois centres géographiques, à savoir La Havane, d'où provenait le gros du Comité central, ainsi que les provinces de Santiago de Cuba et Guantanamo, en Oriente. La branche constituée de Victoria de las Tunas disparut en 37-38. Plus grave, le nombre des militants de chaque branche ne cessa de décliner de façon importante, donnant au PBL un effectif total analogue à celui des autres groupes trotskystes d'Amérique Latine.

Bien qu'un rapport à la Conférence de Fondation de la IV^e Internationale crédite prudemment les trotskystes cubains de 100 militants, la chiffre semble une évaluation plutôt optimiste. Au début des années 40, on rapporta par exemple que le comité de section de Cuba, Santiago de Cuba, la plus petite des branches restantes, n'avait recruté personne depuis 1938 et apparemment était réduit à cinq membres.

Avec la répression d'Etat qui avait d'abord empêché la reconstruction et la croissance du PBL, l'incapacité, qui perdurait, des trotskystes cubains à construire l'organisation qu'ils avaient au moins stabilisée en 1936, était le résultat de la combinaison de facteurs à la fois internes et externes. En premier lieu, bien que la compréhension de la forme et du contenu du travail de front unique correspondît à l'insistance de Trotsky sur l'action concrète sur la base d'un programme accepté de revendications, il était évident que des divergences subsistaient entre les perspectives ouvertes par la direction dans les principaux documents programmatiques du parti et d'où provenait le gros du Comité central.

Par exemple, les trotskystes cubains démontraient qu'ils revenaient vers le front unique sur la base d'objectifs mal définis dans leur intervention au Comité national pour l'amnistie des Prisonniers politiques et sociaux, faisant de l'agitation avec le PCC et 29 autres organisations pour l'arrêt de la torture et la libération des prisonniers du temps de Batista. Bref, le PBL ne participait pas sur la base d'un programme d'action clairement élaboré qui ferait avancer la cause du regroupement ouvrier et de son indépendance politique. Comme le PBL le reconnaissait lui-même, ce travail du comité était limité surtout à une couverture de respectabilité avec des appels à l'Eglise et à la « bonne bourgeoisie ». Son

inefficacité est confirmée avec l'arrestation de 22 des 27 membres du CC et leur condamnation à des peines de prison, début 1936.

D'un autre côté, le PBL constitua son organisation de *Socorro Obrero* d'où sortait le gros du Comité central, comme le type de pont pré-parti. A juste titre, il était conçu sur le type d'une organisation parallèle à l'International Labor Defense du PCC, réunissant un mélange d'anarchistes et de membres du PBL, globalement sur la base de l'antistalinisme et veillant aux conditions de détention des prisonniers appartenant aux syndicats de la FOH.

Le PBL manifestait aussi la fermeté de son attachement au progrès de l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis tant de la petite bourgeoisie que de l'Etat, quand le mouvement syndical public émergea à nouveau. Les trotskystes furent les premiers à entrer dans les syndicats légaux organisés par le régime de Batista et utilisèrent les journaux syndicaux pour compléter l'éducation et la propagande données par leur propre presse. A la mi-37, des dirigeants trotskystes comme Roberto Pérez Santiestebán, **Pablo Díaz**, **Gregorio Marrero**, écrivaient régulièrement des articles que publiait *Dialéctica*, l'organe du syndicat des plâtriers de La Havane et *El Repartidor*, le journal du syndicat des répartiteurs de pain de La Havane. Plus important pourtant, le contenu organisationnel et politique du véritable travail de fraction du PBL à l'intérieur des syndicats reposait sur une incompréhension des dangers de la collaboration de classe.

Les trotskystes arguaient que précisément au moment où, sous **Machado**, les dirigeants réformistes avaient cherché à organiser le mouvement ouvrier sous l'égide du ministre du Travail et à soumettre le mouvement à l'arbitrage gouvernemental. C'était pour combattre la pénétration de cet esprit de réformisme dans les rangs de la classe ouvrière, que le PBL, rejetant la stratégie sectaire du PCC, en 32-34, de tenter de bâtir des fronts syndicaux « révolutionnaires », mit en avant un schéma de solide plateforme syndicale autour de laquelle les trotskystes pourraient organiser les travailleurs les plus avancés qui ne rejoignaient pas le PBL politiquement. Liant le mot d'ordre pour la formation d'une Alliance ouvrière au *Programme d'action*, le PBL lançait des appels à organiser la classe ouvrière indépendamment de l'Etat sur la base d'un certain nombre de revendications démocratiques minimales, y compris le droit de grève et la liberté d'organisation, de réunion, de parole, d'abrogation des

décrets-lois. Cependant, en dépit de ces tentatives pour construire un mouvement révolutionnaire dans les syndicats, le PBL rencontrait des obstacles. Il était important que la stabilité et la croissance du parti fussent contrariées par les troubles sérieux dans la direction nationale des trotskystes. Bien que loin d'être à l'échelle atteinte en 34-35 sous la poussée des événements révolutionnaires, la direction continuait de manifester un grand degré d'instabilité en matière de personnel.

La perte la plus significative fut celle du secrétaire général **Gastón Medina**, mort de tuberculose à La Havane, le 17 août 1938, en résultat des tortures subies dans les prisons de Batista. Il avait été le principal défenseur de ce que j'ai caractérisé comme la tendance « trotskyste » anti-impérialiste prolétarienne à l'intérieur du PBL en 33-35. Il avait été aussi le responsable de l'élaboration des *Thèses Politiques* d'octobre 1935 qui avaient essayé de réorienter le parti après la défaite de la Révolution des années 30.

On peut pourtant tenir pour plus important encore que le PBL ait eu à franchir des haies socio-politiques spéciales. Bien que toutes les organisations ouvrières se soient trouvées en plein désarroi après la défaite de la Révolution dans les années 30, c'est un mouvement ouvrier déjà affaibli qui affronte le nouvel obstacle d'un front unique Batista-PCC qui renforçait le caractère d'organisations et de luttes basées sur les classes. Après l'écrasement du mouvement révolutionnaire en 1935, le régime de Batista prenait de plus en plus le caractère bonapartiste paternaliste dans la mesure où Batista lui-même cherchait à accroître la base de son soutien populaire. Il y parvint en se tournant vers les staliniens et en cimentant un front unique avec le PCC. Bien que ce ne fût pas entièrement concrétisé avant le début de 1939, à partir de 1938, il était capable d'utiliser les communistes officiels à contenir le renouvellement de l'opposition de la classe ouvrière.

En somme donc, la tentative des trotskystes cubains de réorganiser le PBL au lendemain de la défaite de la Révolution des années 30, et ensuite à la lumière de l'opportunisme des rangs du PCC devant les ouvertures de Batista, n'avait pratiquement rien donné à la fin de 1934 où un réel déclin, dans les rangs du PBL et de son implantation dans le mouvement ouvrier, reflétait le bilan des forces de classe. Cependant qu'internationalement, après une décennie de défaites, la classe ouvrière était entraînée dans un conflit militaire international,

par des partis social-démocrate et stalinien très complaisants, à Cuba, la défaite avait eu des proportions historiques. L'écrasement des organisations de la classe ouvrière à la suite de la grève générale de mars 1935 provoqua une crise dans toutes les organisations politiques, aussi bien chez les Auténticos et les communistes officiels que dans les rangs trotskystes.

Le terrain avait donc été déblayé pour Batista qui cherchait à établir un nouvel équilibre national social par en-haut, qui soit à l'abri tant de la faible bourgeoisie nationale que d'un mouvement ouvrier battu. La conclusion du front commun Batista-PCC ne fit qu'agrandir l'énormité de la tâche qui reposait sur les trotskystes cubains, la culture d'un mouvement indépendant de la classe ouvrière.

Ainsi, bien que l'élaboration des *Thèses Politiques*, fin 37, ait marqué un retour à l'insistance sur l'indépendance de l'organisation politique ouvrière et le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution anti-impérialiste, la dislocation du PBL en 1935-36, et sa dimension réduite au milieu des mouvements d'opposition déjà faibles, avaient porté atteinte à sa capacité de s'opposer au déclin général de l'organisation ouvrière autonome.

Cependant ce fut la tendance « trotskyste » qui dilua le contenu de classe de tout travail pratique de front unique ce qui, en dernière analyse, à la fois confirma la grave stagnation des effectifs et détermina le développement ultérieur des trotskystes cubains dans les années 40.

Les trotskystes cubains et la Guerre civile espagnole

La Guerre civile espagnole éclata à la mi-1936 à un moment où le PBL réorganisé était encore en train de s'ajuster aux conditions de la défaite de mars 1935 et continua jusqu'en 1939, quand la collaboration de classe à Cuba avait été cimentée entre Batista et le PC officiel. Depuis le début, les trotskystes cubains furent catégoriques dans leur refus de l'affirmation stalinienne qu'il s'agissait simplement d'une guerre entre gens de gauche pro-démocratie et réactionnaires espagnols profascistes. Ils adhéraient au contraire à la perspective de la Révolution permanente, assurant que seule l'action indépendante du prolétariat espagnol contre le fascisme et le chancelant gouvernement de Front populaire, pouvait sauver la révolution espagnole. Cependant, alors qu'il brandissait de nouveau son drapeau prolétarien internationaliste dans le

mouvement ouvrier et le milieu révolutionnaire cubain, le PBL semble avoir ignoré le contenu du débat politique qui avait éclaté entre Trotsky et les partisans de Nin dans le POUM espagnol.

Remplissant les fonctions élémentaires d'éducation et de propagande d'un parti révolutionnaire, le PBL publia l'article de Trotsky de juillet 1936, les *Leçons d'Espagne*, qui polémiquait contre l'alliance de Front populaire des dirigeants ouvriers avec la bourgeoisie. Cependant, tandis que Trotsky argumentait en faveur d'une alliance des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie, qui était en dernière analyse dirigée contre le POUM aussi bien que contre les staliniens espagnols, les trotskystes cubains attaquaient la Comintern en s'en prenant à toutes les notions de bloc politique avec la bourgeoisie républicaine :

« La politique de formation d'un bloc avec la bourgeoisie républicaine, la prétendue "démocratie bourgeoise", telle que la soutient la Comintern révisionniste depuis le VIIe congrès de l'Internationale communiste, est par essence une politique contre-révolutionnaire, dont le prolétariat espagnol devra payer le prix ».

D'un autre côté cependant, ils ne formulaient aucune critique du POUM pour avoir signé le Pacte électoral des Gauches, un *de facto* Front populaire. Les trotskystes cubains bornaient leur analyse du POUM à des commentaires de félicitations sur ses appels à réorganiser l'Alliance ouvrière comme organe de la représentation prolétarienne, et semble n'avoir pas connu la décision ultérieure du POUM d'entrer dans le gouvernement catalan, une initiative qui devait saper les comités antifascistes, véritables organes embryonnaires du pouvoir prolétarien, et à les conduire à leur dissolution.

En réalité, ce qui se passa, à la différence du mouvement trotskyste en Europe et dans les Amériques, où il fut féroce et intransigeant, ce n'est qu'après la fin de la Guerre Civile que les trotskystes cubains commencèrent à s'occuper de la controverse Nin-Trotsky. Cependant, dans leurs références tardives à cette discussion, ils montrèrent que leur loyalisme s'était divisé. Alors qu'en 1940, ils étiquetaient sans équivoque le POUM comme un groupe centriste entre marxisme et réformisme, incapable de mener une lutte victorieuse pour la révolution socialiste, la même année, dans une réflexion plus poussée sur l'issue du terrible débat entre Nin et Trotsky, ils mettaient en question ce qu'ils

percevaient comme un langage hostile de Trotsky, qui n'était pas nécessaire, aussi bien que la solidité factuelle de ses arguments :

« La caractérisation violente faite par le camarade Crux appelant Nin et Andrade des "traîtres" a fermé la porte à la réintégration dans nos rangs d'un grand nombre de révolutionnaires. Parce que, s'il est vrai que la conduite de Nin et d'Andrade mérite cette caractérisation, il ne l'est pas moins que cette caractérisation n'était pas politique ».

Parmi ceux des trotskystes cubains qui allèrent individuellement combattre dans la Guerre civile espagnole cependant, la controverse POUM-Trotsky était certainement bien connue et eut des conséquences. Le plus éminent des trotskystes qui combattirent en Espagne fut **Breá**, qui avait joué un rôle central en stimulant la discussion trotskyste à l'intérieur de l'Opposition communiste de Cuba en 1932-33. Revenu en Europe après la chute du gouvernement de Grau San Martín en 1934, Breá alla en Espagne en juillet 1936 avec sa compagne **Mary Low**. De juillet 1936 au début de 1937, en tant que militant bolchevik-léniniste, il combattit avec la milice du POUM sur le Front d'Aragon, travailla avec le Secrétariat du POUM et comme journaliste pour les journaux du POUM, *La Batalla* et *POUM*.

A la fin de 1936, il fut détenu deux fois par les forces de sécurité stalinienne. Le POUM refusa de lui donner une protection, et, avec Low, il réussit une fois de plus à revenir en France. Leur expérience en Espagne a été racontée de façon très vivante dans le *Red Spanish Notebook*, le premier compte-rendu de la Guerre Civile espagnole à partir d'une perspective trotskyste à être publié en anglais sous forme de livre. A la différence du PBL à Cuba, Breá souligne dans son livre la confusion idéologique des anarchistes et anarcho-syndicalistes qui, selon lui « ont jeté le pouvoir quand il leur est tombé dans les mains, parce qu'ils étaient contre, en principe ».

Pour Breá le seul moyen d'avancer en Espagne était d'opposer le communisme au fascisme et il argumentait le besoin de ce qu'il appelait un Front Commun – à savoir une alliance du prolétariat sans amalgame des programmes. Breá réaffirmait aussi le rôle contre-révolutionnaire des partisans de la Comintern alors qu'en même temps ils refusaient de placer devant leur porte le blâme pour la défaite de la révolution. En révélant la profondeur de l'antistalinisme des trotskystes cubains, Breá critiquait aussi le POUM

« Il serait puéril de jeter le blâme ici, alors que nous connaissons depuis si longtemps le rôle contre-révolutionnaire que la Russie et ses acolytes ont joué dans tous les pays. Prévenir, c'est armer à l'avance. La responsabilité revient à ceux des partis révolutionnaires d'Espagne qui connaissaient le stalinisme pour ce qu'il est. Je veux dire le POUM, les anarchistes, les anarcho-syndicalistes ».

A part Breá, d'autres trotskystes cubains ont combattu dans la guerre civile espagnole, en majorité des individus coupés du mouvement trotskyste international. Outre les membres du PBL d'origine espagnole déportés de Cuba en Espagne en 1934, le PBL fut informé fin 36 de la mort en action d'**Edelmiro Blanco**, dirigeant du syndicat général des Travailleurs du Commerce. **Wilebaldo Solano** a aussi relevé qu'un autre trotskyste cubain, **Enrique de la Uz**, a combattu dans les Brigades internationales et que **Juan Andrade**, un dirigeant du POUM, a parlé à plusieurs reprises d'un groupe de trotskystes cubains qui avaient vaillamment combattu.

L'activité des trotskystes cubains pendant la Guerre d'Espagne fut ainsi largement déterminée par l'acceptation de la nécessité d'insister sur le caractère prolétarien de la Guerre antifasciste, une pièce fondamentale de la théorie de la Révolution permanente. Cependant, en tant que groupe, il semble que le PBL n'ait pas réussi à comprendre la profondeur du gouffre creusé entre le POUM et Trotsky. Seul parmi les Cubains, Breá développa en Espagne une compréhension claire de cette discussion et peut-être ce fut seulement comme résultat de son retour à Cuba en 1940 que le PBL se prononça contre le « centrisme » du POUM.

La fondation du POR, l'organisation et la stratégie des trotskystes cubains (1940-1946)

L'isolement et le déclin graduel des effectifs du PBL après 1935 ont provoqué finalement une bataille largement sans principes et des dissensions entre les trois branches restantes en 1940. L'étincelle qui semble avoir provoqué les deux années de batailles internes fut l'exclusion de **Charles Simeón**, le secrétaire général du PBL, à la fin de 1939 ou au début de 1940. Il avait d'abord remplacé à titre temporaire **Gastón Medina** pendant les deux années de la maladie de ce dernier, avant de l'assurer de façon permanente à sa mort.

Bien que les raisons spécifiques derrière la rupture avec Simeón restent incertaines, le PBL est apparu comme ayant un grand besoin en termes de discipline et d'orientation. L'apparente virtuelle paralysie interne conduisit la direction basée à La Havane à prendre l'initiative de sélectionner un nouveau Comité exécutif provisoire en mai 1940, le chargeant de convoquer une conférence nationale avec l'objectif de « *normaliser la vie du parti* ». Ce nouveau comité exécutif provisoire, formé des membres restants de l'ancien comité exécutif national et des plus actifs militants de La Havane, comprenait le secrétaire général **Bode** (peut-être **Pérez Santiesteban**), **Pablo Díaz González**, dit **Pedro Durán**, **Alonso**, **Andrade**, **Kamayen** et **Rufo**. Ce comité exécutif provisoire constitua ultérieurement un Comité central et centralisa l'autorité dans un bureau politique de trois membres responsables du travail quotidien du parti. La réorganisation des organes dirigeants du groupe trotskyste cubain conduisit à la fondation du Partido Obrero Revolucionario le 19 septembre 1940, peu après l'assassinat de Trotsky.

Cependant, en dépit de cette tentative de la direction du POR de « discipliner et orienter le parti », les trotskystes cubains continuèrent à graviter et s'éloigner de la prescription de Trotsky pour l'activité révolutionnaire de forger un parti d'avant-garde centraliste démocratique défendant une révolution anti-impérialiste strictement prolétarienne.

En premier lieu, toutes les branches de l'ancien PBL ne furent pas admises dans le nouveau parti. Les changements organisationnels entrepris par le comité exécutif provisoire furent rejetés par le comité de section de Santiago de Cuba, qui continua à agir sous le nom de PBL jusqu'en fin 1941.

La cause sous-jacente de ces bagarres était la frustration générale dans l'atmosphère de déclin et de stagnation qui avait pénétré toute l'activité du parti. C'était démontré par le fait que la scission organisationnelle ne s'était pas produite sur la base de quelconques divergences idéologiques, mais en résultat de considérations tactiques secondaires. A l'initiative de **Bakounine**, la branche santiguëro refusa d'affronter le projet de restructuration et le changement de nom du parti sur la base qu'un simple changement de nom ne pouvait provoquer la consolidation du parti révolutionnaire à Cuba. En identifiant correctement la possibilité de la limitation des initiatives du nouveau Comité exécutif provisoire, les trotskystes santiaguëro, cependant, n'identifiaient ni ne proposaient un débat

principliel sur les causes politiques derrière la crise d'organisation du PBL. Tandis qu'à cette étape ils ne défiaient pas ouvertement le principe du centralisme démocratique en rejetant à répétition l'invitation des dirigeants à continuer les discussions à l'intérieur du POR.

Sans enjeu idéologique, et alors que le POR et le comité de section de Santiago de Cuba continuaient à affirmer publiquement leur adhésion à la IV^e Internationale, les santiagueros, frustrés par la stagnation du parti et son incapacité à influencer le mouvement ouvrier, avaient en effet utilisé un désaccord sur une question secondaire comme prétexte pour commencer une scission *de facto* dans les rangs des trotskystes cubains.

En janvier 1942, après que la section de Santiago de Cuba ait réitéré qu'elle continuerait à publier sa propre propagande sans rechercher aucune autorité centrale, la direction nationale du PBL décida d'appliquer à la lettre les statuts du parti. Préoccupé par le risque que les conditions créées par la Deuxième Guerre mondiale ne restreignent de plus en plus les occasions pour les trotskystes cubains de travailler ouvertement et que les critiques des santiagueros puissent saboter l'autre branche « orientale » dans le tout proche Guantánamo, le bureau politique décida que les membres devaient être séparés des sympathisants, que chaque militant se verrait affecter telle ou telle tâche ou responsabilité, de sorte que les nouveaux membres ne soient pas infestés de ce lest d'irresponsabilité et d'absence de discipline hérité du passé.

Malgré la fermeté de la déclaration d'intention cependant, cette nouvelle tentative des trotskystes d'établir certain niveau de discipline et de stabilité, et de donner un élan à la vie interne du parti, n'a conduit à aucune croissance marquée, ni en effectifs, ni en influence, ni même à un épisode soutenu d'attachement à la publication d'un organe du parti.

Pendant les années 1940 à 1942, tandis qu'il semblait que les santiagueros s'alignaient sur la structure de parti du POR nouvellement établi, les seuls signes de croissance étaient qu'une branche de cinq membres avait été constituée dans la petite ville d'Aguacate, dans la province de La Havane et ce qui apparaît comme ayant été un éphémère comité de section formé à Camagüey le 17 novembre 1940.

Quant à la production d'une presse régulière de parti et de matériel théorique, le POR nouvellement constitué refaisait ce qu'avait établi le PBL

après deux tentatives pour établir un peu d'ordre dans les rangs trotskystes en septembre 1933 et en fin 35. D'abord, le POR lança ce qu'il voulait être l'organe régulier du parti, *Cuba Obrera*. Cependant, malgré la peur du POR quant à l'intention du gouvernement de supprimer la propagande ayant un caractère de classe, il apparaît que, comme *Rayo* et *Noticiero bolchevique* avant lui, ce journal cessa sa publication peu après sa naissance seulement à cause du désintérêt à l'intérieur du POR et du manque de fonds. La parution s'effondra après quatre numéros à la fin de 1940, et bien qu'il ait reparu en juin, juillet et août 1941, le numéro d'août fut le dernier à être publié.

Comme le PBL l'avait fait lors de sa fondation en 1933, puis en 1935 quand il avait tenté d'établir un certain degré de stabilité dans la direction, il soumit à la base un long document théorique intitulé *Declaración de Principios*. Retraçant les grandes lignes des idées trotskystes sur la crise générale du capitalisme et les problèmes spécifiques de la Révolution cubaine, ce document marquait une fois de plus un retour très net vers la perspective de Trotsky de la Révolution permanente, au moins en théorie. Premièrement, la déclaration réitérait que la classe ouvrière alliée à la petite bourgeoisie rurale et urbaine devait jouer un rôle dirigeant dans la lutte contre le capitalisme et pour une révolution, nécessairement socialiste. Comme les premiers textes de la Comintern et en fait comme Trotsky lui-même, le POR faisait aussi une distinction entre la conquête du pouvoir par le prolétariat en Amérique Latine et la véritable construction du communisme. Basant cette analyse sur une appréciation de l'indissolubilité de l'économie mondiale et le caractère nécessairement internationaliste de la révolution latino-américaine, le prolétariat combinait les tâches démocratiques fondamentales aux tâches socialistes possibles. La transformation socialiste internationale ultime du socialisme, le POR assurait qu'elle ne pouvait vaincre totalement, disait-il, que quand le prolétariat des USA aurait explosé.

Bien que le document soulignât que la victoire définitive de la révolution à Cuba dépendait du succès du mouvement socialiste aux USA, le POR rejetait l'idée que la classe ouvrière cubaine devrait attendre la victoire du prolétariat nord-américain avant de poser la question de la révolution prolétarienne à Cuba. Les trotskystes cubains assuraient qu'une telle interprétation était proche de celle des staliniens qui niaient la possibilité de la révolution sur la base de ce que

Cuba « manquait de maturité » pour le socialisme, de la substitution de la théorie des « étapes prochaines » de la libération nationale et sociale sous le drapeau « *de la plateforme progressiste de la Coalition Démocratique socialiste* ». Soulignant que le prolétariat ne pouvait, à Cuba, renoncer à la lutte pour forger sa propre avant-garde, voire essayer de prendre le pouvoir, le POR réitérait les perspectives des bolcheviks dans la Russie arriérée de 1917 et raillait les fatalistes géographes qui rejetaient le projet révolutionnaire parce que... Cuba était proche des USA :

« La perspective de la Révolution permanente ne signifie en aucun cas que les pays arriérés devraient attendre le signal du départ des pays plus développés ou que les peuples coloniaux devraient attendre patiemment leur libération par le prolétariat des centres impérialistes. Qui aide est aidé. Les ouvriers doivent lutter de façon révolutionnaire dans tous les pays où il y a des conditions favorables, donnant ainsi l'exemple aux travailleurs des autres pays ».

Cependant, à nouveau, comme en 1933 et 1935, les branches comprirent le renouvellement de l'attachement aux principes de la théorie de la Révolution permanente de façon profondément ambiguë. Ce fut très évident dans l'activité du capital principal du POR, sa branche de la région de Guantánamo, où les trotskystes locaux avaient maintenu une base dans la classe ouvrière. A la fin des années 30 et au début des 40, après avoir créé une organisation de jeunesse embryonnaire, la Juventud Obrera Revolucionaria, et participé aux Comités d'opposition syndicale anti-stalinienne, le POR avait un large soutien dans les deux branches, *Delegaciones* 11 et 12, de la *Hermádad Ferroviaria*, le syndicat local des Travailleurs du Commerce, ainsi qu'un certain nombre de *centrales*. Plus encore, les trotskystes jouèrent un rôle dirigeant dans un petit nombre de mouvements grévistes qui étaient un défi à la politique de « *pas de grèves* » des communistes officiels.

Au début de la campagne de la moisson de la canne à sucre de 1940, par exemple, les trotskystes guantanamoño prirent part à des arrêts de travail dans les *centrales* de Cecilia et Romelié, dénonçant la collaboration des communistes officiels avec le gouvernement et les employeurs. **José Medina Campos**, du POR, dirigea aussi des grèves de cheminots, en avril et novembre 1941, qui interrompirent la production de sucre et le transport dans les deux sens avec la base navale US.

Cependant, l'activité des trotskystes *guantanamoño* n'était pas strictement dirigée vers la dénonciation du nationalisme petit-bourgeois et l'entrée des éléments ouvriers avancés du milieu syndical dans le milieu politique d'accord avec le POR. C'est-à-dire que, bien que les trotskystes appellassent à une autonomie croissante à l'égard du ministère du Travail et aussi de la bureaucratie syndicale contrôlée par les staliniens, un appel qui trouva un écho important à la base du parti Auténtico, la plateforme de front unique du POR ne manifestait jamais une compréhension claire, achevée, de l'importance pratique de l'indépendance politique de la classe ouvrière. Au lieu de cela, les trotskystes avaient tendance à accepter une thèse du moindre mal qui caractérisait le stalinisme comme l'ennemi principal dans le mouvement ouvrier et ne faisait aucune distinction entre le POR et les dirigeants *auténticos* locaux des mouvements d'opposition antistalinienne. En tant que tels, les trotskystes participèrent de façon tout à fait non critique aux comités pour les Revendications ouvrières et paysannes dominés par les ouvriers *Auténtico* : il s'agissait d'un front uni d'organisations, formé autrefois pour assurer l'élection de non-staliniens dans les élections locales.

En tant que tels, les trotskystes *guantánameños* participèrent en s'abstenant de toute critique aux Comités pour les Revendications ouvrières et paysannes, dominés par des comités ouvriers, un front unique lâche qui avait été formé pour assurer l'élection de non-staliniens aux élections locales. En outre, les trotskystes pouvaient affirmer que leur organisation de jeunesse travaillait en « étroite harmonie » avec son équivalent Auténtico. En fait, bien loin de considérer en définitive ces groupes petits-bourgeois radicaux comme des obstacles à la révolution prolétarienne, le POR les célébra et assura que ces groupes étaient la sève qui nourrit l'avenir de notre Révolution.

Au niveau national, d'autre part, l'intervention syndicale des trotskystes au cours du IIIe Congrès national de la CTC (Confederación de los Trabajadores de Cuba), la confédération ouvrière nationale contrôlée par les communistes officiels, en décembre 1942, était plus consistante, insistant sur la nature prolétarienne indiscutable de la lutte anti-impérialiste et luttant directement contre les Auténticos pour la direction des masses.

Haussant le profil des trotskystes sur le plan national, les délégués trotskystes agirent comme une fraction organisée et développèrent une stratégie

qui non seulement défiait la domination stalinienne sur le mouvement ouvrier, mais le faisait à partir d'une perspective qui cherchait à allier l'opposition ouvrière *Auténtico* autour d'un programme sans discussion possible anti-impérialiste et anticapitaliste

Comme il est décrit dans la revue théorique de la IV^e Internationale, la fraction du POR contribua à la préparation et à la présentation d'un « *programme détaillé et positif de l'action syndicale indépendante autour duquel l'opposition antistalinienne pourrait se rassembler* ».

En premier lieu, dans leurs interventions à la tribune, les membres du POR critiquaient la direction du CTC pour avoir accepté les diktats de Batista sur les revendications de salaires par des augmentations en dessous du taux de l'inflation, ce qui se traduisait par une chute des biens de consommation. **Pablo Díaz** affirmait que la CTC s'était contentée de servir d'outil gouvernemental, empêchant les travailleurs d'utiliser leur arme la plus élémentaire, celle de la grève, juste au moment où il y avait un vrai soulèvement de mécontentement dans différents secteurs pour une hausse des salaires.

Cependant, les trotskystes insistaient aussi sur le fait que l'unité organisationnelle du mouvement syndical devait être préservée et avaient pris position contre un deuxième centre syndical national. Quand la commission des mandats du congrès de la CTC en vint à refuser l'entrée à 150 candidats de l'opposition, les trotskystes, bien que joignant leurs 303 délégués à la sortie en masse, rejetèrent les appels sectaires des dirigeants Auténticos à la mise sur pied d'un deuxième centre syndical parallèle, comme l'OCC et le PBL s'étaient autrefois opposés à la politique syndicale sectaire du PCC. Lors d'une réunion du Front démocratique syndical, l'organisation temporairement constituée par les délégués, la fraction du POR se prononçait pour la constitution d'un front ouvrier d'opposition révolutionnaire à l'intérieur de la CTC sur la base d'un programme minimum pour la démocratie interne, et pour la fin de la collusion réformistes-staliniens avec l'Etat. Dans sa déclaration au Front démocratique syndical, le POR insistait :

« Nous ne pouvons penser [...] à la formation d'un nouveau centre syndical tant qu'il n'a pas été démontré de façon décisive et claire l'impossibilité de sauver la CTC des mains du gang stalino-réformiste par un effort permanent et efficace de la base. Nous nous opposerons à tout groupe ou tendance qui essaiera d'entraîner le prolétariat cubain sur la route de l'aventurisme ».

En présentant une argumentation cohérente et incisive consistante avec l'analyse par Trotsky des syndicats en Amérique Latine selon laquelle la lutte principale était pour le contrôle ouvrier sur les appareils bureaucratiques existants et l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat, la fraction du POR a ainsi contribué, au moins temporairement, à une scission désastreuse dans le mouvement syndical.

Ils ont présenté aussi un *Programme d'action* qui reprenait les points essentiels du *Programme de transition*, le document programmatique fondateur de la IVe Internationale. Incorporant l'essence de la méthode « de transition » de Trotsky, méthode pour essayer d'approfondir la lutte et mener les masses vers un combat conscient ou une organisation prolétarienne indépendante créée dans cette lutte, la plateforme des revendications incluait les appels à l'instauration de l'échelle mobile des salaires, et des comités populaires pour le contrôle des prix, le maintien de l'unité syndicale basée sur la classe avec la démocratie syndicale la plus large et une Politique Militaire Prolétarienne semblable à celle du Socialist Workers Party (SWP) des USA dans laquelle les syndicats prenaient la responsabilité de l'entraînement militaire des ouvriers.

Cependant, bien qu'ayant remporté les plus grands succès dans son exemplaire travail de fraction au sein des organisations de masse au niveau national, et en dépit de l'apparent retour au giron trotskyste du prétendu comité de section du PBL à un moment donné en 1942-43, le POR, en tant que parti national, n'avait pas réussi à briser son isolement des premières années 40.

Ce n'est qu'au niveau local que les trotskystes *guantanameros* ont continué à mener des grèves avec les syndicalistes *Auténticos* contre les diktats du parti communiste officiel complice. Le 17 mai 1943, les cheminots de la région de Guantánamo se mettaient de nouveau en grève, revendiquant une augmentation des salaires de 30 % pour compenser le taux élevé de l'inflation due à la guerre.

Tandis que la grève était écrasée en 16 jours, laissant six travailleurs – dont deux membres du POR, **Juan Medina Campos** et **Luciano García Pellicer** – licenciés ou sanctionnés par l'administration, la branche *guantana-mero* du POR réitéra le contenu de base du défaitisme révolutionnaire, à savoir qu'il ne pouvait y avoir de cessez-le feu dans la lutte contre le capitalisme.

Levant le drapeau de l'indépendance organisationnelle et politique, les trotskystes dénoncèrent **Manuel Tur**, le chef local du PSP pour son intervention dans la grève dans le seul but de la saboter et d'empêcher toute action nationale des cheminots, et [**Eusebio**] **Mujal** pour avoir désavoué le mouvement de grève dans une tentative d'assurer que la direction des Auténticos ne prenait aucune responsabilité pour elle aux yeux du gouvernement et de l'impérialisme dans cette région militairement stratégique.

En termes généraux cependant, le POR n'a pas atteint son objectif de créer une opposition communiste révolutionnaire à la domination stalinienne du mouvement ouvrier pendant la Deuxième Guerre mondiale. Comme avec les tentatives antérieures pour stabiliser l'organisation du PBL et étendre celle des trotskystes à la fin des années 30, cet échec était causé par des facteurs structurels qui échappaient largement au contrôle du POR et par des facteurs politiques qui étaient de leur seule responsabilité.

En premier lieu, les trotskystes cubains militaient dans un pays dont les institutions de classe étaient faibles. Alors que l'impérialisme avait largement rendu impuissante la bourgeoisie nationale au lendemain de la Guerre d'Indépendance de 1895-98, la défaite historique du mouvement révolutionnaire des années 30 avait accéléré le déclin de la vieille oligarchie régnante et détruit le mouvement indépendant de la classe ouvrière.

L'exceptionnelle faiblesse des formations de classe qui en découlait fut exacerbée encore dans la période post-1935 avec l'apparition d'un régime de type bonapartiste attaché au projet de coopter des éléments de diverses classes en une entente de gouvernement.

Plus significatif encore pour les destinées du trotskysme, après la formation du front commun Batista-PCC à la fin des années 30, les communistes officiels utilisèrent le pouvoir ainsi acquis pour anéantir les tentatives de renouveler l'institution basée sur la classe au gouvernement capitaliste de Batista. La croissance rapide du parti communiste officiel, ses portefeuilles dans le gouvernement Batista, témoignent du fait que la collaboration de classe sous la direction stalinienne était plus avancée à Cuba que dans tout autre pays Latino-Américain.

Outre les traits bonapartistes de l'économie politique cubaine qui tendait à affaiblir le développement des institutions de classe déjà fragiles, les trotskystes

cubains étaient confrontés à l'absence de tradition marxiste à Cuba. Bien que le mouvement ouvrier cubain ait été dominé par les anarcho-syndicalistes pendant 40 ans, de 1885 à 1925, c'était plus le nationalisme que le communisme qui conditionnait les aspects particuliers des variantes cubaines de l'anarchisme.

C'était d'abord du fait de l'absence d'une culture socialiste distincte dans la classe ouvrière cubaine que la Révolution russe d'Octobre n'avait pas provoqué de scission idéologique dans le mouvement ouvrier ; de plus, le PC cubain lui-même ne fut formé qu'en 1925. Ainsi, au début du milieu des années 40, l'opposition à l'usurpation des organisations de classe par la bureaucratie avec le soutien de l'Etat des staliniens, trouva plus facilement une expression spontanée dans les traditions profondément enracinées du nationalisme petit-bourgeois, plutôt que dans une position de classe.

Les trotskystes cubains souffraient aussi d'un manque de ressources à leur disposition. Cela les empêchait par exemple de financer un permanent du parti pour coordonner son activité de vie interne. Les longues distances entre les deux principaux centres du POR, La Havane et Guantanamo, rendaient également difficile de tenir quelque réunion nationale régulière que ce soit pour discuter et planifier un travail coordonné.

Les trotskystes cubains au début des années 40 n'avaient aussi que peu d'expérience des tâches qu'un petit groupe de révolutionnaires devait entreprendre pour poser les bases d'une croissance future.

A la différence de la majorité des groupes trotskystes dans le monde, le PBL était virtuellement un parti de masse avec, dès sa naissance, des cadres de grande valeur dirigeant des syndicats et des organisations étudiantes. Bien que ce ne fût pas nécessairement souhaitable, il n'avait pas connu un développement organique, commençant comme noyau révolutionnaire authentique pour passer à travers un groupe propagandiste militant, et devenir un parti révolutionnaire authentique avec des racines solides dans la classe ouvrière.

Avec la mort de **Rogelio Benache**, qu'on peut considérer comme ayant été le plus doué des dirigeants ouvriers, en janvier 1944, comme Gastón Medina des suites de la torture subie dans les prisons de Batista, les membres restants du POR au début des années 40 n'étaient que mal préparés aux tâches de consolidation lente et méthodique du POR en un groupe de propagande militante bien défini.

En dépit de ces obstacles à sa croissance, si le POR avait développé une stratégie et une série de tactiques différentes de celles qu'il utilisa, les trotskystes cubains auraient pu, dans une certaine mesure, surmonter les obstacles structurels auxquels ils se heurtaient et il y aurait pu y avoir un résultat différent. Ce fut la stratégie politique des trotskystes eux-mêmes qui continua à être le facteur essentiel conditionnant leur incapacité, soit à stabiliser leur organisation, soit à briser leur isolement et profiter du mécontentement grandissant du mouvement ouvrier contre la collaboration du PCC avec Batista.

Plus spécifiquement, exactement comme le PBL dans les années 30 avait manifesté en dernière analyse qu'il n'avait pas clairement compris la nécessité pour les organisations ouvrières de maintenir leur indépendance politique à l'égard des forces du nationalisme petit-bourgeois, de même le POR, au milieu des années 40, insista aussi pour la formation de blocs aux frontières mal tracées avec des forces essentiellement capitalistes. C'est cette caractéristique politique du POR qui, en définitive, scella la continuation de l'isolement des trotskystes.

L'effet que les fautes politiques des trotskystes cubains eux-mêmes eut sur les destinées et la continuité d'organisation de leur parti a été démontré par leur activité et la ligne qu'ils développèrent autour des événements de 1944-45. Au début de 1944, le POR lança un journal national et développa une tactique électorale pour tenter de profiter de l'atmosphère politique élevée par les élections à venir en mai-juin et les espoirs des ouvriers *Auténtico* que celles-ci pourraient mettre un terme au contrôle du mouvement ouvrier par Batista et les communistes officiels.

Le journal lancé en mai 1945 pour coïncider avec les élections et sous l'influence de **Louis Rigaudias**, un éminent militant du mouvement trotskyste français d'avant-guerre, reçut le nom de *Revolución Proletaria* pour proclamer sans ambiguïté le caractère nécessaire de toute révolution à ce moment en Amérique Latine. De mai 1944 à mai 1946, ont paru 19 numéros de ce journal, préparés par Pablo Díaz, permettant au parti d'assurer sa propagande de base et les fonctions éducatives de diffusion des idées socialistes parmi ses partisans et contacts. Cependant, le contenu de cette propagande défendait une ligne tactique essentiellement opportuniste. En particulier la ligne électorale développée par les trotskystes maintenait le principe de l'indépendance politique du prolétariat. En

fait, l'attitude des trotskystes envers les *Auténticos*, telle qu'elle s'exprimait dans les pages de *Revolución proletaria*, trahissait l'essence même du nom du journal.

D'un côté, à Guantánamo, le POR essayait de gagner des adhérents au communisme et d'étendre et consolider son influence dans la classe ouvrière en présentant des candidats indépendants aux élections locales de 1944. Bien que la Cour Suprême ait empêché les trotskystes d'être candidats, ils firent campagne pour deux postes au conseil de Guantánamo.

Construisant sur la base du prestige gagné dans le travail syndical dans cette région, les deux candidats, **Juan Medina** et **Luciano García**, les deux qui avaient été sanctionnés un an auparavant dans la grève des cheminots, reçurent plus de 1000 votes officiellement décomptés, un chiffre substantiel dans une région où le taux d'illettrés est élevé. Aux élections, par ailleurs, où les trotskystes ne pouvaient présenter leurs propres candidats faute de ressources, le POR, sur la base de sa croyance que la base des Auténticos était faite d'ouvriers révolutionnaires, manifesta des préoccupations ambiguës pour la sauvegarde de l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis des forces du nationalisme procapitaliste.

C'est-à-dire que les trotskystes faisaient une distinction entre les idées personnelles des candidats *Auténticos* et la relation du parti dans son ensemble avec la classe ouvrière en donnant un « soutien critique » à ceux qu'ils appelaient « *Grau San Martín et les candidats ouvriers du PRC (A)* ». Ainsi, aux élections à la Législative nationale, ils appelèrent à voter pour ceux des Auténticos de Guantánamo et Santiago de Cuba qui avaient été d'accord sur un programme minimum de démocratie et de revendications syndicales.

Alors que cette dilution aurait pu être justifiée à Cuba sur la base d'une identification incomplète et mal définie des partis et des classes sociales spécifiques, dans les élections présidentielles de 1944, le POR glissa sur une phraséologie vague, en définitive opportuniste qui illustrait ses propres illusions dans le potentiel révolutionnaire de la petite bourgeoisie. Bien que le POR fût certainement plus « critique » que « soutien » dans son affirmation que Grau San Martín avait abandonné la lutte anti-impérialiste en faveur de l'impérialisme « démocratique », et qu'il dirigeait un bloc électoral incluant un assortiment de vieux partisans anti-ouvriers et pro-Machado, la tactique électorale de « soutien

critique » ne réussit pas à « dissocier clairement » le trotskysme de ces forces de classe étrangères.

C'est-à-dire que, comme Grau San Martín ne proposait aucune mesure anticapitaliste ou anti-impérialiste, les trotskystes cubains développèrent une tactique de front unique qui descendait le drapeau de l'indépendance prolétarienne dans la lutte anti-impérialiste. En fait, malgré le rejet formel de la motion de soutien qu'ils proposèrent pour Grau San Martín, sur la base limitée qu'il était « le moindre mal », dans le même article et en contradiction directe, ils considéraient plutôt leur orientation comme « une tactique dans la lutte contre les ennemis immédiats des travailleurs, à savoir la dictature militaro-policière de Batista déguisée sous les vêtements civils de la Coalition socialiste démocratique ».

Dans d'autres articles, ils définissaient le « moindre mal », assurant qu'en dépit de la réconciliation des *Auténticos* avec l'impérialisme US, la réélection de Batista signifierait l'écrasement de la Révolution cubaine pour le proche avenir prévisible. Ils assuraient qu'une victoire de Grau San Martín aux élections représenterait un pas en avant et par conséquent lancèrent le mot d'ordre : « *Combattre le continuismo c'est lutter pour la Révolution* ».

Ainsi, plutôt que d'adopter l'unique position prolétarienne conséquente dans une élection où il n'y avait aucun candidat ouvrier, celle de « l'abstention active », limitant leur agitation à la propagande en faveur d'un futur parti ouvrier indépendant en préparation pour le jour où les masses, ou au moins leur fraction la plus avancée, se touneraient contre les candidats au gouvernement des deux camps, le POR s'installa sur une ligne plus modérée de gauche, qui, tout en ne compromettant pas son prestige à court terme aux yeux des ouvriers *Auténticos*, ne faisait pas grand chose pour la rupture de ces mêmes ouvriers vers une ligne prolétarienne indépendante à long terme

Sur la victoire électorale de Grau San Martín, l'éroulement de l'analyse politique du POR sur une stricte base de classe était très évident dans la propagande et l'activité du comité de section *guantanamo* du parti. Dans un tract intitulé « *Faisons de la victoire du 1er juin un pas décisif sur la route de la libération nationale et sociale de Cuba* », les trotskystes non seulement s'alliaient avec le désir des masses éveillées d'agir contre l'alliance battue de Batista et des stalinien, dans le domaine du travail, mais de façon très ambiguë,

considéraient l'élection de Grau San Martín comme un peu « *leur* », un progrès vers la révolution. Au lieu d'avertir les travailleurs que le nouveau gouvernement serait en définitive incapable de réaliser un programme nationaliste même modéré, à cause du heurt qu'il provoquerait avec l'impérialisme, les trotskystes cubains donnaient l'impression que la nature du gouvernement de Grau San Martín n'était pas encore déterminée et le serait par ce qu'il allait faire.

Le POR chercha plutôt tardivement à corriger la confusion de cette position et rétablir son souci de l'indépendance du prolétariat mais seulement après que les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière aient commencé à se détourner des Auténticos. Comme il devint évident en janvier 1945 que le gouvernement de Grau San Martín n'allait pas s'embarquer dans un processus de démocratisation de la CTC pour défier la domination du PSP, le POR lança une organisation syndicale fractionniste, la *Defensa Obrera Revolucionaria de la Confederacion de Trabajadores de Cuba*, une tentative de mobiliser les ouvriers les plus avancés, pas encore politiquement identifiés au POR, autour d'un programme de revendications qui insistait surtout sur la nécessité d'une autonomie croissante tant du ministère du Travail que de la bureaucratie syndicale.

En dénonçant le PSP pour ses agressions armées, ses extorsions approuvées par l'Etat capitaliste aussi bien que la volonté des dirigeants auténticos d'arriver à un accord avec le PSP au IVe congrès de la CTC, après l'élection, le programme de lutte en 11 points, la *Defensa Obrera revolucionaria* réaffirmait la nécessité d'une « *indépendance politique absolue du prolétariat, contre tous les arrangements avec les partis politiques de la bourgeoisie* ». En essayant de pousser en avant la lutte pour l'« *organisation indépendante de la classe ouvrière* », ce programme nettement élaboré, il insistait aussi sur le fait que le droit d'appeler à une grève réside seulement dans les mains des ouvriers sans aucune intervention du ministre des transports et qu'il fallait défendre les salaires réels en instituant une échelle mobile des salaires.

Cependant, après plus d'une décennie d'appui débilisant sur l'intervention de l'Etat pour obtenir des objectifs politiques et économiques aussi bien que l'absence à Cuba d'une tradition marxiste, étroitement liée au principe de l'indépendance politique du prolétariat, ces tentatives pour créer une opposition

révolutionnaire au *de facto* gouvernement PSP-Grau San Martín dans le mouvement ouvrier avaient échoué.

Après avoir clopiné derrière les *Auténticos* avec la perspective plutôt faible du « soutien critique », la principale initiative syndicale vint trop tard, sous l'influence d'une section de travailleurs *Auténticos*.

Le POR, manifestant la tendance à long terme des trotskystes à créer des blocs mal définis avec les forces du nationalisme petit-bourgeois, s'est révélé incapable de forger une opposition sur une base de classe à l'alliance du gouvernement pro-capitaliste du PSP et de Grau San Martín. A la place, a reparu un sentiment nationaliste démocratique qui a conditionné la réémergence d'une myriade de groupes d'action révolutionnaire petits bourgeois quand le niveau général du mécontentement et l'explosion de la Guerre Froide rendaient nécessaire l'élimination du PSP des postes d'influence dans le mouvement ouvrier. Le PSP incapable de gagner assez de nouvelles recrues pour donner un peu d'air au parti, était de nouveau sur le point d'affronter un nouveau round de désintégration organisationnelle quand les divergences internes paralysaient virtuellement ses activités pour un temps en 1946.

Le trotskysme cubain et la politique militaire prolétarienne pendant la Guerre

En dépit du petit nombre d'adhérents au trotskysme à Cuba pendant la Deuxième Guerre mondiale, un de ses principaux mérites en tant qu'alternative radicale de gauche fut que le PBL, puis POR, maintinrent en gros le principe que la plus grande menace pour les pays Latino-Américains était l'impérialisme, quel que fût son masque. Pendant la guerre, tandis que les agents staliniens locaux servaient en définitive de recruteurs pour la guerre lointaine et de briseurs de grève sur le front intérieur, les trotskystes tenaient pour le principal ennemi l'impérialisme US plus que l'Allemagne nazie et essayaient d'appliquer la Politique Militaire Prolétarienne du SWP des Etats-Unis aux conditions de Cuba. Cependant, dans leur interprétation de la nature de la guerre et de la stratégie qu'ils défendaient, les trotskystes manifestaient aussi une façon unilatérale d'aborder la question de la révolution à Cuba en mettant trop l'accent sur les mots d'ordre et la lutte pour la libération nationale.

Quand la guerre éclata, les trotskystes cubains dirent qu'il ne s'agissait pas d'une guerre du fascisme contre la démocratie mais d'une guerre impérialiste pour une nouvelle division du monde. Pour le PBL, il n'y avait aucune distinction fondamentale à faire entre la Grande-Bretagne, opprimant des millions d'Indiens et d'Africains, et l'Allemagne nazie, opprimant sa propre classe ouvrière. Le capitalisme lui-même était vu comme la cause de la guerre et on ne pouvait arrêter une fois pour toutes la guerre qu'en dirigeant son action vers la destruction du système capitaliste. Après l'entrée en guerre de l'Union soviétique en 1941, les trotskystes cubains dénoncèrent les stalinien pour leur pacifisme initial et leur position suivante en faveur de la guerre qui impliquait l'approbation par eux de l'envoi de masses de travailleurs cubains [au front] comme chair à canons. Même l'indépendant comité de section du PBL de Santiago de Cuba resta ferme dans son accusation des communistes officiels d'être devenus « *les soutiens fervents de la guerre impérialiste au service de la Mason blanche* ».

En opposition à la volte-face stalinienne, les trotskystes avançaient de façon cohérente trois revendications programmatiques centrales pour toute la durée de la guerre, qui, toutes ensemble, constituaient une variante de la Politique Militaire Proletarienne. Dans de nombreux documents, ils lançaient le mot d'ordre : « *Pas de soldat cubain en-dehors de Cuba !* », s'opposaient au service militaire obligatoire voulu par le gouvernement à partir de septembre 1940 et réclamaient une instruction militaire des masses sous le contrôle des organisations ouvrières.

Cependant, en avançant une Politique Militaire Proletarienne, les tendances sous-jacentes des trotskystes aux mots d'ordre de revendication de libération nationale diluaient la primauté de la nature prolétarienne de la révolution envisagée. Par exemple, bien que rejetant le pacifisme neutre avec l'argument que la classe ouvrière résoudrait en définitive les grands problèmes du jour les armes à la main, plutôt qu'en instituant de façon intransigeante sur la signification de classe des travailleurs en armes, ils invoquaient les traditions bourgeoises démocratiques de l'Armée de Libération Cubaine du XIXe siècle. Comme ils l'écrivaient :

« Nous voulions nous réclamer de la tradition mambisa du soldat-citoyen : ce sont les soldats de l'Armée de Libération qui, en exerçant le droit de suffrage, élisent le Gouvernement en Armes »

Les trotskystes cubains montrèrent aussi qu'ils acceptaient la théorie de l'indépendance de la révolution démocratique anti-impérialiste dans le soutien inconditionnel qu'ils donnèrent à tous leurs différents mouvements de libération nationale contre l'impérialisme pendant la grève. Sauf quand ils lançaient des mots d'ordre passablement ambigus comme « *Vive la guerre des peuples coloniaux pour leur libération nationale* » qui impliquait de leur part une stratégie révolutionnaire à deux étapes, les trotskystes cubains identifièrent également la lutte de l'Union soviétique contre l'agression impérialiste et celle du peuple chinois dans sa guerre de libération contre le Japon. Ils suggéraient que l'une et l'autre étaient également anti-impérialistes et méritaient donc un soutien inconditionnel.

En acceptant l'argumentation de Trotsky que l'Union soviétique devait bénéficier pendant la guerre d'un soutien inconditionnel, aussi servile soit-elle vis-à-vis des Alliés et si importante que soit l'aide matérielle qu'elle recevait d'eux, les trotskystes cubains se trompèrent et donnèrent un soutien inconditionnel aux mouvements de libération nationale quand ce soutien aurait dû être conditionné par le degré d'indépendance que les bourgeois nationalistes maintenaient à l'égard des Alliés.

Donnant plus encore la priorité à la lutte pour la libération nationale, les trotskystes cubains manifestèrent aussi une tendance à justifier leur mot d'ordre de « *Pas un seul soldat cubain hors de Cuba !* » sur un terrain étroitement tactique de préférence à des arguments politiques plus vastes. C'est-à-dire plutôt que d'insister sur le fait que l'ennemi principal du prolétariat était l'impérialisme et que les ouvriers n'avaient simplement aucun intérêt à poursuivre des desseins impérialistes, le POR diluait son message avec cet argument : « *La défense du territoire national exige la présence permanente de toutes les forces disponibles sur le territoire [de Cuba]* ». Le mot d'ordre de Libération nationale et sociale était ainsi tordu pour donner la priorité à la défense nationale, en négligeant la lutte permanente du prolétariat mondial.

Activité du POR et dissolution organisationnelle (1946-1958)

De même que la stagnation à la fin des années 30 avait provoqué une crise dans le parti trotskyste cubain, de même l'incapacité des trotskystes à recruter un nombre important de nouveaux membres en 1944-46 alimenta les dissensions internes et la paralysie dès 1946. Les divergences à l'intérieur du POR apparurent avec une section d'une petite branche de La Havane, qui, sauf le travail de Pablo Díaz chez les blanchisseurs, n'avait virtuellement aucun contact avec la classe ouvrière et était largement réduite à servir dans le centre administratif du POR. Trois membres à La Havane, se disant représentants de la majorité au Comité central, préparèrent et mirent en circulation un rapport interne, en mars 1946, qui se lançait dans une sévère critique de la direction (sans liste) du parti.

Bien que divers rapports qu'on peut trouver dans des documents internes du mouvement trotskyste international assurent que le POR cubain comptait 75 membres en 1944-45 et 35 au début de 1947, le nombre de camarades se considérant comme trotskystes dans l'immédiat après-guerre devait être plus proche de 20. Le rapport interne de mars 1946, établi par la fraction du Comité central « de la majorité » à La Havane notait que le POR avait été réduit à un total de 7 ou 8 membres dans sa principale section, à Guantánamo, avec ensuite 3 individualités à Santiago de Cuba, trois ou quatre camarades dans la petite ville occidentale d'Aguacate, un membre stagiaire à Victoria de las Tunas, trois du groupe de La Havane qui agissaient comme le Comité central et quatre autres à la périphérie de la capitale.

Le rapport avançait en termes incertains que le parti était menacé d'une disparition progressive, sans la moindre perspective de la façon d'arrêter son déclin et rajeunir son potentiel révolutionnaire.

En décrivant comment le POR n'avait pas capitalisé les occasions qui s'étaient ouvertes à lui quand le stalinisme s'était rendu à Batista et quand, ensuite, l'opposition *Auténtico* « révolutionnaire » s'était discréditée au gouvernement, le rapport situait les raisons de cet échec dans l'organisation et les perspectives politiques du POR.

Comme dans le cas du PBL pendant la révolution des années 30, l'effondrement de l'activité des cellules, quand la discussion interne des questions était de nouveau considérée comme un facteur débilitant fondamental. C'est à dire que le POR était une organisation centraliste mais sans une vie

vibrante, il ne pouvait exister d'organisation « *centraliste démocratique* ». Le rapport indiquait aussi, fort justement, que l'apparente paralysie du parti était le résultat de son opportunisme politique en ne se différenciant pas lui-même du nationalisme petit-bourgeois dans la lutte contre le stalinisme. Le rapport écrivait :

« En dépit des efforts de nos camarades dans les syndicats, nous n'avons pratiquement rien fait d'autre que de filer le train aux groupes en opposition au stalinisme qui apparaissaient de temps en temps. A de petites exceptions près, nous sommes pratiquement restés à la traîne de la Comisión Nacional Obrera du PRC (A) »

Frustrée par l'atmosphère d'inertie qui caractérisait ce qui restait du POR, la fraction « majoritaire » de La Havane tournait en ridicule le parti pour « *son manque de sérieux et d'acharnement systématique propre aux militants bolcheviques* », mettait en avant une liste de questions générales et immédiates qu'il fallait régler pour pouvoir régénérer la vie interne du POR. Elles comprenaient l'élaboration d'une thèse politique générale, d'une thèse syndicale, une déclaration de principes pour un projet d'organisation de jeunesse, une étude des documents de la majorité et de la minorité du SWP US et le retrait de toutes les résolutions sur des questions internationales qui n'avaient pas été pleinement discutées par les membres du parti et l'application d'une discipline collective rigoureuse. Lançant brutalement un ultimatum, la fraction « majoritaire » de La Havane affirmait que, s'il n'était pas répondu à ces questions, le journal, pour lequel ils étaient largement responsables, cesserait sa publication. Selon leurs propres termes « *Nous voulons l'ordre, ou bien nous ne pouvons rien planifier d'autre* ».

L'atmosphère créée par ce genre d'appel musclé, couronnant une paralysie progressive de la vie interne du parti, avec la faillite du travail de sa fraction dans la CTC, aurait pu facilement annoncer l'effondrement imminent du POR. Cependant, bien que les questions mises en avant, n'eussent été abordées dans aucune discussion interne, le parti reçut ainsi un autre objectif et un sursis temporaire de vie du fait d'un brusque tournant tactique vers le travail politique avec une série de *groupes d'action révolutionnaire* qui apparaissaient dans les rangs des *pésévistas* et d'*Auténticos* déçus. officiels

Alors que le dirigeant de cette fraction « majoritaire » mécontente à La Havane était exclu peu après avoir rédigé le rapport, la crise fut principalement diffusée par un autre round d'empirisme mal digéré. Dans une sorte de caricature de l'entrée spontanée et indisciplinée dans Joven Cuba en vue d'y construire le parti révolutionnaire trotskyste par la « voie externe » en 1934-35, Pérez Santiestebán, l'unique membre du Comité central de La Havane qui s'opposa au rapport hautement critique de la fraction « majoritaire » répondit à la crise en prenant la tête d'une entrée tout à fait inorganisée dans le Movimiento Socialista Revolucionario (MSR) récemment organisé par **Rolando Masferrer**.

Le MSR était né d'un noyau de militants de la Legion Revolucionaria de Cuba, un groupe d'action anti-Machado des années 30 et un certain nombre de membres du PC, autour de Masferrer, de la brigade de choc des communistes officiels qui avaient été en désaccord avec la doctrine de dissolution proposée dans le milieu des années 40 par **Browder** aux USA. Ces dissidents pésépistas avaient reçu quelque soutien de l'Union soviétique comme résultat du refus du PSP de désavouer le browdérisme quand Moscou le demanda. Cependant, après la lettre de Duclos et l'acceptation de mauvais gré de la ligne de Moscou, ces dissidents « officiels » furent exclus du parti cubain, dans le cadre d'un accord qui ramena les communistes cubains dans la tribu commune..

Profitant du mécontentement contre Grau San Martín, Masferrer et ses partisans réussirent à attirer bon nombre de gauchistes prêts à les rejoindre pour former une nouvelle organisation révolutionnaire. Depuis le début, Pérez Santiestebán joua un rôle dirigeant dans les discussions pour la nouvelle formation et il apparaît en fait que c'est surtout lui qui prit la responsabilité d'adopter le nom de « *mouvement socialiste révolutionnaire* », comme il le réclamait dans une tentative de combattre les ambiguïtés implicites dans la proposition précédente de « *gauche révolutionnaire* ».

Bien que les trotskystes cubains aient reconnu que le MSR était par essence une autre de ces organisations petites-bourgeoises auxquelles l'économie politique cubaine donnait naissance de temps en temps, et qu'il admettait tout le monde, n'avait aucune perspective de construction d'un parti révolutionnaire, et aucune ligne politique pour le guider dans son activité, ils ont d'abord considéré leur entrée dans le MSR avec un grand optimisme quant à leurs possibilités d'y recruter. Même Pablo Díaz, l'un des auteurs du rapport

interne, qui avait critiqué le parti comme une opposition petite bourgeoise accrochée aux basques des staliniens, en était enthousiaste du fait que le POR était effectivement chargé d'élaborer le programme du MSR.

Cependant le tournant presque spontané en direction du travail politique dans le MSR s'était fait sans beaucoup d'analyse ni de préparation et il a rapidement sombré dans une improvisation chaotique et le découragement final. Plutôt que de chercher à gagner les meilleurs éléments de la nouvelle organisation au POR en essayant de démontrer le caractère petit-bourgeois de la direction du MSR, les trotskystes cubains ne trouvèrent qu'à se dissoudre dans la nouvelle organisation.

Le principe de conclure des alliances temporaires avec les forces du nationalisme petit-bourgeois pour des objectifs concrets et nettement définis fut sacrifié dans la mesure où le POR voyait en effet dans le MSR un « simple » véhicule pour la révolution. La publication du seul organe public du POR, *Revolución proletaria*, fut suspendue pour ne jamais reprendre et sans aucun programme indépendant propre, le POR prit la responsabilité d'élaborer les documents théoriques du MSR.

La futilité de ce travail fractionnel mal pensé apparaît dans le fait que les documents en question restèrent tout à fait ignorés des dirigeants et des militants du MSR qui se lançaient dans des actions et dans l'opportunisme pour prendre le contrôle du mouvement ouvrier à ses rivaux du PSP ? Menaces et manœuvres bureaucratiques étaient conclues sur place par des dirigeants qui n'étaient pas contrôlés par la base, ce qui noyait tout simplement les vains appels du POR à une discussion des questions théoriques.

Bien que le POR ait aussi travaillé dans un certain nombre d'organisations petites-bourgeoises, par exemple les Jeunesses laboristes, l'aile jeune du Mouvement laboriste dirigée par le futur leader orthodoxe **Carlos Márquez Sterling** et la Liga Radical Martiana, un autre groupe d'action révolutionnaire créé à partir de la désillusion dans le gouvernement Grau San Martín, les trotskystes cubains continuèrent à concentrer leur activité dans le MSR jusqu'en 1948. L'étincelle qui provoqua leur retrait fut l'appui du MSR à **Carlos Prio Socorrás**, le candidat du parti Auténtico aux élections présidentielles.

Pour Pérez Santiestebán qui était encore dans la direction du MSR, la tactique électorale du MSR fut la goutte finale et il écrivit un document à

diffuser dans le rassemblement lâche des branches du MSR qui indiquaient les problèmes de l'organisation. Plutôt tardivement, il établit en termes très clairs que le MSR était retombé dans le cadre traditionnel d'activité qui avait caractérisé dans le passé le mouvement révolutionnaire à Cuba et qu'il fallait rompre complètement avec ce passé ? Proposant un changement interne profond en terme des organisations de base et de l'attitude du MSR vis-à-vis de la théorie, il assura que l'organisation devait d'abord élaborer des statuts afin d'établir les droits et les devoirs de ses membres, avant d'élaborer un programme de revendications transitoires dont la défense devait être l'activité principale des militants.

Cependant il était loin encore de reconnaître en fait les limites du nationalisme petit-bourgeois, sans essayer de développer un examen analogue sérieux de la stratégie et de la tactique du POR qui assurait que les groupes d'action comme le MSR étaient en fait des obstacles au pouvoir ouvrier plutôt que des vecteurs pour lui. Le document circula dans tout le pays mais n'eut un véritable impact en termes de recrutement de militants au POR que dans la région de Guantánamo où les trotskystes avaient une représentation assez forte dans le MSR et quelque prestige dans la classe ouvrière.

A la suite de cet engagement dans le MSR, tandis que le POR considérait en général cette expérience comme un échec, il continuait à ne pas reconnaître que les forces du nationalisme petit-bourgeois étaient en définitive un obstacle, et non des agents de la nécessaire révolution prolétarienne anti-impérialiste. En dépit de la critique que Pérez Santiestebán fit du MSR et de sa direction, le POR ne critiqua pas sa propre disposition à faire cause commune avec les groupes petits bourgeois. En réalité, ce fut cette incapacité ou le refus de proposer un cours indépendant pour la classe ouvrière qui caractérisa toute l'histoire du trotskysme à Cuba, ce qui conduisit en définitive les trotskystes à affirmer qu'ils n'avaient obtenu un succès que limité du fait de l'arriération des dirigeants du MSR et de l'incapacité de cette direction à travailler à la construction d'un parti révolutionnaire au sens bolchevique.

En limitant plus encore ses critiques du travail entriste au souci tactique de n'avoir pas suffisamment discuté et de ne pas s'être suffisamment préparé à ce travail de fraction, le POR poursuivit une politique qui substituait simplement à son travail à l'intérieur du MSR une entrée mieux préparée dans l'Acción

Revolucionaria Guiteras (ARG), autre groupe d'action à racines terroristes et faible formation politique. A la mi-49, cependant, après que le POR ait reconnu que les phrases qui sonnaient socialistes des groupes d'action récemment recrutés n'étaient que la simple couverture de leur activité criminelle, leur tentative de travailler dans l'ARG prit fin. Faisant spécifiquement référence à l'ARG, le POR écrivit qu'entre ce qu'elle disait et ce qu'elle faisait, il y avait un océan, et que son « *syndicalisme révolutionnaire* » n'avait « *pas dépassé le simple racket et le gangstérisme* ».

En abandonnant cette activité dans ces groupes d'action, le POR, loin d'avoir fait des recrues supplémentaires, avait avancé un peu plus vers l'effondrement organisationnel et théorique. La raison, confirmée par la propre esquisse de Pablo Díaz sur les perspectives révolutionnaires des Cubains, en était que l'activité des trotskystes cubains se caractérisait de plus en plus par un souci de participer à des mouvements qui, au mieux, étaient caractérisés par un souci du développement de l'économie nationale. En adoptant implicitement une approche unilatérale du processus révolutionnaire, il admettait que le POR souligne la lutte pour la libération nationale et pensait simplement à pousser les groupes nationalistes plus loin à gauche contre l'impérialisme plutôt qu'à dresser un programme d'action à lui, qui donnait priorité au caractère nécessairement prolétarien anti-impérialiste de la lutte. Ainsi, alors que les trotskystes ne se désintégrèrent pas dans une ronde de scissions aux confins de leur propre organisation, ils se dispersèrent au souffle du mouvement nationaliste qui, bien qu'identifié comme un « véhicule » de la révolution, n'offrait pas grand chose en fait de programme d'action anti-impérialiste.

Lors de la dernière apparition du POR en tant que parti organisé nationalement pendant le 6^e Congrès ouvrier national, la fraction du parti a témoigné de son incapacité à démontrer l'existence d'un gouffre entre le trotskysme et les forces du nationalisme petit-bourgeois. A travers l'intervention d'un certain nombre de délégués de la région de Guantánamo avec à leur tête **Antonio « Nico » Torres**, représentant de la Delegacion 22 de la Hermandad Ferroviaria de Cuba, le lever du drapeau du trotskysme à ce congrès n'eut pas plus d'effet que de confirmer le profond malaise existant. Les délégués trotskystes distribuèrent un manifeste qui, loin de chercher à orienter une avant-garde prolétarienne, consistait en un morceau bien structuré de conseils à un

gouvernement nationaliste pour s'engager sur la route de la régénération économique nationale dans les limites du marché mondial

Avec ses soucis principaux, diversification, industrialisation, et son rêve du siphon pour franchir l'orbite du dollar par des accords de troc avec l'Amérique Latine et l'Europe occidentale, le POR donnait une médiocre caricature des premières tentatives du PBL pour rompre avec une théorie qui défendait l'indépendance d'une révolution démocratique anti-impérialiste. Les horizons plus vastes du socialisme révolutionnaire s'étaient estompés avec ses membres pour une façon étroite d'aborder l'activité révolutionnaire. Comme les Apristas et dans une certaine mesure le PSP, le POR était effectivement réduit à faire de l'agitation dans le milieu nationaliste de gauche en faveur d'un round de développement capitaliste « progressiste », avant qu'ait été brandi le programme prolétarien anti-impérialiste.

Pendant les premières années 50, la branche du POR de La Havane semble s'être effondrée du fait que son membre le plus dévoué, Pablo Díaz, passait de plus en plus de temps à New York à cause de son emploi. Les militants restants dans la région de Guantánamo, qui se rattachaient au drapeau du trotskysme, le faisaient en tant que militants syndicaux individuels. Bien que Broué ait trouvé des preuves de l'expression d'idées trotskystes à Cuba pendant les années 60 dans la correspondance de diverses individualités, comme le Mexicain Octavio Fernández, les Cubains Bodernea, Pérez Santiestebán et Pablo Díaz, une continuité réelle aboutissait à l'abandon du caractère nécessairement prolétarien de l'affirmation par les trotskystes que la stratégie révolutionnaire était leur fuite devant une perspective cherchant à défendre un programme indépendant de classe du prolétariat contre les forces du nationalisme petit-bourgeois.

Semblable stratégie « dissolutionniste » ne manquait pas de précédents dans le mouvement en Amérique Latine, l'exemple le plus notable étant celui du POR bolivien qui se mit effectivement au service du Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR), nationaliste bourgeois, dans une tentative pour jouer le rôle d'une influence radicalisante et le pousser doucement vers le socialisme. A Cuba, dans les années 50, l'abandon en forme de fuite du trotskysme, par les vieux membres du POR, a été complété par leur intégration dans le milieu du Mouvement du 26 juillet au cours de la guerre insurrectionnelle contre le régime de Batista.

Le POR ayant perdu son initiative et son élan primitifs, ceux des ex-trotskyistes qui restaient attachés à un projet révolutionnaire identifièrent effectivement le M26J comme un autre véhicule petit-bourgeois pour la révolution et se lancèrent dans une lutte ouverte pour la révolution démocratique anti-impérialiste sans aucune tentative pour construire un parti trotskyste d'avant-garde, voire une fraction, mais seulement pour pousser doucement vers le socialisme les forces du nationalisme petit-bourgeois.

En somme, dans les conditions de semi-légalité après la grève générale de mars 1935, celles des parties du PBL qui s'étaient opposées à ce qu'on appelait « *la voie externe* » de construction du parti révolutionnaire, furent capables de regrouper, bien qu'en bien plus petit nombre des militant en effectifs correspondant à ceux de la plupart des groupes trotskystes Latino-Américains. A partir du milieu des années 30, jusqu'au début des années 50, leurs effectifs déclinaient d'un chiffre autour de 100 à guère plus de 20. Cependant même au point le plus bas avant leur finale dissolution organisationnelle dans le début des années 50, ils eurent toujours une influence syndicale parmi les ouvriers de Guantánamo, l'unique région où ils avaient été un parti de masse pendant la révolution des années 30.

Sur le plan de l'organisation, exactement comme le PBL, qui dans la révolution des années 30 fut caractérisé par des périodes de dislocation interne suivies de tentatives de réorganisation, de même le trotskysme cubain entre 1935 et 1959 fut caractérisé par des intervalles de plus en plus longs de crise organisationnelle ponctués par de brèves périodes au cours desquelles la direction essayait de rétablir dans le parti un peu de stabilité.

Le mode de développement organisationnel qui s'est achevé par la dissolution finale du POR, résultait autant des traits spécifiques de la pensée politique du groupe cubain que des caractéristiques et difficultés provenant de l'environnement où il opérait. En d'autres termes, la disparition du POR, en tant que parti organisé dans les années 50, ne reflétait pas seulement la faiblesse de la classe ouvrière après plus d'une décennie de collaboration entre syndicats et Etat, ainsi que les pressions qui s'exercent sur qui opère dans un milieu nationaliste anti-stalinien, mais, et c'est plus important, de l'échec même des trotskystes à distinguer nettement entre les révolutions anti-impérialistes démocratique et prolétarienne et à lancer la classe ouvrière sur une ligne d'action

politiquement indépendante. Les trotskystes cubains firent diverses tentatives pour rompre leur isolement organisationnel en insistant sur l'indépendance politique des organisations prolétariennes mais en faisant des concessions toujours plus importantes aux groupes nationalistes petits-bourgeois.

Partis d'une perspective vague et ambiguë de soutien critique aux Auténticos au milieu des années 40, ils firent des tentatives largement inorganisées d'entrer de façon mal définie dans un certain nombre de groupes qui s'intitulaient « d'action », à la fin des années 40.

Cependant la crise finale dans l'évolution du POR à cette période d'entre les révolutions ne provint pas du fait que les révolutions n'avaient pas surgi d'un travail de fraction médiocrement préparé ou du glissement du MSR, puis de l'ARG, vers le gangstérisme de plus en plus ouvert.

Ce fut plutôt le résultat de l'appréciation erronée du POR sur toute sa méthode d'activité révolutionnaire, c'est-à-dire qu'en liant son destin – et celui de la classe ouvrière – à celui des groupes nationalistes petits bourgeois, le travail de fraction du POR, et ce n'est guère étincelant, se termina ignominieusement quand les groupes d'action eux-mêmes furent soit incorporés à la machine gouvernementale, soit supprimés.

Simplement le gouvernement n'avait plus besoin désormais des menaces des *pistoleros* et de la tactique de la terreur pour écarter le PSP de ses positions d'appareil dans la classe ouvrière. Poursuivant dans la voie de leur propre logique de dissolution organisationnelle, nombre d'anciens trotskystes se collèrent en définitive dans et autour du M26J, sur une base individuelle, sans aucune composante « critique ». S'ils restaient socialistes, leur entrée dans le milieu du M26J confirmait qu'ils acceptaient implicitement la théorie de l'indépendance de la révolution démocratique anti-impérialiste, une tendance qui avait caractérisé la première OCC et le PBL.

Le trotskysme cubain dans la IVe Internationale

Pendant la période entre la fin de la grève générale de mars 1935 et la fin des années 1940, le PBL puis le POR ont maintenu un contact régulier avec le mouvement trotskyste international surtout à travers les trotskystes des USA. Ils recevaient la presse des nombreux groupes trotskystes d'Amérique et d'Europe, envoyaient lettres et rapports au SWP des USA et à la direction internationale à

New York. Comme ils ne purent jamais envoyer un délégué à une réunion internationale, à cause de leurs difficultés financières, ils mandatèrent le trotskyste **Fred Browner** des USA, résidant à New York, pour les représenter. Ils maintinrent aussi le contact avec le mouvement international à travers des visites occasionnelles de trotskystes des USA et un petit nombre de trotskystes européens qui passèrent, en tant que réfugiés, la durée de la Deuxième Guerre mondiale à Cuba. Outre Louis Rigaudias, il y avait **Anton Grylewicz**, leader des trotskystes allemands.

Cependant, dans les dernières années 40, ces liens et contacts avec la IVe Internationale disparurent peu à peu. Alors que cette dérive, par rapport au mouvement international, était largement le résultat de la crise d'organisation des Cubains eux-mêmes et de leur dissolution finale, il ne s'agissait pas d'une relation causale univoque. C'est-à-dire que le POR développa des positions spécifiques sur la nature de la révolution à Cuba qui le conduisirent de plus en plus à l'écart de son principal lien avec le mouvement international, le SWP des USA. Cet isolement international, tout en n'étant pas la cause de la dissolution du POR, a ultérieurement contribué à la stagnation et à la désillusion dans les rangs des trotskystes cubains.

Indépendamment de leurs faibles effectifs dans les années 40, dans le débat sur la nature de la révolution en Amérique Latine et l'orientation des trotskystes vers les groupes nationalistes petits-bourgeois locaux, les trotskystes cubains étaient l'un des principaux groupes appartenant au camp « *libération nationale* ». Aussi quand la Liga Obrera Revolucionaria de [**Liborio**] **Justo** en Argentine entreprit la lutte et lança des mots d'ordre pour la libération nationale dans une lutte contre le centre international des trotskystes basé à New York, les trotskystes cubains exprimèrent leur sympathie pour les idées de Justo.

Les désaccords politiques entre le POR et le SWP des EU continuèrent à se manifester sur la question de la ligne « *prolétarienne* » contre la ligne « *libération nationale* » jusqu'à la dissolution organisationnelle du POR au début des 50. Le SWP des USA pressait les Cubains d'établir de façon indiscutable leurs créances anti-impérialistes prolétariennes. Les Nord-Américains, par exemple, exprimaient leur profond désaccord avec la tactique du POR de « *soutien critique* » aux élections de 1943 sous le prétexte qu'il ne permettait pas de dissocier les trotskystes cubains du drapeau de trahison de

Grau San Martin. Au début des années 50, la polarisation des idées était telle que le SWP des USA avisa sèchement le POR qu'il fallait reprendre son activité et devenir une véritable tendance prolétarienne marxiste révolutionnaire, libre de la confusion et des déviations passées en s'orientant vers les ouvriers influencés par le PSP. Aucune mention n'était faite des groupes influencés par l'*ortodoxia* et la lutte pour la libération nationale dans son attachement aux alliances larges et au travail entristé dans les groupes nationalistes petits-bourgeois.

Comme c'était évident d'après son entrée dans le MSR puis l'ARG à la fin des années 40, sur le plan international, les Cubains soutinrent aussi la tactique de participation au mouvement péroniste en Argentine et au MNR en Bolivie. Ils la justifiaient sur la base « libération nationale » que semblables mouvements bonapartistes et petits bourgeois nationalistes avaient une base de classe et étaient essentiellement progressistes du fait de leur opposition à l'impérialisme

Les divergences entre les trotskystes cubains et le SWP des USA apparurent aussi sur la question de la nature de classe de l'Union soviétique. Au contraire de ce qui s'était passé dans la discussion entre Nin et Trotsky, les Cubains étaient dès le début au courant qu'un débat sur la nature de l'Union soviétique avait surgi dans le mouvement trotskyste international.

Par exemple en mai 1940, ils condamnèrent la minorité du SWP qui avait pris une position « anti-défensiste », comme une opposition petite bourgeoise ayant succombé à la pression de l'opinion publique petite-bourgeoise. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, comme Trotsky avant d'être assassiné, et comme la majorité du mouvement trotskyste international, le POR défendit la politique de défense inconditionnelle de l'Union soviétique sur la base de différents traits économiques, les rapports de propriété existants, la planification économique par l'Etat et le monopole de l'Etat du commerce extérieur.

En même temps et là aussi avec Trotsky, ils dénonçaient sans trêve le caractère policier du régime soviétique. Critiquant la suppression de la démocratie soviétique, ouvrière et de parti, qui, à leurs yeux, ne servait qu'à accroître le contrôle et les privilèges de la bureaucratie, les trotskystes cubains exprimaient l'opinion que la bureaucratie soviétique au pouvoir était une « *caste privilégiée* » qui avait rompu avec le concept de « *révolution prolétarienne* » et avait constitué un « *Etat bonapartiste et une dictature antiprolétarienne* » sur le dos des masses soviétiques. Tout en n'accordant aucun soutien politique à la

bureaucratie soviétique, le POR remettait la défense de ces conquêtes à travers le monde à la classe ouvrière. Appelant à les défendre par les méthodes qui avaient installé la dictature du prolétariat, le POR appelait à continuer la lutte de classes contre les bourgeoisies locales et les représentants, partout, de l'impérialisme, et l'opposition à la guerre impérialiste avec une lutte pour allumer la guerre civile et la libération nationale et sociale.

Au milieu des années 40 cependant, les idées des trotskystes cubains sur la nature de l'Union soviétique connurent un changement qualitatif. Défendant d'abord la défense inconditionnelle de l'Union soviétique sur la base du fait que les rapports de propriété existants lui conféraient le statut d'« *Etat ouvrier dégénéré* », le POR en vint à défendre la thèse « anti-défensiste » shachtmanienne et finalement décida que l'Union soviétique était une espèce de formation de capitalisme d'Etat. L'itinéraire par lequel ils y sont arrivés n'est pas évident, mais il est plus que vraisemblable que leur analyse de l'Union soviétique a été influencée non seulement par **Mário Pedrosa**, membre du comité exécutif international de la IVe Internationale, représentant l'Amérique Latine, mais aussi par leur expérience des acolytes de Moscou à Cuba. Pendant la révolution des années 30, le PBL avait été très net, dénonçant la trajectoire contre-révolutionnaire du PCC. Il affirmait en fait que la première tâche des révolutionnaires était d'éliminer le stalinisme en tant que facteur dans le mouvement ouvrier. Le POR prit également position sans équivoque en dénonçant le fait que les communistes officiels renonçaient à toute orientation vers la lutte de classes en échange du soutien de l'Etat de 40 à 44, quand Batista était au pouvoir.

Ainsi, en dépit de la position formellement « défensive » du POR en ce qui concerne l'Union soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale, en juillet 1945, le journal *Revolución Proletaria* dénonçait la dictature stalinienne pour l'écrasement des organisations ouvrières en Pologne afin de répandre « *l'Etat totalitaire* ». A partir de cette analyse, il n'y avait plus qu'un petit pas pour abandonner la position de la IVe Internationale selon laquelle le changement des rapports de propriété en Europe orientale était en quelque sorte progressiste. Revendiquant la fin de l'occupation soviétique de la Pologne, le POR rappelait à ses lecteurs la citation du *Manifeste* : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Dans les dernières années 40, les

conclusions entièrement révisées du POR, antidéfensistes et capitalistes d'Etat sur l'Union soviétique furent exprimées publiquement dans une lettre au groupe français *Socialisme ou Barbarie*.

Tandis que les trotskystes cubains ne semblent pas avoir explicitement soutenu « l'anti-défensisme » dans une lutte de fraction à l'intérieur du mouvement trotskyste international, leurs conclusions politiques révisées étaient partagées par Louis Rigaudias qui alla à New York en septembre 1945 et devint un leader de la minorité SWP qui était pour une explication capitalisme d'Etat du développement de l'URSS. En dépit cependant de ce lien personnel avec le camp anti-défensiste sur le continent américain, le POR ne semble pas avoir noué de lien organisationnel formel avec aucune des tendances « anti-défensistes » qui quittaient la IVe Internationale dans les années 40. Etant donné que le principal groupe d'anti-défensistes, les shachtmaniens, conseillaient aux trotskystes cubains d'entrer sous forme de fraction dans les mouvements nationalistes, une stratégie que le POR lui-même avait mise en avant en dépit de l'opinion du SWP des US, cette absence de contact formel est plus surprenante encore. En dernière analyse, ce sont peut-être bien les ruptures internes chez les shachtmaniens à la fin des années 40 et leur peu d'intérêt pour former une organisation internationale alors qu'ils allaient à droite, à la recherche d'un illusoire Labour Party aux Etats-Unis.

Tandis que ces profonds schismes théoriques s'ouvraient entre les trotskystes cubains et le centre de la IVe Internationale à New York, il y avait aussi pas mal de mécontentement de la part des Cubains contre ce qu'ils ressentaient comme une excessive interférence du centre dans les affaires intérieures des sections nationales. Dans les conditions imposées par la Deuxième Guerre mondiale, l'Internationale comme organisme authentiquement démocratique et ouvert à la collaboration étant compromise, le POR affirmait que c'était en dernière analyse aux sections nationales en Amérique Latine de prendre leurs responsabilités en réglant leurs propres problèmes. Reconnaisant leur propre faillibilité tout en rejetant en même temps le centre international pour sa croyance que la crise apparemment permanente dans les sections Latino-Américaines devrait être réglée de New York, le POR écrivait :

« Il y a des préjugés de métropole et des préjugés de colonie. Nous avons nous-même ce genre de maladies. Le préjugé messianique appartenant à l'origine à la

politique appliquée dans nos pays pèse lourd et souvent sur nous. L'action reflète son environnement. Nos préjugés sont compensés par ceux de nos amis Nord-Américains. En règle générale, bien qu'il y ait des exceptions, il y a une ignorance encyclopédique des pays sud-américains, bien qu'ils se croient très bien informés. C'est nous qui devons régler nos propres problèmes et ce comportement, à la longue, se révélera à notre avantage à tous, débordant les frontières politiques ».

Dans les conditions de temps de guerre, le POR ne considérait pas le centre de New York comme plus qu'« *un point moral de convergence* » qu'« *il fallait conserver comme l'embryon d'une direction effective* ». C'est sur cette base que les trotskystes cubains s'éloignèrent de Justo et des Argentins à cause de leur recherche obstinée d'une scission avec la IVe Internationale. Les Cubains disaient que les conditions de la guerre signifiaient que toute scission organisationnelle était virtuellement dénuée de sens, et que, pour le moment la tâche était de mener une bataille dans le cadre international lâche qui existait. Le désaccord des Cubains avec la LOR était à ce moment-là d'ordre tactique avant tout en fonction de sa décision d'essayer de construire un centre alternatif international. Dans une lettre à la LOR datée du 9 juillet 1942, Bode, le secrétaire général du POR exprimait les profonds regrets des trotskystes cubains devant ce qui leur apparaissait comme « *une décision précipitée de rompre avec New York, car une initiative semblable ne peut que mener à l'abandon d'une position légitimement tenue et laisse aux mains de la tendance centriste les meilleurs arguments pour défendre sa position* ».

POR critiquait aussi la direction de la IVe Internationale pour ce que les Cubains percevaient comme une tendance à « l'exclusivisme ». Exactement comme le POR tendait à réclamer la construction de larges blocs anti-impérialistes chez eux, de la même façon, à l'extérieur, au niveau international, ils plaidaient pour la tolérance et l'acceptation des différences quand il s'agissait de groupes qui défiaient ouvertement la ligne de l'Internationale. Ainsi, bien qu'en 1940, les trotskystes cubains étaient d'accord qu'il fallait refuser à la minorité du SWP une presse publique indépendante et condamnaient sa conduite quand elle s'appropriait les organes de la majorité, ils insistaient pour que tous les efforts soient faits pour conserver les oppositionnels dans le cadre du parti. Le travail constructif avec des militants influencés par la Minorité et pas « *la discipline aveuglement imposée* » par des exclusions et des attaques personnelles, voilà ce que préconisait le PBL. Comme nous l'avons déjà indiqué,

les trotskystes cubains avaient aussi tendance à favoriser l'inclusion large sur les délimitations dans leurs réflexions sur la façon dont Trotsky avait défié Nin pendant la guerre civile espagnole. De plus le POR critiquait La direction de la IVe Internationale pour son visible « exclusivisme », dans le fait qu'elle n'avait pas invité des organisations dites centristes et ultra-gauchistes, dont le POUM aux congrès et conférences de la période suivant la Deuxième Guerre mondiale.

Alors que les divergences politiques entre les trotskystes cubains et les divers centres trotskystes d'Amérique dans les années 40 ne se combinaient que pour l'isolement du POR, de nouvelles scissions dans le mouvement trotskyste international dans les années 50 n'encouragèrent guère le petit nombre de militants trotskystes à se regrouper et à développer une compréhension cohérente du processus révolutionnaire. Le SI de la IVe au début des années 50 était peut-être la maison la plus logique pour les adhérents de la « libération nationale » à l'intérieur du trotskysme international. Cependant cette tendance « pabliste » distincte était de peu de secours puisqu'elle défendait la liquidation des groupes [trotskystes] à l'intérieur des partis staliniens et des formations nationalistes. Les Cubains, avec leur expérience d'un parti communiste officiel particulièrement pro-capitaliste aussi bien que leur interprétation de l'Union soviétique comme un « capitalisme d'Etat », auraient catégoriquement rejeté toute suggestion sur la possibilité que le stalinisme agisse comme véhicule de la révolution prolétarienne.

Ainsi, bien que les trotskystes cubains aient conservé le contact avec l'influence stabilisante des centres internationaux pendant les années 30 et 40 à travers la correspondance, des échanges de presse, les réfugiés étrangers et les visites occasionnelles de Nord-Américains, après la Deuxième Guerre mondiale, ils ont vu se développer des divergences théoriques entre Cubains et Nord-Américains qui contribuèrent à leur isolement international. Cet isolement fit disparaître l'unique facteur qui aurait pu servir de point fixe pour éviter une dissolution complète.

Ainsi, le soutien des trotskystes cubains à la thèse « capitalisme d'Etat » ou l'« anti-défensisme » sur l'Union soviétique a coupé le POR du contact avec les principaux partis trotskystes des USA et d'Amérique Latine, à la fin des années 40. Plus, alors que la majorité des « *shachtmaniens* » « *découverts* » qu'il n'y avait que deux camps, et pas trois, comme ils évoluaient vers la conciliation

avec la bureaucratie syndicale et le Parti Démocrate des USA, à la poursuite d'un illusoire Labor Party, la dispersion des groupes adhérant à la IV^e Internationale dans les années 50 et la foi « critique » du Secrétariat international dans le potentiel révolutionnaire des partis communistes pro-soviétiques n'ont pas aidé les Cubains à établir des liens externes stabilisants.

Les rapports entre les trotskystes et les communistes officiels cubains (1935-1958)

Le commentaire des communistes cubains officiels sur le trotskysme était caractérisé par une série d'explosions fausses et calomnieuses qui, tout en dépeignant le trotskysme comme un courant contre-révolutionnaire dans le mouvement ouvrier travaillant la main dans la main avec le fascisme, surestimaient la force réelle du trotskysme à Cuba. Cependant, exactement comme dans le cas de l'historiographie cubaine après 1959, ces attaques cherchaient à discréditer les activités de Mujal et des organisations ouvrières des Auténticos pendant les années 40 autant qu'elles visaient le trotskysme à Cuba.

Pendant les procès de Moscou à la fin des années 30, les communistes officiels cubains doublèrent la propagande diffusée de Moscou en déclenchant une campagne anti-trotskyte spécifique à Cuba. Le journal du PCC *Bandera roja* accusait les trotskystes d'une litanie de crimes, depuis la création de centres de sabotage de l'industrie soviétique, d'essayer de restaurer le capitalisme en Union soviétique et – cela ne manque pas d'ironie – de conclure un pacte avec l'Allemagne nazie. Les staliniens cubains lancèrent aussi une campagne contre le trotskysme peu après l'assassinat de Trotsky au Mexique en août 1940. Rejetant le meurtre de Trotsky sur un groupe [imaginaire] de trotskystes déçus venus du mouvement trotskyte, les staliniens décrivirent Trotsky comme un espion stipendié par l'impérialisme depuis les années 20, dans sa lutte pour la restauration du capitalisme en Union soviétique.

Carlos Rafael Rodriguez, un membre dirigeant du PSP, traita Trotsky de « *menchevik* » et, stupidement, s'efforça de persuader la presse bourgeoise en suggérant que « *le guide bien aimé des travailleurs du monde, le camarade Staline, avait joué un rôle dans sa mort* ». Le trotskysme, assuraient les communistes officiels cubains, avait depuis longtemps cessé d'être une tendance politique et était devenu « *une bande de criminels* ».

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les communistes officiels continuèrent à lancer contre les trotskystes les calomnies stalinienne habituelles, les accusant d'être des agents contre-révolutionnaires et des espions fascistes attachés à diviser la classe ouvrière afin de faciliter l'invasion par les nazis de l'Union soviétique, et de mener une offensive générale contre les forces progressistes du monde. Leurs attaques contre le trotskysme culminèrent en 1942, peu après que les communistes officiels eurent révisé leur interprétation de la nature de la Deuxième Guerre mondiale et opéré un autre zigzag pour soutenir l'effort de guerre de Batista et des USA.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la nouvelle politique des communistes officiels comprenait le soutien non critique des propositions d'établissement du service militaire obligatoire et l'interdiction des grèves. Du fait que l'opposition que les communistes officiels rencontraient dans le mouvement ouvrier était concentrée dans la Commission Ouvrière nationale des Auténticos dont le secrétaire général était [Sandalio] Junco, l'un des principaux fondateurs de l'OCC en 1932, la tactique des staliens consistait à dénoncer les Auténticos dans les termes réservés auparavant aux trotskystes. Leur principal argument, sans cesse rabâché, était que les trotskystes s'étaient réfugiés dans la Commission ouvrière nationale dont ils s'étaient emparés. Malgré les protestations des différents dirigeants Auténticos, les communistes officiels assuraient que tous les démentis du « *trotkysme* » faisaient partie d'une « *manœuvre fourbe* » pour trahir la classe ouvrière en sous-main, démasquant ainsi les prétendus « *trotskystes* ». Cette tendance à surestimer l'influence du trotskysme n'était nulle part mieux représentée que dans le rapport de la CTC intitulé « *L'Etat des forces représentées au 3e congrès de la CTC en décembre 1942* ». Bien que, comme on l'a ici indiqué plus haut, le POR n'avait qu'un petit nombre de délégués agissant au congrès en fraction bien soudée, les communistes officiels calculaient que, sur les 972 délégués présents, 108, soit 11 %, étaient trotskystes.

En particulier, les communistes officiels identifiaient Junco et Mujal, les dirigeants de la Commission ouvrière nationale, comme des trotskystes gagnés au projet de diviser la classe ouvrière et de livrer ses organisations aux forces de la réaction. En rajoutant à la longue liste des falsifications et des déformations des communistes officiels, ces derniers assuraient que la manœuvre du plan

trotskyte avait une longue histoire. Ils prétendaient de façon plutôt absurde que :

« En 1935, les trotskystes cubains, exclus comme des rats des syndicats et des organisations populaires, reçurent de leur patron Trotsky l'ordre de rejoindre Joven Cuba afin de déguiser leurs activités et d'éviter la rage des masses. Quand Joven Cuba eût fusionné avec le PRC, les trotskystes s'abritèrent sous le drapeau des Auténticos afin de parvenir à empoisonner les travailleurs honnêtes dans ce parti par leurs intrigues et leurs trahisons. »

Aussi, dans les années 40, la campagne des staliniens contre la menace trotskyte qu'ils percevaient était essentiellement orientée vers le discrédit des Auténticos bien plus que contre le groupe très réduit des trotskystes. Les communistes officiels semblent avoir été motivés par le défi que le PBL avait lancé pendant la révolution des années 30 aussi bien que par la pression physique et le radicalisme qu'ils percevaient chez d'anciens trotskystes comme Junco dans les organismes dirigeants des organisations ouvrières des Auténticos plutôt que par une analyse raisonnée.

La propagande anti-trotskyte que Moscou promouvait à la suite des procès de Moscou et du meurtre de Trotsky servait simplement à concentrer le feu des communistes cubains sur la menace permanente que constituaient prétendument les trotskystes. Cependant, comme je l'ai souligné, la menace trotskyte, contre la direction des syndicats étatisés contrôlés par les staliniens, était très exagérée. L'unique base syndicale du POR digne d'être signalée se trouvait dans la région de Guantánamo et même là elle était une fraction minoritaire de l'opposition ouvrière dominée par les Auténticos.

Le fait que les communistes officiels étaient principalement concernés par l'élimination des Auténticos des positions d'influence qu'ils occupaient, fut démontré par leurs action en mai 1942. Les staliniens commencèrent d'abord une campagne contre Junco, dirigeant de la Commission ouvrière nationale des Auténticos, en l'excluant formellement du syndicat des Travailleurs de la Boulangerie de La Havane.

Dans la foule qui affluait à un meeting prévu à Sancti Spiritus pour commémorer le 7^e anniversaire de la mort de Guiteras, la propagande stalinienne commença à dénoncer Junco et les autres dirigeants ouvriers des Auténticos comme Simeón en les traitant de diviseurs, espions, agents de la 5^e colonne dans le mouvement ouvrier, des termes habituellement réservés aux trotskystes.

Dans une atmosphère ainsi rendue explosive, un groupe de tueurs staliniens alla jusqu'à tuer Junco pendant qu'il parlait au meeting commémoratif, le 8 mai 1942.

En contraste avec la cynique barbarie des communistes officiels, c'est autant au niveau de l'analyse théorique que de l'attaque physique que les trotskystes cubains essayèrent de repousser les fausses accusations lancées contre le trotskysme, avec les faibles ressources dont ils disposaient. En premier lieu, bien que nombre de dirigeants de la Commission ouvrière nationale comme Mujal et Junco aient été en réalité d'ex-trotskystes, le PBL puis le POR se dissocièrent publiquement de leur stratégie politique et de leur activité. Ainsi quand García Villareal reparut comme collaborateur d'un ministre en 1936, après son exclusion du PBL dans les premiers mois de 1935, le PBL le dénonça comme un renégat et un traître qui, de même que Junco, était un aventurier endurci qui avait rêvé de « *profitables spéculations près des groupes de la petite bourgeoisie* ». Les trotskystes rejetèrent de la même façon l'affirmation des staliniens selon laquelle, Mujal, Junco et Simeón étaient trotskystes pendant les années 40. Tout en mettant en garde contre le danger que représentaient Mujal pour la classe ouvrière, ils disaient qu'en tout cas c'étaient les communistes officiels qui avaient quelque chose de commun avec Junco et ses collègues dans la direction de la Commission Ouvrière nationale. Ils indiquaient succinctement que tous étaient unis dans la poursuite d'une politique de conciliation de classe.

Bien qu'aucun élément solide ne vienne suggérer que les accusations lancées par le Parti communiste officiel en ce qui concerne soit la nature de classe du trotskysme, soit l'accusation plus spécifique, suivant laquelle les Auténticos étaient en quelque sorte le visage cubain du trotskysme, la réfutation par le PBL et le POR des accusations staliniennes n'a guère été entendue alors. Tandis que les protestations des trotskystes ont aussi été ignorées dans l'historiographie cubaine après 1959, cela provient de préoccupations que les trotskystes cubains eux-mêmes ne semblent pas avoir remarquées. A savoir que les communistes officiels cubains voulaient éviter une analyse de classe sérieuse de Mujal, Junco et des Auténticos dans les années 40, au moins autant qu'ils voulaient discréditer le relativement faible mouvement trotskyste cubain.

Conclusion

Le trotskysme a eu une influence très réduite sur la scène politique nationale et la direction du mouvement ouvrier à Cuba de 1935 aux années 50, en comparaison avec celle qu'il avait eue dans la Révolution des années 30. Après le regroupement qui prit place dans les rangs du PBL après la défaite de la grève générale de mars 1935, le trotskysme n'a connu aucune période de croissance. En fait, pendant les années 40, le POR vit fondre graduellement ses effectifs avant de disparaître finalement en tant que parti organisé au début des années 50.

Divers facteurs, reliés entre eux, expliquent la baisse de l'influence des trotskystes sur la scène politique nationale et leur dissolution finale, aussi bien des raisons structurelles échappant largement à leur contrôle que leur propre compréhension du processus révolutionnaire. Ainsi, l'échec des trotskystes a été en partie conditionné par le rapport particulier des forces politiques tournées contre eux. Premièrement, le rapport international des forces de classe militait contre eux. Alors que la IVe Internationale elle-même était née dans une période de défaite de la classe ouvrière, la Deuxième Guerre mondiale vit des mouvements de la classe ouvrière, potentiellement puissants dans les grandes nations industrielles, suivant leurs bourgeoisies respectives dans la guerre. Le large consensus réalisé avec l'aide des partis social-démocrate et stalinien pratiquant la collaboration de classes, fit que le principal ennemi fut le fascisme et non pas le capitalisme lui-même.

L'obstacle structurel le plus significatif que les trotskystes cubains aient rencontré chez eux était l'absence de tradition marxiste et la particulière faiblesse des institutions locales basées sur la classe et qui n'avaient jamais cru en leur activité propre et leur destin.

Après la défaite de la révolution des années 30, ces conditions ont facilité la montée d'un régime bonapartiste de droite sous Batista, qui a favorisé un parti communiste docile en échange de certains incitateurs économiques. La croissance du Parti communiste cubain à partir de la fin des années 30 en un des plus grands et plus puissants partis communiste officiels dans les Amériques, non seulement a contribué à dépolitiser un peu plus une classe ouvrière qui venait de subir récemment une défaite historique, mais a permis que soit lancée contre les trotskystes une campagne méchante et mensongère. Les trotskystes

eux-mêmes n'avaient tout simplement pas les moyens de répondre effectivement à de telles attaques.

Cependant, bien que la balance négative écrasante des forces politiques et sociales ait énormément fait obstacle à la construction d'un parti trotskyste, il ne suffit pas d'expliquer la défaite apparente du trotskysme dans les années 30 à 50 et la disparition finale du POR purement en ces termes. Une autre raison, le jeu de la dislocation organisationnelle des trotskystes, a été leur propre trajectoire politique sous-jacente. C'est-à-dire que la dissolution graduelle du POR a non seulement reflété la faiblesse de la classe ouvrière et une longue période de collaboration entre l'Etat et les syndicats, mais aussi l'incapacité des trotskystes cubains à se distinguer nettement de la stratégie et des organisations des forces du nationalisme petit-bourgeois. Aussi, bien qu'une stratégie politique différente n'eût pas pu aboutir à ce que les trotskystes dirigent une révolution anti-impérialiste prolétarienne à court ou à moyen terme, l'issue finale aurait été différente, au moins parce qu'elle aurait évité la dissolution réelle et gardé vivante une tradition d'indépendance politique de la classe ouvrière.

La défaite historique du mouvement révolutionnaire de mars 1935 a effectivement débarrassé le PBL des avocats de la thèse de « la voie externe » qui s'opposait plus ou moins clairement à une délimitation nette entre la petite bourgeoisie et un parti marxiste prolétarien. Cependant ce que j'ai appelé « *la tendance trotskyste* » à l'intérieur du PBL, pendant la révolution des années 30, réaffirmait sa compréhension d'un processus révolutionnaire de façon à formuler une stratégie qui incorporait l'essence de la théorie de Trotsky de la révolution permanente, les trotskystes cubains continuaient à manifester une tendance à long terme à l'unilatéralité dans la façon d'aborder l'activité révolutionnaire en liant effectivement la destinée de la classe ouvrière et de la révolution anti-impérialiste au destin du nationalisme petit-bourgeois.

Cette tendance était particulièrement évidente dans les années 40 quand le POR n'abandonnait pas du tout la compréhension de Trotsky que tout front unique anti-impérialiste ne pourrait se former que sur la base d'une lutte pour des objectifs pratiques immédiats afin de démontrer l'incapacité totale de la petite bourgeoisie à conduire même la plus limitée des révolutions anti-impérialistes. Alors qu'ils empruntaient le langage du nationalisme petit-bourgeois radical – le nom de leur journal au début des années 40 était *Cuba*

Obrera et c'en était l'expression la plus publique, ils gommèrent ensuite les claires lignes de démarcation entre anti-impérialisme prolétarien et nationalisme petit-bourgeois en appelant à voter sans critique pour les Auténticos aux élections de 1944. Ce trait des trotskystes cubains fut illustré quand ils décidèrent de se dissoudre sans aucun programme distinct dans le MSR, une organisation qui professait sa continuité avec Joven Cuba. Ces orientations tactiques étaient plus des tentatives désespérées d'échapper à leur isolement et s'incarnaient dans une perspective opportuniste à court terme : finalement, ils ne comprenaient pas ce que Lénine leur avait assigné comme « tâche spéciale », la lutte contre le mouvement bourgeois démocratique dans leur propre pays... Le POR ne s'est simplement pas rendu compte que s'il fallait combattre le stalinisme à l'intérieur du mouvement ouvrier, cela ne pouvait se faire efficacement si l'on faisait cause commune avec les différentes bandes petites-bourgeoises.

C'est parce que les trotskystes cubains donnaient la priorité à la politique large de Deuxième Période de former des blocs anti-impérialistes démocratiques avec les forces du nationalisme réformiste et révolutionnaire aux dépens de l'indépendance politique du prolétariat en compétition serrée avec le nationalisme petit-bourgeois, qu'ils ont eux-mêmes en définitive disparu dans le milieu mal défini du nationalisme dans les années 50. Alors que l'antistalinisme des trotskystes cubains, combiné au terrorisme des *pistoleros*, a entraîné quelques-uns d'entre eux à droite, ceux qui sont restés fidèles au projet révolutionnaire se sont alignés de façon non critique sur le M3=26 J.

Bien que les trotskystes cubains aient été peu nombreux de 35 à 58, leur signification pour et leur contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire à Cuba sont loin d'avoir été négligeables. En premier lieu, dans les années 30 et 40, quand les communistes officiels ont substitué l'ultra-radicalisme de la Troisième Période, qui négligeait tous les soucis du mouvement de libération nationale, et ont entièrement abandonné le point de vue de lutte de classe et de la politique révolutionnaire en participant au gouvernement de Batista, les trotskystes cubains ont insisté sur la validité du projet de socialisme et de celui de la dictature de la classe ouvrière à l'échelle internationale.

Plus encore, à la différence des communistes officiels cubains (à la notable exception du milieu des années 40, ils n'ont suivi que de mauvais gré les perspectives du browdérisme), ils ont fait en gros des tournants tactiques à la

suite du script venu de Moscou. Le PBL et ensuite le POR ont, défendant leurs arguments fixés pendant la période de l'OCC, à savoir qu'il fallait intervenir sur le terrain de la libération nationale afin de gagner à la cause du socialisme les secteurs les plus avancés du nationalisme petit-bourgeois. Cependant, aussi erronée qu'était leur tactique qui n'a pu proposer à la classe ouvrière un cours d'action politique indépendant, leur tentative d'intégrer au projet socialiste le problème de la libération nationale et le rôle de la petite-bourgeoise dans le cadre semi-colonial de Cuba, était une tentative sincère de faire avancer la cause du socialisme.

Jean-Blaise Kololo

**L'Internationale communiste,
Lamine Senghor : la défense de la race
nègre¹**

C'est en France, au sein d'organisations dépendant du Parti communiste et de l'Internationale que se sont regroupées les organisations de coloniaux sur la base de leur aspiration à l'indépendance et à la fin de l'exploitation coloniale. Mais c'est également au sein de ce milieu artificiel où l'Histoire les a faits se rencontrer que ces organisations ont reconnu leur propre personnalité et se sont séparées ou au moins éloignées. Contradictions ? Oui, si l'on veut bien admettre que ce sont là non seulement le mouvement mais les conditions même du développement historique qu'elles ont reflété ici. On ne s'étonnera donc pas de découvrir à nouveau dans ce mouvement d'émancipation nationale la permanente empreinte du communisme.

1. Cet article est le résumé d'une Thèse de 3e cycle écrite et présentée sous le titre *La Vie politique des Nègres en France de 1920 à 1927*, présentée il y a plus de trente ans, des années avant le livre-référence de Philippe Dewitte, *Les Mouvements nègres en France 1919-1939* (L'Harmattan 1985). La rédaction de la revue signale que l'auteur, comme ses sources, emploie couramment le mot « nègre » comme le mot courant, pour désigner, à l'époque de son sujet, lui et ses frères. Il serait évidemment idiot de lui faire un procès pour « racisme ».

C'est à la fois pour des raisons pratiques mais aussi pour des raisons théoriques exposées dans les thèses des quatre premiers congrès de L'I.C., que l'Internationale communiste s'est tournée vers les hommes de couleur exploités, fraternise avec les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre :

« La pierre angulaire de la politique de l'Internationale communiste dans les questions coloniale et nationale, doit être le rapprochement des prolétaires et des travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie ».¹

Les instructions de la Comintern

La première tactique préconisée par l'IC dès 1921 consiste à créer en son sein ou à soutenir les organisations d'indigènes métropolitains mûrs pour des sentiments anti-colonialiste. L'année 1921 marque aussi la période où l'I.C. fait remarquer au PCF, que les colonies françaises ne sont pas simplement considérées par les classes dominantes seulement comme une inépuisable source de matières premières pour la production desquelles les indigènes sont tenues pour simples bêtes de somme, mais encore que ces pays d'outre-mer sont surtout envisagés par leurs adversaires de classe comme destinés à fournir le principal contingent des troupes contre-révolutionnaires.

En conséquence, parallèlement à la politique première dont le but est d'attirer les indigènes résidant en France dans des organisations de travailleurs coloniaux affiliés au Parti, une campagne anti-militariste et révolutionnaire doit être entreprise, sous l'impulsion et sous l'égide du parti, dans la métropole où *« la présence des troupes noires sur le sol de France et des régions occupées impose au Parti communiste Français des tâches particulières. Cette présence donne au Parti Français la possibilité d'atteindre ces esclaves coloniaux, de leur expliquer qu'ils servent leurs exploiters et leurs bourreaux, et de les inciter à la lutte contre le régime des colonisateurs et de se mettre par leur intermédiaire en rapports avec les populations des colonies »*.

1. Toutes les citations des résolutions des quatre premiers congrès : *Manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste 1919-1923*, Maspero. Les documents d'archives proviennent de celles du SLOTFOM.

Avec le 4ème congrès de l'I.C. qui a lieu en novembre 1922, la question coloniale reçoit un complément d'analyses permettant de cerner amplement la politique coloniale. L'introduction de la question nègre donne une dimension importante à la politique de l'I.C. qui tient compte désormais de la spécificité « race nègre », dépassant ainsi les limites du 3ème congrès qui n'entrevoit cette question que sous la bannière de l'antimilitarisme. Les débats sur cette question se déroulent au cours des séances du 25 au 30 novembre, et, pour la première fois dans l'histoire, en présence de militants noirs : **Billings, MacKay**, ressortissants des Etats-Unis. *Izvestia* le relève à juste titre dans son numéro du 2 décembre 1922. L'I.C. commente chaleureusement la venue des délégués noirs présents à ce congrès en novembre 1922 :

« Au premier abord, cela ne semble être qu'un fait de peu d'importance. Nous y voyons pourtant un grand moment historique qui jouera un rôle important dans la lutte contre l'impérialisme mondial. Le réveil des peuples de l'Orient, c'est à dire des peuples d'Asie, s'est déjà fait sentir dans l'histoire. Il n'y a aucun doute que c'est un des points sensibles de l'impérialisme. Quand, au prolétariat se joindront les peuples subjugués de l'Orient, la position du capitalisme mondial qui aura alors à se défendre de tous les côtés, sera ébranlée. Mais la position de la bourgeoisie internationale sera encore plus ébranlée lorsque le fleuve commun du mouvement libérateur confluera avec le mouvement de la race noire [...] c'est pourquoi, il convient de saluer l'apparition des premiers délégués au congrès de l'I.C. Il est vrai que n'y sont directement représentés que les nègres de l'Amérique du nord ; les nègres Africains, la principale masse de la race noire, n'y sont pas représentés. Mais il faut espérer que par l'intermédiaire des nègres américains la propagande communiste pénétrera dans les domaines vierges de l'Afrique. »

Plus tard, au moment où le gouvernement français va à nouveau utiliser les troupes coloniales nègres pour l'occupation de la Ruhr, **Léon Trotsky**, fondateur de l'armée rouge – répondant sur ce problème en mars 1923, au poète noir **Claude MacKay**, l'un des délégués de l'Amérique du Nord au 4e congrès de l'I.C. – précise la compréhension des bolcheviks sur la méthode concrète à utiliser pour amener les noirs des colonies sous le drapeau de la révolution :

« Je vais répondre point par point à vos questions :

1°) Quels moyens pratiques pourraient empêcher la France d'employer des nègres pour des fins impérialistes sur le continent européen !

Il n'y a qu'un moyen : éveiller chez les nègres un sentiment de révolte contre la besogne qu'on leur impose... la classe ouvrière d'Europe, (et) le monde entier et le

monde ouvrier de France et d'Allemagne sont directement intéressés à ce que les noirs soient instruits de cette situation et de ses conséquences... nous avons proclamé l'égalité de toutes les races humaines... le temps de ces manifestations platoniquee est passé, il faut agir... si le parti communiste se contente de manifestation de ce genre, s'il n'applique pas tous ces efforts à conquérir des esprits et des cœurs parmi les nègres les plus avancés, il n'aurait pas le droit de s'appeler Parti Communiste...

2°) Sans doute que l'utilisation des troupes de couleur, pendant la guerre impérialiste et actuellement pour l'occupation de la Ruhr, fait partie de l'exécution d'un plan soigneusement préparé et systématiquement mis en œuvre par le capital français et anglais d'utiliser des réserves coloniales et met en question la révolution européenne et le sort du prolétariat.

3°) Il est d'autre part évident que l'intervention des forces coloniales, composées d'éléments arriérés dans les conflits d'impérialistes européens présente des risques très sérieux pour la bourgeoisie qui recourt à ce moyen de domination...

4°) Voilà pourquoi il est bon de former dès à présent des cadres. Il faut que les nègres comprennent que le sort des races opprimées dépend de l'affranchissement du prolétariat dans les pays d'où vient l'oppression : le sort des noirs dépend de la destinée qui sera faite à la classe ouvrière internationale... la préparation de propagandistes nègres doit être considérée comme une des tâches les plus importantes et les plus urgentes du mouvement révolutionnaire... »

Nous savons depuis ce qu'il est advenu de ces trois recommandations destinées au Parti Communiste Français.

Une ombre demeure au tableau, mais elle est à l'origine de la question que nous voulons traiter, l'absence d'initiative du PCF, singulièrement passif, ce qui lui vaut un critique sévère des « *partis-frères* ». Du coup il écrit :

« Dans les colonies françaises, il y a 50 millions d'hommes victimes de l'exploitation capitaliste. De tous ces opprimés, il faut faire des ouvriers de la révolution universelle. Pour atteindre le but qu'il se propose, le Parti s'impose une triple tâche : il s'efforce d'intensifier sa propagande à l'intérieur du pays, de sensibiliser les milieux ouvriers de race blanche sur cette question. En premier lieu, il cherche à combattre avec les appréhensions des travailleurs contre une main d'œuvre susceptible de les concurrencer, il va de ce fait les convaincre en leur montrant les avantages politiques qu'ils peuvent tirer, car en attirant les indigènes, on en fait des alliés, on les enlève au patronat qui leur a souvent fait jouer le rôle de briseurs de grève, et, en les éduquant, on forme des propagandistes qu'une fois retournés chez eux, deviendront dans leur pays les appuis du prolétariat métropolitain. Ils seront, le cas échéant, chargés de fomenter des rébellions sur

place, afin d'empêcher l'envoi en France des troupes indigènes qui seraient appelées à réprimer, à un moment donné, un mouvement ouvrier ».

Il est recommandé à tout militant de combattre, au sein et en dehors du parti, les préjugés de races et de couleur. Le Parti, par le truchement de ses fédérations, contacte directement les travailleurs indigènes pour la plupart concentrés dans le Nord et dans le Centre de la France.

Un dispositif mis en place, on s'applique alors à convaincre les coloniaux que, seul, le PC s'intéresse à eux et qu'il est disposé à favoriser leur émancipation sur le terrain, tant politique qu'économique. Le parti se garde d'intervenir dans les problèmes religieux ; aux Nord-africains on parle de l'égalité des droits devant le suffrage universel, devant les tribunaux ; aux Noirs, on dévoile les supercheries dont ils sont victimes en démontrant les caractères odieux des traitements qu'ils subissent ; aux Malgaches, on rappelle l'époque de l'indépendance ; aux Indochinois, on montre à quels résultats sont parvenus les Japonais, peuple demeuré libre.

Concernant la lutte contre « *le militarisme de couleur* » une agitation spéciale est faite dans les centres métropolitains où se trouvent des casernes avec des troupes noires. La propagande doit s'exercer principalement par l'intermédiaire d'anciens combattants et de victimes de la guerre. Le Parti dénonce les avantages donnés dans la vie civile aux tirailleurs libérés, recrutés par engagements. Sur ce point précis, la primauté est accordée à la condamnation énergique du recrutement obligatoire forcé. D'autre part, on cherche à attirer dans les réunions de jeunes soldats indigènes particulièrement ceux qui ont une connaissance parfaite de la langue française, afin de les amener aux idées révolutionnaires.

La troisième tâche, c'est l'action aux colonies : le parti dans son ensemble, et les fédérations coloniales en particulier, doivent renforcer et poursuivre leur propagande.

« Le Parti doit lutter pour l'indépendance intégrale des peuples coloniaux, opprimés par l'impérialisme français et au sein des mouvements nationaux populaires des colonies, soutenir plus particulièrement les éléments prolétariens, convoquer un congrès des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français, veiller à ce que ce futur congrès des paysans et des peuples coloniaux crée des organismes permanents qui soient en mesure d'assurer, dans un front unique

anticapitaliste et anti-impérialiste, la liaison avec les organisations des masses ouvrières ».

En d'autres termes, le Parti, dans sa politique aux colonies, doit soutenir tous les mouvements d'émancipation nationale qui se créent aux colonies, à la seule condition que ces mouvements présentent un caractère social progressif et non régressif. Par ailleurs, les communistes résidant dans les colonies doivent profiter de tous les conflits corporatifs pour intensifier et susciter chez les travailleurs indigènes le sentiment de solidarité de classe en lieu et place de celui de solidarité de race. Dans le cadre de cette politique, on doit tendre vers les syndicats mixtes composés de travailleurs indigènes et européens.

Ce programme d'action révisé, dégagant les lignes cardinales et méthodes à suivre en vue de développer une offensive de politisation des masses coloniales, est l'œuvre qu'entreprend le Comité d'études coloniales reconstruit conformément aux exigences du IV^{ème} congrès mondial.

De grosses difficultés

En décembre 1924, ce Comité est remplacé par la Commission centrale coloniale qui prend la direction de la politique coloniale du Parti. La politique de cette commission se confond souvent avec celle de l'union inter-coloniale (UIC), où elle puise la majorité de ses membres, une politique qu'elle poursuivra, du moins jusqu'au 5^{ème} congrès.

Car là on est loin des positions tranchées des Congrès internationaux précédents. Il y a eu à ce congrès un glissement de la politique bolchevique qui ne répugne plus à subordonner les communistes engagés dans l'action anti-coloniale à l'alliance, et à la politique des bourgeoisies indigènes. La tactique est simple : les communistes devront dans une première phase, aider les bourgeoisies à qui ils assureront l'appui des masses dans la lutte contre l'impérialisme. Une fois la partie gagnée, il laisseront d'abord le pouvoir à leur ennemis de classe, le temps que les masses fassent l'expérience de la politique de la bourgeoisie. Ce n'est qu'ensuite que la révolution sociale sera déclenchée contre les exploiteurs locaux, après bien sûr, avoir vidé les partis bourgeois nationaux de leurs adhérents et converti ces derniers au communisme.

« Les Etats capitalistes sont puissants parce qu'ils possèdent de vastes colonies dont les ressources immenses constituent leurs forces, donc, pour affaiblir les

puissances capitalistes, il faut commencer par leur porter atteinte aux colonies. Il faut agir de telle sorte que les colonies cessent d'être une source intarissable des richesses. Pour cela, il faut agir de cette manière :

1°) Réveiller chez les indigènes le sentiment national, les pousser à vouloir disposer librement d'eux-mêmes ;

2°) Les principes communistes ne doivent être mis en relief, que lorsque les circonstances les favorisent. Dans les autres cas, il faudra se contenter de faire apparaître, aux yeux des indigènes, l'Union Soviétique comme la protectrice des peuples opprimés ;

3°) La propagande ne pourra être effective que si elle se base sur une action ayant pour but de provoquer parmi les indigènes des vagues successives de mécontentement. L'existence normale des colonies, le fonctionnement de l'appareil industriel, commercial et financier doivent être troublés par tous les moyens y compris le fanatisme religieux des masses indigènes pour le diriger contre les Européens.

Par ailleurs, la section centrale des colonies (S.C.C.) est désormais dirigée par Staline qui, jusqu'à présent, était à la tête de la section de propagande en Orient ».

On imagine la pression sur les militants du PCF des émissaires de l'IC. Le 20 novembre 1924, au siège du Parti, le communiste russe instructeur de la Comintern **Nikolaï Blinovskiy**, connu d'eux comme **Stéphane**, s'adresse à eux :

« Le peuple français, dans sa masse, retarde beaucoup en ce qui concerne le communisme. Ce peuple devient un peuple de petits bourgeois, et il serait difficile de compter exclusivement sur lui pour soulever en France une révolution de classe, qui pourrait renverser les régimes capitalistes.

Il faut donc trouver un autre moyen. Ce moyen existe : du moment que les colonies sont une des bases les plus importantes du régime capitaliste de la France, il faut commencer par elles. La révolution est un mouvement brutal, terrible, qui balaie tout autour de lui et devant lui. Ce ne sont pas vos ouvriers et vos paysans qui seront capables de produire un tel effort. Il suffira qu'ils soutiennent la masse des hommes de couleur qui, par son élan irrésistible, réduira à néant l'édifice impérialiste sur lequel reposent actuellement vos gouvernants ».

Or les organisations coloniales du PC vivent une crise sérieuse, surtout l'Union inter-coloniale. Elles manquent des fonds indispensables pour un travail qui comporte l'organisation de secteurs illégaux, donc coûteux. En outre, à ces difficultés financières s'ajoutent des dissensions internes nées de la diversité des origines de ses membres. Elle a été successivement dirigée par des Antillais, puis des Malgaches, enfin des Annamites. Depuis le début de 1924, la direction est

passée aux mains des Arabes, **Ali, Hadjali, Ben Lekhal**, en raison de leur supériorité numérique et de l'attention du Parti pour l'Afrique du Nord, à cause de l'importance de la main d'œuvre nord-africaine notamment dans la région parisienne. Très actifs, leurs responsables ont impulsé une dynamique nouvelle. Les militants noirs se plaignent que les Arabes de l'Afrique du Nord aient accaparé la direction du bureau colonial du PCF par leur place au sein de la Commission centrale colonial du Parti, ce qui leur permet de contrôler la politique de l'UIC. Les Antillais **Bloncourt, Saint-Jacques, Rosso**, cherchent à attirer l'Annamite **Nguyen Te Truyen** et le Sénégalais **Lamine Senghor** pour ainsi former un bloc compact pour combattre l'influence des Arabes sans provoquer de scission.

En fait deux camps s'affrontent. D'une part, une tendance à dominante nègre des Antilles, composée en majorité d'Antillais, propose que l'UIC reste indépendante, ait sa propre politique, de façon à rester ouverte à tous. De l'autre, la tendance arabo-asiatique, qui accuse les Antillais d'avoir peur du communisme, et d'être partisans du parlementarisme politique qui n'a donné aucune satisfaction. A cela se superpose un conflit entre **Jacques Doriot**, responsable de la Commission Centrale Coloniale du Parti aux militants de l'Union qui, à travers sa personne, boudent la politique anti-coloniale du Parti communiste qu'ils jugent inefficace. Leur grief, c'est le travail de propagande politique aux colonies par des « délégués » qui ne savent rien de la question coloniale.

Un grave incident se produit à l'Exécutif élargi de l'I.C. du 17 février au 15 mars 1926, entre Doriot et Hadjali. Doriot, président de séance, refuse la parole à Hadjali lors de la discussion sur la guerre du Maroc et la Syrie. L'Algérien est empêché d'expliquer les problèmes dans les colonies françaises, Doriot invoquant l'inopportunité du moment, l'Annamite Nguyen The Truyen et le Sénégalais Lamine Senghor préférant surseoir. Il semble que le comportement de Doriot soit dicté par le souci de présenter un Parti Communiste unanime. Connaissant les divergences entre les coloniaux et le Comité directeur du Parti sur l'application des directives de l'I.C., il n'ignore pas que la position du PCF sur la guerre du Rif était durement critiquée par nombre de militants coloniaux.

Hadjali, outré, soumet le problème à une commission le 1er mai 1926 et accuse le PCFd'attirer à lui les coloniaux parce qu'ils représentent une source de

revenus mais dit que « lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts le Parti Communiste s'en moque. ». A la réunion du lundi 3 mai 1926, Jacques Doriot, ignorant volontairement les exigences des coloniaux de l'Union sur l'incident survenu à Moscou s'en prend d'entrée à l'UIC, qu'il dit très mal organisée. D'après lui, ses statuts doivent être révisés. Il propose son ouverture aux étrangers, sans considération de nationalité, de race et de profession. L'objectif est de renforcer la crédibilité de l'Union auprès des coloniaux, et de lui donner un cachet de puissance protectrice. Il passe ensuite à la position du PCF sur l'ensemble de ces questions. Il veut conclure par un appel aux camarades à ne pas croire Hadjali qui menace d'inviter ses témoins. Finalement Doriot lève la séance en promettant de convoquer une autre assemblée qui ne se tiendra jamais.

Il faut ajouter des divergences nettement plus graves entre les militants de la « fraction communiste » coloniale de l'UIC et ceux du PCF, représentés par le même Doriot. On lui reproche en effet, l'orientation « nationaliste » qu'il impulse. Le Parti communiste décide dès lors de mettre fin à cette situation et attaque la question, en réunissant au début de février « la fraction communiste de l'Union intercoloniale ». A cette séance de travail consacrée à l'étude des moyens susceptibles de permettre une réorganisation de l'I.C. et de l'administration de son journal, le président de la commission centrale coloniale réitère aux militants présents la proposition d'ouvrir les portes de l'association aux individus de toutes les races, afin de revigorer et mieux protéger cette organisation des attaques du gouvernement. Mais devant le rejet de cette solution par les militants coloniaux, il ne retient plus que des mesures indispensables à une profonde réforme de l'Union intercoloniale.

En effet, celle-ci se divise dorénavant en sections indépendantes par colonies, considérées comme des cellules du Parti et de l'Union. Chaque colonie est représentée par un délégué à la Commission Centrale Coloniale du PCF : **Bloncour (Max Clainville)** y défend les intérêts des Antilles, **Lamine Senghor** du Sénégal, **Hadjali** et **Sdoum** de l'Afrique du Nord, **N'guyen The Truyen** et **Vo Thang Long** de l'Indochine. Les délégués doivent fournir mensuellement un rapport sur l'activité de leur cellule et remettre chaque mois un article au *Paria*, portant sur les faits historiques et sociaux survenus dans leur colonie. Une cotisation mensuelle de 1 franc par membre est exigée afin de subvenir aux frais de propagande. Le PCF fournit des fonds pour le paiement des dépenses

justifiées. Toutes ces dispositions sont prises pour se donner les moyens de s'adapter aux circonstances politiques du moment, en vue de montrer l'image d'une Union forte au gouvernement de droite au pouvoir. Les mots d'ordre de ce début d'année sont : relancer l'agitation et redynamiser le journal *Le Paria*, pour qu'il sorte victorieux des tracasseries du pouvoir.

C'est le moment choisi par le nègre sénégalais Lamine Senghor pour annoncer son intention de fonder un journal spécialement destiné aux indigènes de race noire en France, et solliciter le patronage de l'Union. Ce projet se heurte à un mur de protestation élevé par les nègres des Antilles, en particulier par Bloncourt et Saint-Jacques, qui rappellent que l'UIC défend par principe les revendications de l'ensemble des coloniaux, sans distinction d'origine. Si Senghor désire éditer un journal pour les noirs, qu'il suive l'exemple de N'Guyen The Truyen qui, depuis fort longtemps, assume lui-même les responsabilités de la publication d'un périodique qu'il a créé pour les Indochinois. Devant cette attitude hostile, Senghor se propose en premier lieu, en tant que porte-parole et délégué responsable de la Colonie du Sénégal, de consulter les militants de sa section afin de trouver avec eux la solution qui s'impose.

Lamine Senghor qui, par ailleurs, faisait partie de ceux qui, dans la dernière période, s'étaient aperçus de la mollesse de PCF vis-à-vis des coloniaux, annonce, au début de mars 1926, que non seulement il ne renonce pas à l'idée de créer un journal pour les noirs, mais qu'il a le dessein de regrouper ses camarades noirs au sein d'une « société » à dominante d'originaires d'Afrique noire.

Qui est alors Lamine Senghor, militant sénégalais ?

Son initiative place au premier rang Lamine Senghor, jusque-là apparemment personnage secondaire dans le mouvement et qui naît dans un opposition ferme longtemps mûrie.

Lamine Senghor, dans l'acte de naissance de son fils Diene Yousof Robert, déclare être né à Dakar le 15 septembre 1889. Toutefois d'autres informations, et en particulier la notice nécrologique de *La Race Nègre* qui donne la même date de naissance, indique un autre lieu que nous retrouvons dans d'autres sources. Il s'agit de Kaolack où son père résidait. Il serait donc Sénégalais Sérère de Kaolack. Il commence par gagner sa vie comme domestique puis, avec la guerre, s'engage volontairement dans l'armée française.

Tirailleur, il fait la guerre de 1915 à 1918 ; il est blessé, décoré de la Croix de Guerre et intoxiqué par les gaz. Affecté à un centre de regroupement à Fréjus pour les Africains à rapatrier, il joue un certain rôle, lors des mutineries des tirailleurs sénégalais de 1918 provoquées par la désignation de tirailleurs ayant achevé leur temps de service, pour l'Orient où les troupes françaises tentent de repousser les soldats rouges. Démobilisé comme sergent à Dakar en 1919, il revient en France en 1921 avec ses 100 % d'invalidité comme ancien combattant de la guerre, une affectation comme facteur dans le bureau de Poste du 17^e à Paris.

A cette époque, il s'occupe fort peu de politique, « *mais l'irritante question de sa race* », lui tenait au cœur, ce qui le décida à militer au sein de l'Union intercoloniale, puis au Parti communiste. Toutefois, le regrettable procès de *Continents* en 1922, celui que Diagne intenta à **René Maran** pour un article sur son rôle et ses bénéfices dans le recrutement de chair à canon noire, joua un rôle décisif dans sa vie politique jusque-là timide. Dès lors, on le vit déployer une énergie fiévreuse partout où il pouvait être utile à sa race. En 1924, candidat du Parti communiste aux élections cantonales de Paris (13^e arrondissement), il obtient 965 voix. Quelques semaines plus tard, à son domicile, au 61 de la rue Myrrha (18^e) dans le quartier de la Goutte d'Or, c'est alors qu'il rentre chez lui un soir, qu'un noir tire sur lui deux coups de revolver et le manque.

« *Depuis 1923, Senghor avait sollicité son rapatriement, au Ministère des colonies. Ce dernier le lui refusa. On craignait que le communiste Senghor ne fit*

une propagande dangereuse parmi ses compatriotes. » L'hommage qui lui est rendu dans son journal accuse le ministère des colonies de l'avoir condamné à mort en l'obligeant indirectement à vivre en France. Il ajoute que « pénétré de négrophobie jusque dans ces moelles, il lança une poussière policière, souvent de provocateurs, aux trouses de Senghor. On conçoit dès lors que celui-ci ait eu la haine de toute autorité d'oppression, qu'il ait mis tant de courageux dévouement au service de son parti, qu'il ait opposé la foi du militant à la force brutale. Senghor était sincèrement Africain, d'un nationalisme farouche, haineux même, il apportait l'entêtement mystique de Polyeucte au travail pour l'émancipation de sa race... »

Le projet politique de Senghor

Devant la rapidité des événements, la cohérence et l'assurance de Senghor, il est certain qu'il avait depuis fort longtemps mûri et mis au point son projet. Ainsi naît « le Comité de défense de la Race nègre » doté d'un organe de presse : « *La voix des nègres* ».

Mis au pied du mur par l'annonce, par Senghor, de sa décision finale et incapables de renverser le cours des événements, les autres membres de l'Union réagissent en convoquant une réunion le dimanche 18 avril 1926. Senghor est accablé de questions. A la demande de savoir pourquoi il a fondé un comité de défense de la race nègre, et s'il compte se ranger sous la bannière du PCF et donc sous l'autorité de l'UIC, Senghor rétorque que son association entend garder son indépendance organisationnelle et politique, et ses membres étant « socialistes nationalistes » ne peuvent adhérer à une organisation communiste. Devant la détermination de Senghor, Bloncourt, en désespoir de cause, déclare :

« Vous allez rencontrer de la part du gouvernement et de la police la même hostilité que l'UIC, puisque certains d'entre vous sont des militants communistes. Personnellement, je regrette que vous désertiez la lutte au moment où nous avons le plus besoin de toutes les énergies. ».

Senghor précise qu'il ne renie pas son passé et se flatte d'avoir été un propagandiste dévoué du communisme, de n'avoir jamais marchandé ni sa peine, ni son temps, ni son argent : il reste membre de l'UIC, mais le CDRN qu'il vient de fonder doit rester indépendant.

Mais il faut dire que déjà un vent de dissidence avait commencé à souffler dès février 1923 dans l'UIC, car déjà à cette époque **Phan Van Truong**, un des tout premiers animateurs de l'Union, considérait que cette organisation était un amalgame des originaires de toutes les colonies, et il pensait qu'il fallait maintenir parallèlement à l'Union une organisation purement Indochinoise, ce qui avait été fait par ailleurs. En outre, les Nord-Africains, depuis leurs multiples accrochages avec les nègres, étaient allés jusqu'à accuser certains d'entre eux, à cause de leur omniprésence à la permanence de l'Union, d'être des agents des renseignements généraux de la police Française, provoquant un désintérêt progressif des nord-africains vis-à-vis de leur association coloniale et la focalisation de leur action dans leurs groupements particuliers. Quant aux Indochinois du Parti, ils étaient ballottés entre leur association respective regroupant la plus grande partie de leurs frères asiatiques de Paris, et l'Union intercoloniale, plus politique.

Il faut également attribuer cette désaffection des Noirs par rapport à l'UIC, à la politique coloniale discriminatoire du Parti, qui avait axé sa propagande particulièrement dans l'Afrique du Nord, en créant des fédérations communistes en Algérie et en Tunisie, sûrement de par la promiscuité de ces colonies avec le continent, délaissant sciemment les colonies d'Afrique noire et limitant ses actions, en Afrique, au Sud du Sahara, à des articles sur quelques faits, tels que les spéculations de quelque société française installée dans quelque pays d'Afrique noire, et à la dénonciation fréquente des exactions, des brutalités perpétrées par l'administration coloniale, dans ces pays.

Toutes ces raisons avaient contribué à la formation d'un mouvement centrifuge des nègres hors de l'Union qui, pourtant, à ses premières heures, avait suscité leur intérêt. Il fallait un sursaut pour sortir les nègres de cette léthargie et c'est ce que Lamine Senghor avait décidé d'entreprendre. En réalité, la conjugaison de tous ces facteurs a eu comme résultat concret, l'éclatement virtuel de l'Union intercoloniale, qui ne signifie pas son auto-dissolution, car elle va tenter de se réorganiser. Elle comprendra désormais et ce à partir de la fin de l'année, trois sections : l'une « nord-africaine », la seconde « Indochinoise », la troisième sera celle des « vieilles colonies et peuples noirs ». Mais à partir de cet instant, l'Union intercoloniale, malgré ce dernier soubresaut, exténuée par le manque de cadres, désertée par un grand nombre de coloniaux, va très

rapidement s'éclipser de la scène de l'histoire pour faire place, dans l'esprit des nègres particulièrement, à la nouvelle organisation.

Naissance du Comité de défense de la race nègre

Au début du mois de mars 1926, Lamine Senghor, au nom du « Comité de défense de la race nègre », 43, Rue de Simplon, adresse à un certain nombre de Noirs de Paris des convocations. La caractéristique de cette association réside dans sa création hors de l'Union Intercoloniale. En effet, Lamine Senghor et Gothon-Lunion se sont refusés à placer leur Comité sous l'égide d'un organe qui, à leur avis, néglige les Noirs. Senghor, Lunion et **Massé N'Diaye** sont bolchevisants, mais déclarent ne vouloir pas de politique dans leur association, tout en laissant à chaque membre la liberté de ses opinions. Ce qui saute aux yeux, c'est leur volonté de soustraire les membres du comité de l'emprise du PC et de l'Union intercoloniale.

Dans son numéro d'avril 1926, le journal *Le Paria*, organe de l'Union intercoloniale, publie un article intitulé « *Le réveil des nègres* ». Lamine Senghor s'élève violemment contre ce qu'il appelle l'asservissement de la race noire dans les colonies par les puissances impérialistes européennes :

« Les colons, dit-il, font des nègres, des esclaves ou des soldats. Le comité de défense de la Race Nègre saura réveiller les nègres de leur torpeur et les organiser en vue de leur libération prochaine ».

Le CDRN peut être considéré comme la deuxième tentative de constitution d'un groupement d'hommes de race noire, car le Comité poursuit le même but que celui que se proposait d'atteindre la « *Ligue Universelle Pour La Défense de La Race Noire* » fondée par Tovalou Houenou, dit **Marc Quenum**, ancien officier, condamné par un tribunal français, pour qui il organise un comité de soutien. En août et septembre 1926, Lamine Senghor effectue un périple en province dans le cadre du travail de propagande et de popularisation du CDRN, afin d'y implanter (comme nous le savons) des sections.

En effet, en août 1926, lors de son passage à Fréjus dans le Var où il a réussi, comme nous l'avons vu, à y constituer une section, il s'efforce de prendre contact avec les tirailleurs sénégalais et malgaches incorporés dans la région, et plus précisément avec les élèves officiers et sous officiers indigènes du centre de Perfectionnement de Fréjus-sur-Plage. Or, lui-même, par ailleurs, réformé à

100% d'invalidité à cause de sa tuberculose, en congé de maladie, avait choisi de s'y installer avec sa famille pour se reposer et se refaire une santé, ce qui l'a favorisé dans son travail de propagande. Il semble effectivement n'avoir pas rencontré de difficulté pour attirer à lui, les soldats nègres. Ces derniers, invités plusieurs fois par lui afin de discuter de leurs revendications et d'établir un cahier de doléances, enverront un délégué à Paris pour participer à l'assemblée Générale tenue par le Comité le 21 octobre 1926. Il dénonce publiquement au nom des soldats nègres l'intégration forcée dans l'armée française et le traitement inique dont ils étaient victimes ; il insiste pour souligner qu'ils sont souvent maltraités et parfois frappés par les « gradés » français.

A Marseille, il fait six conférences du 5 au 18 septembre 1926. Le dimanche 5 septembre, l'assemblée ne comprenait qu'une quinzaine d'indigènes parmi lesquels le sénégalais **Amadou Diop**. Ce dernier, considérant que l'orateur tenait des propos injurieux à l'égard du gouvernement français, indigné, prend à partie son compatriote au moment où celui-ci, en dialecte « ouloff », traite le pouvoir de « scélérat ». Une altercation s'en suit à l'issue de laquelle Amadou Diop menace de porter plainte pour « menées anti-françaises » contre Senghor.

Il semble qu'Amadou Diop était un indicateur au service de la police française chargé de la surveillance des indigènes car le lendemain matin, il se rend au « *service de contrôle d'assistance en France des indigènes des colonies* », afin d'informer cette administration « policière » des propos tenus par Senghor. A la réunion du 12 septembre Lamine stigmatise l'iniquité du sort fait aux Noirs. et leur indignation :

« Nous avons, nous aussi, un passé, une histoire ; nous sommes en un mot un peuple ; il faut qu'on nous reconnaisse. Que l'on applique aux noirs qui vivent en terre étrangère les lois adéquates à leurs mœurs, à leurs coutumes, à leur tempérament. Il y a chez nous, comme partout, des "cerveaux", des élites, des savants, des voix humanitaires que l'on ne doit pas ignorer ».

L'orateur critique ensuite vivement l'attitude des députés indigènes **Blaise Diagne** et **Gratien Candace** qui, souligne-t-il, représentent « indignement » la Race Nègre. Il clôt cette réunion par un appel à la mobilisation de tous les nègres conscients au sein du Comité.

Mais aux trois dernières conférences, le Président du CDRN se heurte à une forte hostilité d'**Abdoulaye N'Diaye Edmond**, responsable de l'Amicale des originaires de l'A.O.F. de Marseille, soutenu par certains membres de son association, puis par des jeunes royalistes Français. En effet, à la réunion du 14 septembre, qui débute à 21h, dans une petite salle pleine à craquer, le conférencier remercie d'abord les auditeurs d'être venus nombreux, puis reprend les thèmes déjà développés aux réunions précédentes.

Il enrichit son discours en faisant état des injustices que lui a infligées le colonel Lam sous les ordres duquel il servait pendant la guerre. Il développe le thème du peu de générosité dont la France a fait preuve :

« La France nous connaît lorsqu'elle a besoin de nos soldats, mais elle continue à nous traiter comme des êtres inférieurs lorsque le danger est passé. C'est ce traitement lâche de la civilisation européenne qui a fait naître la haine chez les nègres dont les efforts doivent tendre à imprimer un essor nouveau à notre race. Mais ces efforts ne seront efficaces que si vous adhérez au comité chargé de la défense de la race nègre sur tous les terrains. »

Après un long réquisitoire contre la France et son administration coloniale, il expose un programme de transition en précisant :

« En attendant de diriger son action vers le but élevé qu'il s'est assigné, le Comité tournera son activité dans la recherche de l'amélioration matérielle, morale et intellectuelle des noirs. A cette occasion des foyers seront fondés dans les principales villes fréquentées par les indigènes. Ces établissements comprendront des restaurants pouvant offrir à bon marché et compatible avec les coutumes de chaque race ; Des dortoirs, un lieu pour la prière, un salon de lecture pour ceux qui veulent s'instruire et enfin des salles de distraction, de réunion et des salles d'armes. »

L'orateur suivant, Abdoulaye N'Diaye Edmond, précise que son « Amicale de l'A.O.F. » a pour but de créer à Marseille un établissement identique sauf que l'Amicale a une vocation de simple mutuelle. A son avis, le CDRN essaie de dissimuler des questions politiques. Il ajoute qu'il conteste l'analyse faite par Senghor dans la première partie de son exposé. La réunion se termine en bagarre générale.

La dernière conférence, le 18 septembre 1926, est celle de la victoire. Elle est présidée par **Omar Diop** de l'Amicale, assisté d'un cousin d'**Abdoulaye N'Diaye Edmond**, intentionnellement envoyé par ce dernier, et d'une

Algérienne. On avait commencé à élire un bureau quand un nouveau venu des « Originaires » prétend prendre la parole alors qu'on élit le bureau. Nouveaux incidents violents, mais il a gagné la bataille. Dans le compte rendu d'un certain « Josselme » au Ministère des Colonies, on lit, s'agissant de lui, « *le néfaste Senghor* » :

« Malheureusement il est parvenu à réveiller et intensifier la haine du blanc chez beaucoup de noirs qui ne cachent plus ce sentiment... » et de poursuivre plus loin « Durant les quelques jours qu'il passait à Marseille, il déploya une activité prodigieuse, si l'on songe surtout qu'il a obtenu 100% d'invalidité. Malgré les quelques échecs qu'il a dû subir, il a fait preuve d'une opiniâtreté déconcertante, et se dépensa sans compter en faveur du but poursuivi, se transportant de bateau à bateau, d'établissement à établissement et se rendant partout où il pouvait rencontrer un homme de couleur. Il se fait une telle publicité que beaucoup de noirs le regardent déjà comme leur futur libérateur [...] Depuis l'arrivée de Senghor dans notre port, il règne dans les milieux indigènes, une certaine effervescence sur laquelle je crois devoir attirer tout particulièrement votre haute attention. Il semble que des mesures urgentes devraient être envisagées contre cet agitateur afin de l'empêcher d'intensifier sa pernicieuse propagande dont les conséquences pourraient être des plus regrettables ».

Les débuts du comité...

Entre-temps le CDRN est né et avec lui son journal, *La Voix des Nègres*.

Le CDRN y signe un manifeste-présentation :

« Le Comité de défense de la race nègre : considérant que parmi les déshérités de la terre d'Afrique, la race nègre, qui forme la cinquième partie de la population du globe, est la plus humiliée de toutes les races humaine ;

Considérant que l'expérience démontre que l'émancipation des nègres sera l'œuvre des nègres eux-mêmes, que la lumière, le progrès et le colonialisme sont incompatibles ;

Que le premier principe de la dignité humaine est qu'elle est faite pour tous les hommes ;

A l'honneur de vous informer qu'il a pris l'initiative de publier, à Paris, *La Voix des Nègres*.

Nous faisons un présent appel à toutes et à tous. Que personne ne soit retenu par le doute de l'inutilité de son effort, car nul ne saurait mesurer l'étendu de son action dans cette œuvre ! ».

Puis suit un second article toujours signé du Comité, situant et expliquant le mot « **nègre** » dans la compréhension idéologique de « l'homme de Race Noire du vingtième siècle »

« C'est le gros mot du jour, c'est le mot que certains de nos frères de race ne veulent plus être appelés ainsi (sic). Les dominateurs des peuples de race nègre [...]... sortent de ce mot deux autres nouveaux mots afin de diviser la race en trois catégories différentes à savoir "hommes de couleur", "noirs tout court" et nègres. Tandis qu'un de nos frères, titulaire d'un brevet des écoles de hautes études européennes – l'intellectuel –, serait un homme de couleur, et que celui qui n'a pu arriver à ce degré, mais qui exerce le même métier qu'un blanc et qui s'adapte comme les blancs à leur vie et à leurs mœurs et usages – l'ouvrier – serait un noir tout court.

Non, messieurs les diviseurs pour régner ! Permettez-nous de vous rappelez que les derniers sont les descendants des premiers. Les jeunesses du CDRN. se sont fait un devoir de ramasser ce nom dans la boue ou vous le traînez, pour en faire un symbole. Ce nom est celui de notre race. Nos terres, nos droits et notre liberté ne nous appartenant plus, nous nous cramponnons sur ce qui, avec l'éclat de la couleur de notre épiderme, sont les seuls biens qui nous restent de l'héritage de nos aïeux. Ce nom est à nous, nous sommes à lui ! Il est notre comme nous sommes siens ! En lui, nous mettons tout notre honneur et toute notre foi de défendre notre race. Oui, messieurs, vous avez voulu vous servir de ce nom comme mot d'ordre scissionniste. Nous, nous en servons comme mot d'ordre de ralliement : un flambeau ! Nous nous faisons honneur et gloire de nous appeler nègres, avec un N majuscule en tête. C'est notre race nègre que nous voulons guider sur la voie de sa libération totale du joug esclavagiste qu'elle subit. Nous voulons imposer le respect dû à notre race, ainsi que son égalité avec toutes les autres races du monde, ce qui est son droit et notre devoir, et nous nous appelons Nègres ! »

On peut ajouter à la suite de cette analyse faite par le CDRN qu'on se trouve là, aux origines réelles de la notion de « **négritude** ». Dans son deuxième article, Senghor définit l'orientation générale :

« Le Comité s'est assigné :

- 1°) La tâche de combattre avec la dernière énergie, la haine de race ;
- 2°) Travailler pour l'évolution sociale de la race Nègre ;
- 3°) Refuser de renforcer l'appareil d'oppression dans les colonies, dirigé contre la race nègre ou contre toute autre race humaine et travailler à briser plutôt cet appareil ;
- 4°) Collaboration permanente avec les organisations qui luttent véritablement pour la libération des peuples opprimés et pour la révolution mondiale.

Enfin et pour tout : lutte sans merci contre le colonialisme, contre tous les impérialistes du monde de couleur soient-ils. »

Le Congrès de Bruxelles

C'est en 1927 que se tient le fameux congrès de Bruxelles contre l'impérialisme organisé par l'Internationale communiste et qui va donner à Lamine Senghor la dimension internationale que lui a enlevée sa mort prématurée. La Comintern est alors, et les PC à sa suite, entre ses politiques contradictoires de la Deuxième et de la Troisième Période, un choix qu'a pressenti Senghor et que sa mort lui épargnera ; il cherche à expliquer aux congressistes qu'il n'y a aucune différence entre « impérialisme » et « colonialisme » :

« C'est la violation du droit d'un peuple à disposer de lui-même, comme il l'entend .

Mais il veut d'abord démystifier la prétendue « mission civilisatrice »... :

« Lorsque les Français sont venus chez nous, ils nous disaient qu'ils nous apportaient la civilisation mais, au lieu de nous enseigner la langue française, et de nous donner l'instruction qu'ils appellent la lumière universelle, ils la restreignent et nous disent : "Ah ! non, il ne faut pas instruire les nègres !" , Parce que, instruits, ils seront civilisés et nous ne pourrons plus nous servir d'eux comme nous le voudrions. Voilà comment l'impérialisme français comprend la civilisation des nègres... »

Il dénonce avec beaucoup de verve ce qu'il appelle la poursuite de l'esclavage avec des peuples qu'on soumet, qu'on partage :

« L'on ne peut plus vendre un nègre à un Blanc, à un Chinois où même à un autre Nègre, mais les impérialistes se réservent le droit de vendre un peuple nègre à un autre impérialisme ».

Et il a cette terrible formule :

« L'esclavage n'est pas aboli. Au contraire, on l'a modernisé »....

Après avoir relaté les exactions du colonialisme en Afrique noire, et après avoir particulièrement protesté contre l'enrôlement forcé des tirailleurs sénégalais pendant la guerre avec la complicité « *d'un nègre spécial* – il vise Blaise Diagne – *qu'on a couvert d'honneurs, en l'appelant commissaire général, représentant la république française et qu'on a fait escorter par des français,*

des nègres décorés galonnés partout, qui entraînera que ce nègre ainsi honoré recruta 80 000 hommes, en plus, sur les 500 000 hommes qui se battaient déjà en France »...

S'adressant aux Chinois, il s'écrie :

« J'aurais voulu vous embrasser, camarades, car vous donnez un bon exemple révolutionnaire à tous les peuples soumis au joug des colonisateurs ; je voudrais qu'ils s'inspirent tous de votre esprit révolutionnaire ».

Il poursuit :

« Les impérialistes français ont envoyé des nègres en Indochine en leur commandant de tirer sur les Indochinois au cas où ils se révolteraient contre la colonisation française. Ils leur disent qu'ils ne sont pas de leur race et qu'ils doivent les tuer s'ils se révoltaient contre la prétendue Mère Patrie. Camarades, les nègres se sont trop longtemps endormis, mais méfiez-vous ! Celui qui a trop bien dormi et qui s'est réveillé ne se rendormira plus »...

Il conclut son allocution :

« Camarades, c'est contre toutes ces iniquités, contre les atrocités que je viens de vous énumérer, que nous nous sommes groupés pour nous défendre, la jeunesse nègre commence maintenant à voir clair. Nous savons et nous constatons que, lorsqu'on a besoin de nous pour nous faire tuer ou pour nous faire travailler, nous sommes des Français ; Mais quand il s'agit de nous donner les droits, nous ne sommes plus des Français, nous sommes des nègres.

Le congrès réuni ici a, je crois, réalisé le vœu de beaucoup qui, comme moi, désiraient se donner tout entier au travail de la libération universelle, parce que justement ce sont ceux qui suivent l'idéal révolutionnaire et ceux qui suivent un idéal humanitaire qui se sont réunis ici, se sacrifient de toutes leurs forces pour supprimer cette intense oppression impérialiste sur le monde entier. L'oppression impérialiste que nous appelons colonisation chez nous et que vous appelez impérialisme ici, c'est la même chose, camarades ; tout cela n'est que du capitalisme ; c'est lui qui infante l'impérialisme chez les peuples métropolitains.

Par conséquent, ceux qui souffrent des méfaits de l'impérialisme métropolitain, sont amenés à porter les mêmes armes et à détruire le mal universel qui n'est que l'impérialisme mondial. Camarades, il faut le détruire et le remplacer par l'union des peuples libres. Plus d'esclaves ! »

Tel est ce fameux discours historique de Lamine Senghor qui, parce que tranchant sur la question d'une législation équitable en faveur des ouvriers et des coloniaux, et du fait qu'il exige des meilleures conditions de travail, réclame davantage de justice et de développement général de l'instruction, de l'hygiène,

des soins médicaux, provoque, comme on le sait, des arrestations, dès son retour en France.

La crise et la scission du CDRN

Les lendemains de Bruxelles ne laissent pas à Lamine Senghor le temps de jouir du prestige mondial qu'il a acquis, de sa popularité internationale. Il est en effet aux prises, dans sa propre organisation, à une opposition farouche qui lui reproche précisément d'être trop lié à l'Internationale communiste, d'avoir une vision internationaliste, d'être prêt à lancer le Comité dans des aventures au lieu de mener un travail patient auprès des parlementaires pour une législation plus favorable aux coloniaux.

Ses adversaires sont les mêmes que dans l'UIC. La droite, ce sont là aussi les mêmes Antillais, moitié Français, « réformistes », « parlementaristes », souvent de professions libérales, d'un niveau supérieur en tout cas plus élevé que celui de la plupart des Africains. Ils veulent être tout à fait indépendants de Moscou et du PCF et accusent Senghor d'être des leurs. En fait, leur dirigeant est lui-même membre du PCF : Joseph Lunion-Gothon a mené, pendant tout le début des années 20, une carrière d'apparatchik qui, apparemment, ne l'a éclairé ni sur la politique à Moscou ni sur la politique à Paris. Mais il a moins de scrupules. Lamine Senghor tente à deux reprises, avec son fidèle Kouyaté, de l'écarter du poste de secrétaire général auquel il se cramponne et qu'il réussit à garder.

Ne pouvant dominer les luttes violentes, puisqu'il est lui-même agressé et roué de coups par un des lieutenants de Lunion, Senghor se décide à laisser à ses adversaires l'organisation qu'ils veulent à tout prix garder, ce qui l'empêcherait, lui, croient-ils, de mener toute autre action de défense ailleurs. Lui et ses amis s'en vont donc fonder une autre organisation, la Ligue pour la Défense de la Race nègre avec *La Race Nègre* qui sont désormais les instruments du combat de son groupe.

Mais il n'aura même pas le temps de restaurer la confiance après les attaques basses de Lunion et des siens, ni de regrouper les forces dans une dernière bataille, car il a perdu la sienne.

Novembre 1927 : la mort de Lamine Senghor

Comme on l'a vu, il a été le maître d'œuvre des nombreuses activités politiques de la LDRN. après le CDRN. Des centaines d'adhérents en France, 250 à Marseille, 150 à Bordeaux, un groupe au Sénégal. Cependant, sa santé est profondément ébranlée. En effet, dès juillet 1927, durant ses différents déplacements en France en vue d'implanter des sections de la Ligue, l'affection tuberculeuse dont il souffre s'aggrave de plus en plus ; l'abus du vin, qu'il prend pour se soutenir, ajoute à la précarité de son état de santé. Son dernier séjour à Paris a lieu en juillet et au début du mois d'août 1927, compte-tenu des problèmes financiers auxquels se heurte la Ligue et du fait de la parution du numéro 2 de *La Race Nègre* dont il veut personnellement suivre la distribution.

D'autre part, il faut retenir que depuis 1926 son état de santé l'a éloigné de Paris ; c'est ainsi qu'il s'est installé avec toute sa famille à Roquebrune sur Argens dans le Vars. Il revient fréquemment dans la capitale, rendre compte de son activité auprès des nègres de province, et vérifier également la gestion et le travail politique du bureau central.

En août 1927, sa maladie atteint un seuil critique. Le 13, sa femme télégraphie au vice président de la LDRN pour lui demander de venir voir son mari avant sa mort. Les membres du bureau décident d'envoyer un délégué. Mais cette décision est annulée, personne n'acceptant de faire l'avance des frais ; le trésorier a annoncé qu'il n'avait que 70 francs en caisse, tout en précisant que Senghor a emporté les fonds de la Ligue, et que pour ce motif le journal ne pourrait être imprimé.

Terrassé par la maladie, Lamine Senghor est cloué au lit pendant plusieurs mois, veillé par sa femme. Au cours de ce même mois d'août, il apprend les morts successives de son père et de son fils Diene. Atteint de paralysie générale en octobre, il est transporté à Fréjus. Il y perd l'usage de la parole durant quarante-cinq jours. Le 25 septembre 1927, à 11 heures du soir, il s'éteint à l'âge de 38 ans. Il laisse une veuve de 24 ans, Eugénie Marthe Comont, et une fillette. Ainsi disparaît Lamine Senghor, les poumons rongés par les gaz, après quelques mois d'activité politique très dense et très fructueuse au sein de la LDRN qu'il a mise sur pied avec courage, opiniâtreté, de toutes ses forces, luttant contre la maladie qui le harcelait et envahissait tout son être. L'histoire retient que Lamine Senghor est mort dans un isolement politique tragique, ses amis politiques

nègres du bureau de la LDRN ne s'étant pas rendus à son chevet. Abandonné de tous, isolé, il dut traverser en solitaire l'épreuve de la mort. Pourquoi ?

Parce que les pauvres savent que plaie d'argent est mortelle.

Durant sa longue absence, après laquelle on ne le reverra plus jamais à Paris, une colère sourde gagne les membres du bureau contre leur président. Le paroxysme est atteint lorsqu'on constate, à la suite du contrôle de trésorerie de Rosso, que la caisse ne compte plus que 70 francs. Pour la majorité, Senghor a volé, comme le prouve le passif de 736 Francs chez l'imprimeur. Rosso l'accuse même d'avoir détourné de grosses sommes. Sur proposition de Kouyaté, on se tait en attendant des explications de Senghor dès qu'il pourra en donner. Il ne pourra plus jamais en donner.

Mais loin de s'inquiéter sur ce long silence de leur responsable, connu pour sa santé fragile, les dirigeants de la Ligue ont plutôt entre eux leur désir de s'affranchir de sa tutelle et de lui retirer leur confiance en Assemblée générale. C'est ainsi que les membres du bureau central de la Ligue restent impassibles. Cependant, après son décès, la lumière sera faite sur le problème de ses prétendues malversations. La somme de 735 francs que Senghor devait à l'imprimerie, dette ancienne, avait été contractée lors de la sortie de son livre *Violation d'un pays*. Seule la maladie l'avait empêché de s'en acquitter. Le manque de communication dû à la distance, l'apathie de ses camarades, expliquent l'incompréhension, car il ne reste rien de l'histoire du vol.

Au moment où Senghor agonise, se prépare à Moscou sous la férule de Staline et Molotov, le grand tournant vers la Troisième Période d'Erreurs, comme dit Léon Trotsky. Les PC vont rompre les alliances conclues au cours des années précédentes avec les mouvements nationalistes, même s'ils ne sont pas tous du même bois que Chang Kai-chek et son Guomindang massacreur.

Senghor avait marché jusque là sur deux jambes, le mouvement communiste international, la Comintern, et sa propre organisation parce qu'il considérait que l'une et l'autre étaient des éléments fondamentaux de la révolution mondiale.

Cette situation était sur le point de se terminer ; il allait devoir choisir. L'épreuve aurait été douloureuse pour lui. Pourtant il avait déjà pressenti la situation nouvelle, fait le premier pas et probablement déjà choisi la solution,

celle qu'adopta des années plus tard le grand leader du monde noir anglophone **George Padmore** qui avait pour lui estime et même admiration.

Pouvait-t-on marcher vers la révolution mondiale avec une jambe et une béquille ? C'est probablement lui qui aurait essayé avec des chances sérieuses d'aller plus loin. Mais les gaz asphyxiants ne se commandent que pour tuer, jamais pour faire grâce.

Ryszard Nazarewicz

Le massacre des communistes polonais

L'affaire Léon Lipski

La revue Cahiers du Mouvement ouvrier a publié récemment deux articles de Jean-Jacques Marie sur l'affaire Léon Lipski, en relation avec la dissolution par Staline du PC polonais, qui reposaient sur les archives soviétiques et ont été des révélations pour les lecteurs français. Nous sommes heureux d'ajouter à ce dossier le chapitre 7 d'un livre qui repose sur les mêmes archives et celles de la Résistance polonaise non-communiste, Ryszard Nazarewicz, Armii Ludowej dylematy i dramaty (Dilemmes et drames de l'Armée populaire), 2e éd. Varsovie 2000, traduit ici pour CLT par Zbigniew Marcin Kowalewski.

Une information différemment présentée

Le 21 juin 1943, un groupe de trois membres de la Garde populaire¹ (GL) sous la direction d'un habitant de Lodz, Franciszek Prozek, 18 ans, appartenant

1. La Garde populaire (GL) ; bras armé du parti ouvrier polonais (PPR), commença à être formée tout de suite après le parachutage d'URSS en décembre 1941-janvier 1942, du « Groupe d'initiative », fondateur du parti. En janvier 1944, la GL fusionna avec la majorité des milices du Parti ouvrier des socialistes polonais (RPPS, Gauche social-démocrate) et se transforma en Armée populaire (AL), rejointe ensuite par des vétérans

au Détachement spécial « Ludwik Warynski » sous le commandement de l'ancien interbrigadiste en Espagne Antoni Grabowski, auprès de l'état-major général de la GL, a accompli l'ordre qu'il avait reçu d'exécuter un agent de la Gestapo, propriétaire d'un magasin au 21 de la rue Sienna à Varsovie, ordre transmis par le chef d'état-major Franciszek Jozwiak¹ ; l'homme qui a été tué s'appelait Stanislaw Lebkowski.

La cellule « Kowta 999 » du Service de renseignements anticommuniste auprès du Deuxième Département du Commandement général de l'Armée de l'Intérieur (AK) informa immédiatement ses supérieurs de ce meurtre :

« L'assassinat de l'ancien président du CCE du KPP (Parti communiste de Pologne)

Le 21 juin à 8h55, Stanislaw Lebkowski (une fausse identité) a été tué devant l'entrée du bâtiment de la rue Sienna 21. La cause de l'assassinat doit être le refus de L. de participer aux activités du PPR (Parti ouvrier polonais) que la victime considérait comme une agence de la Russie et non une expression du "K" (communisme polonais) »².

La réalité

L'homme tué était Léon Lipski, pseudo Lukasz, éminent dirigeant du KPP, dernier directeur du secrétariat national du KPP avant la dissolution de ce parti par la Comintern. Prozel, le meurtrier, a été arrêté peu après le 10 juillet 1943 et torturé à mort au siège de la Gestapo de l'Allee Szuch. Il n'a jamais su que la victime n'était pas un agent de l'ennemi mais un militant émérite du parti sur lequel on avait fait peser un injuste soupçon.

d'unités de gauche de Bataillons paysans (BCh), de l'Organisation socialiste de combat (SOB) et de l'Armée de l'intérieur, AK). AL a obéi formellement au Conseil national polonais (KRN), organisme unitaire représentant l'ensemble des courants de la gauche opposés au gouvernement bourgeois polonais de Londres et à ses ramifications au pays, dont l'AK, armée de l'Intérieur, la force militaire largement majoritaire de la résistance antinazie. Le parti socialiste polonais (PPS), social-démocrate de droite, agissant dans la clandestinité sous le nom de Liberté-Egalité-Indépendance WRN) appartenait lui aussi au camp de Londres.

1. S. Nienaltowski, *Odwet i walka* ; Vasovie, 1981, pp. 237, 240, 259-262. On ordonna aux participants de cette action de tuer « un indic de la Gestapo ».

2. Archiwum Akt Nowych (AAN), microfilm 423, cadre 466. Le rapport de « Korweta » sur « l'état du K ».

Lukasz avait alors 41 ans. Il avait adhéré au parti à 18 ans. Il était originaire du bassin de Dabrowa Gornicza et milita dans cette région à l'Union communiste de la Jeunesse polonaise (KZMP) et dans le KPP ; il fut successivement secrétaire de comités d'arrondissement, membre et secrétaire de comités régionaux du KPP à Poznan et Varsovie ; il prit part aux 5e et 6e congrès de ce parti ; au total, il passa sept ans en prison¹. En 1937, il fut nommé directeur du secrétariat national du KPP.

Il ne pouvait alors que supposer que ses deux frères aînés, également militants du KPP, avaient été arrêtés par le NKVD à Moscou. Ludwik avait été fusillé le 7 décembre 37. Antoni, convoqué à Moscou auparavant par la Comintern, fut fusillé le 26 août 1938².

Lukasz et la dissolution du Parti communiste par la Comintern

Lukasz ne savait pas non plus que son parti avait déjà été dissout de fait depuis le 28 novembre 1937 et formellement depuis le 16 août 1938, ni que, depuis mai 1938, une « troïka » constituée par l'envoyé de la Comintern Bogdanov-Kozinarov, fonctionnait à Paris avec pour tâche la liquidation du KPP et de la KZMP dans le pays³.

Avant que n'arrivent au pays les émissaires de Paris, des informations de presse sur les arrestations et les procès politiques en URSS commencèrent à affluer en Pologne et les militants du KPP qui se trouvaient en URSS ou qu'on y convoquait, cessèrent de donner des signes de vie. Léon Lipski se méfiait des émissaires venus de Paris. Un rapport à la Comintern décrit ainsi son attitude :

« Les Cinq discutèrent comment procéder à la dissolution du parti. C'est alors que Lipski, pseudo Lukasz, se prononça contre la dissolution, s'exprimant de la pire façon sur la Comintern et sur les camarades. Voici quelques précisions : "Ce n'est

1. AAN, fichier personnel 3579 (Léon Lipski). Plusieurs documents de ce fichier et des archives de la Comintern ont été publiés par N. Lebeva et P. Mitzner, Wyrok e odstepc, « *Karta* » (Varsovie n°122, 1994, pp. 69-91).

2. La lettre du ministère des Affaires étrangères de la Fédération russe, 9 avril 1993 citée dans les mémoires de **Janina Jaworska** ; veuve de **Ludvik Lipski**, en possession de l'auteur. Ludwik Lipski fut réhabilité par les autorités de l'URSS le 14 janvier 1956 et Antoni Lipski le 22 septembre.

3. J. Maciszewski ; (e) ; *Tragedia KPP*, Varsovie 1989, Annexe.

pas nous qui avons élu Lenski¹ au poste de chef du parti. Il a été nommé par la Comintern et nous ne sommes pas responsables de ses délits et de ses provocations”, disait Lipski. La réunion des Cinq a été un échec et, pour cette raison, il y a eu des propositions d’envoyer à la Comintern un délégué ou une lettre. Lukasz n’a pas accepté la proposition d’envoyer un délégué à la Comintern, disant : “Si vous voulez connaître une prison soviétique, vous pouvez y aller”. Et la proposition fut rejetée.

A la réunion ils étaient quatre à vouloir se débarrasser de Lukasz et ils décidèrent de l’envoyer aux congés-maladie. Ils lui dépêchèrent un homme qui lui communiqua que le secrétariat avait accepté la décision de la Comintern et que tous ses membres étaient d’accord pour la dissolution du parti. Après l’avoir entendu, Lukasz déclara catégoriquement qu’il ne permettrait pas la dissolution du parti et rassemblerait autour de lui des camarades ayant des contacts avec les masses. La dissolution du parti a été accomplie le 12 juillet. Lukasz a alors rendu public un communiqué prétendant qu’il était faux que la Comintern avait dissous le parti [...] On soupçonne que le premier appel, défendant Lenski et autres, avait également été lancé par lui et qu’on a fait imprimer à l’imprimerie de la Défensive [le contre-espionnage polonais]. Il y a des difficultés dans le bassin de Dabrowa-Gornicza parce que Lukasz en est originaire et y conserve encore de l’influence, mais nos camarades surmonteront ces difficultés »².

Dans le rapport final de l’émissaire de la troïka parisienne, on présentait ainsi les opinions et réserves de Lipski :

« Lukasz [...] a justifié ainsi son attitude négative à l’égard de la dissolution :

“1. La situation dans le pays exige qu’on procède à l’activation et non pas à la dissolution du parti. Si c’était vrai, on en parlerait sûrement.

2. Dans la presse du parti, on ne parle pas de dissolution.

3. Si l’Internationale voulait vraiment la dissolution du secrétariat, elle pourrait trouver un chemin direct.

1. **Julian Leszczeinski**, dit **Lenski** (1889-1938), avait appartenu à la direction des PC d’Allemagne et de France et combattu la « droite polonaise ». Il semble que, dans les années 30, il avait partie liée avec **Heinz Neumann** et **Béla Kun** dans un groupe qui dénonçait les aspects opportunistes de la politique de Front populaire.

2. Rossiiskii Tsentr Khranenia i Izutcheni Dokumentov Novejshshejs istorii (RTss, fichier 425-125-40, 19-24, sd). La « commission des cinq » avait été créée spécialement pour faire exécuter la dissolution. C’est le rapport de la troïka polonaise nommée par **Jean (Anton Ivanov Kozinarov)**. Signatures :FR (Franc, **Jan Sobiecki**), Chil (Chilek, **Chil Szraga**), Kowacsek (**Stefan Duchlinski**). Elaboré à Paris et traduit en russe par Andrzej (**Pinkus Kartin**) sur la base des témoignages de **Kazik (Zygmunt Koscinski)** Gernek (**Chil Blufarb**), Ga (**Helena Grudowa**).

4. On ne peut dissoudre un parti qui a des traditions de combat sur la base d'un message oral d'un courrier".

Cette position a suffi pour que ses camarades qualifient son activité de "provocatrice" ».

Dans un rapport suivant signé « Andrzej »¹, on informe de la façon suivante de l'ambiance régnant parmi les membres du parti dissous :

« Il y a deux groupes de provocateurs dont l'un est déjà démasqué (Lukasz et autres) et dont l'autre se camoufle encore (Zygmunt et autres) »².

On a complété l'accusation par des « preuves » :

« Nous avons des données concernant le fait que la famille Lipski entretenait une correspondance avec le général Wieniawa-Dlugoszewski qui, avant la guerre, logeait dans cette famille. [...] Lipski a un frère à Moscou, Zdzich Gotwald. Jusqu'au dernier moment, ils étaient en contact par correspondance. L'un de ses amis est Petrov, de la KZM (Biélorussie occidentale) et c'est à cause de lui que la police l'a dissoute »³.

L'ambiance régnant alors au Secrétariat du CC du KPP est décrite par l'un d'eux :

« Lukasz a réussi à convaincre la majorité des camarades qu'il fallait convoquer une conférence. Après avoir appris la dissolution du parti, on a décidé de la décommander, et Lipski s'y est opposé. Son comportement à cette réunion a constitué la base d'un premier soupçon sérieux contre lui [...] Nous avons été formés à une discipline kapéliste et cominternienne, et, en dépit du fait que de tous nos cœurs, nous n'étions pas d'accord avec cette décision, personne n'avait le courage de s'opposer à la volonté de la Comintern [...] Ensuite lorsqu'on a composé le *Czerwony Sztandar*, agissant sans aucune décision du secrétariat, il a coupé un long paragraphe d'un article repris du *Bolchevik* ou de la Comintern sur la provocation au sein du KPP. C'était un acte d'insubordination [...] »⁴

Le hors-la-loi

A partir de ce moment, Léon Lipski a été soumis à une espèce d'ostracisme en tant que « provocateur ». Jusqu'au début de la guerre, il n'a pu

1. **Andrzej** était le pseudonyme de **Pinkus Kartin** (1914-1942).

2. *Ibid.* 5. Lettre d'Andrzej à Jean, 8 septembre 1938.

3. *Ibid.* p. 25-27. *Information* 2 de la troïka polonaise, 8 septembre 1938.

4. AAN, fichier personnel 35789. Récit d'**Edward Uzdanski**, 1962. Voir aussi « Karta », *op. cit.* p. 75.

trouver un travail stable. Quand la guerre a éclaté, il s'est présenté à l'armée, mais, comme communiste et condamné par les tribunaux, il n'a pas été accepté. Plus tard, il s'est rendu à Bialystok, [occupée par l'armée soviétique] où il a vécu avec d'anciens prisonniers politiques, dans une maison gérée par le Secours rouge. Mais là aussi il a été repris dans une ambiance de soupçons. A la suite de dénonciations, il a été arrêté par le NKVD en 1940 et ramené à la prison de Minsk. Après le début de la guerre soviéto-allemande, il a réussi à s'enfuir – probablement d'un transport de prisonniers déportés à l'Est – et à rentrer à Varsovie. Il a travaillé occasionnellement puis, avec deux camarades du KPP, il a fondé une entreprise commerciale au 21 rue Sienna.

Il n'a pas cessé ses activités politiques. A Bialystok, il disait : « *Il faut rentrer au pays, il y a un occupant et c'est au pays qu'il faut commencer d'agir* »¹. Peu de temps après son arrivée à Varsovie, Lipski a attiré sur lui l'attention du service de renseignements anticommunistes auprès du commandement de la région varsoviennne de l'AK. Dans un rapport sur les activités communistes en Pologne, on peut lire :

« Sur la base d'une note arrivée le 12 mars 1942, on a établi que Léon Lipski, l'un des plus éminents dirigeants du KPP se trouve à Varsovie. En 1932, il était instructeur chargé des questions d'organisation au secrétariat du KPP et, en 1933, à Moscou où il travailla à la Profintern. Pendant les derniers jours d'août 1939, il a fait son apparition à Varsovie, certifiant légalement son domicile, puis il a été vu en novembre 1939, date après laquelle il disparut et maintenant il est revenu et de nouveau, commence à agir. Il habite sans doute sous une fausse identité »².

Le 18 avril 1942, le même poste du service de renseignements de l'AK rapporte :

« L'objet de surveillance Léon Lipski se trouve à Varsovie. Quelques mois plus tard, il affirme qu'à une réunion de travailleurs des tramways s'est présenté un personnage agissant sous le pseudonyme de Lukasz. Selon son signalement, donné par un informateur, il peut s'agir de Lipski, l'un des plus éminents dirigeants communistes avant la guerre, membre du secrétariat du CC du KPP, qui présenta la situation dans le mouvement [...] :

Tout le mouvement paysan et intellectuel devrait s'unir dans le combat contre le nazisme et le soutien à l'Union soviétique [...] Pour cette raison, il faut aider les

1. *Ibid.* Récit de **Tadeusz Paszta**, 1962.

2. AAN, fichier 228/17-8, 27. L'activité des communistes en Pologne, 18 avril 1942.

parachutistes et les prisonniers de guerre soviétiques, former des détachements de guerilla, détruire les objectifs militaires, etc. Il s'agit d'une lutte commune pour la libération de l'humanité ; dans ces conditions, d'autant plus que le gouvernement polonais a signé un accord avec le gouvernement soviétique et que ce dernier apporte une aide à la formation d'une armée polonaise, etc. »¹

D'un groupe combattant oppositionnel :

« Selon les données provenant de nos agents dans le Gouvernement général², l'ancien membre du KPP Lipski (pseudo Lukasz) a formé une organisation antisoviétique appelée "Parti communiste de Pologne". Au-delà de Lipski lui-même, appartient à la direction de cette organisation Szczot Jerzy, ancien militant du KPP et probablement Zelm (en réalité Anselm) Konstany, ancien membre du comité de rédaction du journal polonais *Sztandar Wolności* (Drapeau de la Liberté) à Minsk. Ils éditent le mensuel *Lewa Marsz* (Marcher à gauche) où ils font de l'agitation en faveur de la formation en Pologne d'un parti ouvrier purement polonais, indépendant de la Comintern, capable de mener les masses contre l'éventuelle occupation soviétique. Lipski et son groupe ont une attitude hostile à l'égard du gouvernement [de Londres du général] Sikorski, même si officiellement ils le reconnaissent tout en ayant comme but la formation, après la guerre, de leur propre gouvernement. Pendant la période initiale d'organisation du PPR, Lipski tenta d'y entrer et remit même à sa disposition son imprimerie. Mais il ne fut pas admis parce qu'en 1939 il avait lancé aux anciens membres du KPP un appel pour qu'ils n'exécutent pas la décision du CE de la Comintern sur la dissolution du KPP.

On tient ces informations du Curé (Czeslaw Skoniecki) En vous les transmettant, nous vous prions de nous transmettre les matériaux que vous possédez concernant Lipski, Szczot, Zelm et l'organisation qu'ils ont créée »³.

Le 6 mars, répondant à Fitine, Dimitrov donna des informations concernant en particulier Lipski :

« Lors de son travail au KPP, il ne jouissait d'aucune autorité parmi les cadres car c'était un ivrogne et un homme moralement déchu. Certains camarades le soupçonnaient d'être un provocateur. Ses tentatives provocatrices de s'opposer à la dissolution du parti ont échoué. Pendant la guerre polono-allemande, il se trouvait

1. AAN fichier 228. 17-5, 11.

2. Le Gouvernement général comprenait toute la partie de la Pologne, dont Varsovie, Cracovie et Lvov, occupée militairement et administrée par le gouvernement nazi mais pas incorporée à l'Etat allemand.

3. « Karta », *op. cit.*, pp. 82-83. Le Curé était le pseudonyme de Czeslaw Skoniecki, du NKVD.

à Bialystok. C'est alors que la CE de la Comintern, les organisations locales du parti et le NKVD reçurent d'une série de militants polonais des dénonciations démasquant Lukasz. Selon les informations des camarades polonais, il fut arrêté au printemps 1940 par le NKVD »¹.

La revue *Lewa Marsz*, mentionnée par Fitine, sortit à Varsovie sous la direction de Teofil Glowacki² et Stanislaw Ryszard Dobrowolski. On a préservé les numéros 2-7 de décembre 1942 à décembre 1943, qui sont incontestablement de gauche, il n'y a pas d'anticommunisme, mais une critique des répressions menées par la NKVD, de la politique gauchiste de la Comintern et du « *social-fascisme* »³. Dans un article programmatique paru dans le numéro de janvier 1943, faisant un bref précis d'histoire du mouvement ouvrier polonais, en particulier du parti socialiste polonais (PPS) et du KPP, on critique la droite du PPS comme la gauche du KPP et on affirme :

« Il semblait que la tactique du Front populaire aurait pu remettre sur pied le parti communiste, quand, tout d'un coup, la Comintern l'a dissout en 1938. Officiellement sous l'accusation d'être contaminé de façon incurable par la provocation. En réalité ? Qui sait si la base de la décision de la Comintern n'était pas dans les intérêts diplomatiques du gouvernement soviétique ? Les efforts de longues années, les sacrifices de milliers de dirigeants et de militants du KPP remplissant les prisons polonaises et endurant des supplices à Berez Kartuska, tout cela a été vain [...]

Sans doute le Parti communiste de Pologne aurait élaboré son propre programme et sa propre tactique s'il n'était soumis aux ordres permanents venant d'en-haut. Le dépérissement de l'énergie révolutionnaire et la bureaucratisation organisationnelle du PPS auraient probablement conduit à l'expansion de l'influence et de l'importance du KPP et contribué à la capacité de ce parti de jouer un rôle positif et sérieux, mais les changements constants de ligne, dont la cause ne résidait pas dans les conditions locales mais dans l'appréciation de la situation internationale par la Comintern suivant presque exclusivement l'intérêt d'Etat de l'URSS, devaient exercer une influence déprimante sur les ouvriers polonais. Souvent les ouvriers

1. *Ibid.* pp. 83-84.

2. Sur **Teofil Glowacki** (1906-1971), voir plus loin, les « Réflexions... ».

3. Il y a là incontestablement des mots-clés du « trotskysme » et de l'agitation menée par Trotsky et l'Opposition de gauche contre la Comintern stalinisée. Or une lettre de Sénine à Trotsky présente Glowacki comme membre de l'Opposition de gauche en Pologne, ce qui expliquerait l'influence relevée.

communistes ne savaient pas à quoi se tenir et quelle tactique était encore en vigueur [...]

Actuellement, dans leurs combats implacables contre l'occupant, les ouvriers polonais vont devoir forger leur propre et puissante organisation de parti [...]. Ce ne peut pas être un parti dont la ligne tactique suit des zigzags injustifiés et change chaque fois tandis que les chefs sont mis un jour sur un piédestal s'élevant jusqu'au ciel et le lendemain conspués et dénigrés en tant que provocateurs.

Les masses ouvrières doivent être menées au combat pour l'indépendance et le socialisme par un parti socialiste révolutionnaire solide théoriquement, compact organisationnellement, forgé dans les combats et indépendant à l'extérieur comme à l'intérieur du pays »¹.

Il semble presque certain que cet article fut écrit par Lipski ou Glowacki, ou les deux ensemble, par ces deux communistes forts de leurs idéaux qui, malgré la répression des services secrets soviétiques, ont réussi à s'échapper – mais, comme cela fut dans le cas de Lipski, malheureusement pas pour longtemps.

Pourtant, certains membres de la direction du PPR croyant profondément et aveuglément que la politique de l'Internationale communiste et de l'URSS était juste, et condamnant toute déviation de la « ligne », même si elle ne différait guère de celle du moment du PPR, jugeaient autrement leur position.

Un dépêche envoyée le 14 février de Varsovie comportait une accusation sans équivoque :

« Ces derniers temps, de la part de Lukasz et de Szczot, qui s'efforcent d'organiser un groupe visant "à ne pas permettre l'arrivée de l'Armée russe rouge en Pologne", il y a des tentatives de diversion dirigées contre notre parti. Ils agissent en collaboration avec Glowacki, ancien rédacteur en chef de *Sztandar Wolnosci* de Minsk, membre du comité de rédaction d'une revue littéraire, *Lewa Marsz*, un personnage très fortement antisoviétique et anticominternien. Nous suivons leur activité et, en dépit du fait qu'actuellement ils ne sont pas influents, si nécessaire, nous appliquerons les mesures qui s'imposeront »².

Pourtant, dans la nuit du 19 mars 1943, atterrirent près de Wyszkow, parachutés venant d'URSS, l'ancien militant de Biélorussie occidentale Franciszek Karawacki et le radiotélégraphiste Stanislaw Rutkowski. Ils devaient renforcer le groupe d'agents de renseignement soviétiques dirigé par Czeslaw

1. *Lewa Marsz. Czasopismo społeczno-literackie*, n°3, janvier 1943, pp. 1-4.

2. AAN fichier personnel 73487 (Franciszek Karawacki), « Karta », pp. 84-85.

Skoniecki. Avant son départ, Franciszek Karawacki fut informé de l'affaire Lipski et chargé de l'éclaircir définitivement. A Varsovie il en parla avec Pawel Finder, secrétaire du CC du PPR. Finder déclara que « *Lipski Lukasz s'était présenté en candidat à l'adhésion au PPR et nous rendant une partie des caractères provenant de l'imprimerie de Czerwony Sztandar et des armes collectées en 1939 (elles se sont avérées inutiles parce que mal conservées)* ». Comme Finder avait reçu des informations venant de Skoniecki selon lesquelles Lukasz avait pris une position antiparti et était en train de former autour de lui un groupe antiparti, il a ordonné de travailler cette affaire en détail¹.

Tout le groupe de Skoniecki s'en occupa. Il se divisa sur le jugement à porter sur l'activité de Lipski. Les uns considéraient qu'il n'était pas un ennemi du parti mais exprimait seulement « une incompréhension de la politique de l'Union soviétique au moment de la conclusion du pacte de non-agression avec l'Allemagne ». D'autres affirment que Lipski menait une « activité antiparti ». Boguslav Hryniewicz aurait proposé de « *rendre Lukasz à la Gestapo en tant que prétendu secrétaire général du PPR* ». Selon le récit de Karawacki, « *Finder s'est indigné et a condamné de telles méthodes, les qualifiant d'immorales, contraires à l'éthique du parti. Mais un peu plus tard, Skoniecki me communiqua que Lipski n'avait pas été livré à la Gestapo mais liquidé. Il n'a pas répondu à la question de savoir qui avait autorisé cela et qui l'avait exécuté en prétendant que cette liquidation de Lipski était faite avec l'accord du CC du PPR* »². C'est tout en ce qui concerne le témoignage de Karawacki. Selon le récit de Wladyslaw Gomułka, alors membre du CC du PPR, dans ses mémoires, quelques jours après l'assassinat, Finder aurait dit des choses bien différentes :

« J'ai ordonné la liquidation de Lukasz. Il l'a été non parce que, après la dissolution du KPP, il lança une action de diversion contre cette décision de la Comintern [...] mais parce que, actuellement, il préparait une action de diversion contre le PPR, pour briser son unité et semer la confusion dans ses rangs [...] Finder informa de cette affaire Franek (Jozwiak) qui était d'accord avec lui et ainsi organisa l'exécution du verdict »³.

1. *Ibid*, p. 89.

2. *Ibid*. pp. 85, 88.

3. Wl. Gomułka, *pamitxnio*, II, V.

En même temps, Gomulka affirme que Lipski n'a pas rendu à l'imprimeur du KPP ses caractères au PPR comme on l'a pensé d'abord, mais qu'il les a donnés à son ancien camarade de prison de Minsk, Teofil Glowacki, éditeur de la revue *Lewa Marsz*. Au PPR, il ne rendit qu'une partie des caractères. On informa Dimitrov du meurtre de Lipski et le 9 juillet 1943, il informa à son tour Staline, Molotov et d'autres dirigeants du VKP(b) dans une lettre où l'on lit :

« Considérant qu'à travers son activité scissionniste parmi les membres du parti, ainsi qu'à travers des déclarations publiques, dirigées contre notre parti et faites dans la presse et dans des réunions, Lipski "Lukasz" s'est démasqué comme un dangereux agent du fascisme, le CC a décidé de le liquider. La tâche a été accomplie ; nous considérons qu'il ne faut pas pour le moment diffuser cette nouvelle »¹

On n'a plus mentionné Lipski dans les documents du parti jusqu'au 8 novembre 1963. Cette date figure sur la résolution adoptée sous la présidence de Roman Nowak, la Commission centrale de contrôle (CKKKP) du parti (POUP) dans un lettre où l'on peut lire :

« Après avoir pris connaissance de l'ensemble des matériaux, réalisé une série d'entretiens et étudié l'affaire, l'équipe de la CKKKP est arrivée à la conclusion que les accusations lancées en 1938 contre le camarade Lipski à propos de son attitude au moment de la dissolution du KKP, ne le disqualifient nullement en tant que communiste. Le fait qu'il n'était pas d'accord avec la dissolution du KKP et tenta même de publier un tract dirigé contre cette mesure tragique, même si cette attitude était contraire à celle de la majorité d'alors de la direction et des cadres du parti et de la conviction que le Comité exécutif de l'Internationale communiste ne pouvait prendre une telle décision. Il n'y a également aucune raison de disqualifier l'attitude politique du camarade Lipski – assassiné en juillet 1943 sous l'occupation nazie². L'équipe juge nécessaire de nettoyer l'image de Léon Lipski et de procéder à sa réhabilitation posthume ».

La réhabilitation ne pouvait changer le destin de Léon Lipski assassiné comme celui des milliers d'autres victimes de la Ejochtchina et de la Beriovtchina. L'affaire Lipski reste une tache sombre sur l'histoire du Parti ouvrier polonais et de la Garde populaire.

1. « Karta », p. 89.

2. AAA, fichier personnel 3579. Résolution de la CKKKP, 8 novembre 1963.



Réflexions sur l'affaire Lipski

On savait qu'après la dissolution du PC polonais par Staline et le grand massacre de ses cadres et militants, les trotskystes polonais, presque tous des anciens du PC, avaient lancé le mot d'ordre de refondation de ce parti assassiné et rencontré quelques approbations. Mais aucun lien n'avait jamais jusqu'à présent été envisagé avec l'affaire Lipski, même après que celle-ci ait été enfin connue.

Mais il y a Glowacki. Un homme dont un correspondant de Trotsky dit qu'il est membre de l'Opposition, qui a collaboré ou écrit seul l'article programmatique, où se sent, concrète et vivante, l'influence de Trotsky dans le début des années 30 et jusqu'au tournant des staliniens vers le Front populaire. Un homme que les bureaucrates du PC dans les documents cités par Nazarewicz décrivent correctement sur le plan politique : un homme à la gauche de la direction, très critique, mais authentique socialiste et révolutionnaire.

Jusque là, pas de problèmes. Ils commencent avec l'assassinat de Lipski. Glowacki en effet disparaît, mais pas physiquement. Il n'existe plus en tant que personnage ayant joué un rôle dans l'affaire Lipski, ni dans les documents russes cités par Jean-Jacques Marie dans ses deux articles, ni dans le gros dictionnaire biographique de Féliks Tych où il a droit à presque une page, mais pas le moins du monde en complice ou lien personnel de Lipski, lui-même non-personne.

Alors ? Il y a mystère. Ou bien Glowacki, le trotskyste Glowacki, qui existait, a été effacé pour ne pas laisser de trace aujourd'hui dans l'histoire du parti polonais. C'est une hypothèse plausible mais fragile.

Ou bien il n'y avait pas de « trotskyste » Glowacki, mais un agent qui jouait au trotskysme. A l'appui de cette hypothèse, un jeu classique des staliniens avec leurs opposants, certes, mais aussi des éléments, le fait que c'est l'agent stalinien infiltré Sénine qui parla de Glowacki à Trotsky dans une lettre de Pologne, que l'homme, qui était au premier plan dans les rapports et comptes rendus de l'époque, a disparu aujourd'hui des textes de réhabilitation comme du rappel des accusations. C'est Nazarewicz qui a repéré Glowacki, mais les documents du PC que Jean-Jacques a utilisés ne doivent guère en parler, si tant est qu'ils le mentionnent, puisqu'il n'a pas remarqué sa présence dans un document et, résumant le chapitre de Nazarewicz, laisse à son tour disparaître Glowacki...

Avouons notre incertitude. Un point cependant : vrais ou faux les « trotskystes » faisaient peur aux hommes de Staline qui tentaient de supprimer jusqu'à l'empreinte de leurs pas.

Hammami Slim

La naissance de la CGTT ¹

(CGT tunisienne)

Exclue du pouvoir, la classe ouvrière tunisienne est de ce fait pratiquement évacuée du champ de la recherche historique. En grande partie occultée – parce que le maintien de l’exploitation d’une classe passe par l’annihilation de sa mémoire –, l’histoire du mouvement ouvrier est également largement déformée, car, en Tunisie, l’histoire se veut – on la veut – un discours de légitimité du pouvoir en place.

Lutter contre cette histoire officielle en contribuant modestement à l’élaboration d’une écriture et d’une appréhension scientifique de l’histoire du mouvement ouvrier tunisien et à la (re)construction d’une mémoire ouvrière, et tenter de découvrir un passé pour comprendre le présent – et le changer –, tels sont les objectifs et les motivations de ce travail. Quant au choix du sujet, il découle du fait que la véritable histoire du prolétariat tunisien commence avec la Confédération Générale des Travailleurs Tunisiens (C.G.T.T.)

1. Concentré d'un Mémoire de maîtrise dont l'auteur, craignant de disparaître, nous a demandé de publier si nous n'avions pas de lui des nouvelles en 2001, ce qui est le cas. Nous l'avons par précaution signé d'un pseudonyme et avons un peu piégé les notes pour fragiliser les éventuels pillards.

Le syndicat des dockers

Le 13 août 1924, sur la toile de fond d'une crise sociale aigüe et d'agitation nationaliste et communiste, 2000 dockers du port de Tunis, en rupture depuis 1920 avec les syndicats européens où la relation coloniale est toujours vivace, déclenchent une grève « sauvage », revendiquant l'alignement de leurs salaires sur ceux de Marseille.

Leur mouvement s'étend à Bizerte, l'embrase, et gagne un noyau de militants nationalistes et communistes. C'est de cette rencontre dans le feu de la lutte entre les grévistes et ce noyau d'intellectuels défenseurs du prolétariat que vont naître une classe et une organisation, la CGTT. Pourquoi et comment – d'une grève confinée au port de Tunis, et tout à fait classique, voire banale en pareille saison depuis 1920 –, un prolétariat récemment issu de structures d'origine rurale, et dont plusieurs composantes n'ont jamais connu la grève ni l'action syndicale, a-t-il pu mettre sur pied une organisation ouvrière tunisienne dans une formation sociale dominée où le capital colonial français lui refuse et son identité sociale et son identité nationale ?

En ce printemps de 1924, tout concourt à l'émergence d'une poussée nationale et sociale. La crise socio-économique tout d'abord, qui partant de la campagne, favorise l'agitation communiste et crée ainsi la conjoncture type des mouvements populaires. L'immobilisme du pouvoir colonial et de ses appareils ensuite, car la répression continue sous le Bloc des gauches (la police encercle au mois de juin la Medina arabe pour faire échouer une grève des artisans), et le syndicalisme demeure l'UD de la CGT avec ses pratiques coloniales.

« Tout le monde est mécontent », écrit *L'Avenir Social*, le 13 juillet 1924, « les ouvriers tunisiens en premier lieu, car l'inflation affaiblit leur pouvoir d'achat et l'exode rural, qui charrie des milliers de déracinés dans les villes à la recherche d'un hypothétique emploi raréfie le travail. »

Reste à savoir pourquoi les dockers de Tunis ont réagi les premiers.

La grève des dockers de Tunis

Les luttes qui avaient éclaté sur les quais de Tunis avant celles de 1924, restent mal connues : la première dont nous ayons trouvé mention date de 1904.

Selon Tahar Haddad¹ et *L'Avenir Social*² les dockers, « *les champions de la grève* », depuis 1919, se mettaient en grève tous les ans, mais ces deux sources ne donnent aucune indication sur ces luttes (le nombre de grévistes, les revendications, la durée et les résultats de ces mouvements...).

La véritable histoire des dockers commence avec la grève de 1924, provoquée par la détérioration de leurs conditions de travail et de vie. Le travail est manuel, les salaires bas et l'hostilité des dockers aux machines – génératrices de chômage – expliquent sa non-mécanisation. Pénible, le travail est également dangereux, surtout parce que la main d'œuvre – récemment prolétarisée – n'est pas adaptée au travail moderne et que le patronat ne se soucie guère de sa sécurité pendant le travail. Refuge des non qualifiés, les quais attirent tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, arrivent à Tunis à la recherche d'un emploi, et ils sont nombreux dans cette conjoncture de crise sociale aigüe.

Le travail se fait. Écoutons ce vieux docker ! « *A mon âge, je suis obligé de me disputer avec des jeunes qui auraient pu être mes enfants. On se bouscule et le plus fort gagne. J'en connais qui sont morts comme ça* »³.

La pléthore de main d'œuvre sur les quais et les variations quotidiennes et saisonnières du trafic portuaire ont engendré un sous-emploi chronique. Un docker travaille en moyenne deux jours par semaines. Pour 9 ou 10 heures de travail, un docker gagne entre 12 et 14 francs. Selon un témoignage « *On travaille au plus deux heures par semaine et on ne peut pas donc gagner plus de 24 ou 28 francs, suivant que l'on travaille au quai ou à bord. Avec un pareil salaire, et le prix actuel du pain et des tomates, un docker père de famille... qui a eu une chemise neuve l'a déjà vendue* »⁴.

Même l'administration coloniale, par son budget qui falsifie les prix et réduit les besoins, avoue qu'avec 12 ou 14 Francs, une famille ouvrière ne peut pas couvrir ses besoins quotidiens. Calculé sur cet indice officiel, le déséquilibre budgétaire hebdomadaire d'une famille ouvrière varie entre 102,35 et 98,35 Frs ; 115,45 Frs si l'on se réfère à la presse communiste et nationaliste. Un travail qui

1. Haddad, *El-Oummal Ettounissiyoun*, p. 60.

2. *L'Avenir social*, 17 août 1924 (ci-après AS).

3. Hermassi, *Erl Baki*, p. 58.

4. *L'Avenir social*, 17 août 1924.

devient de plus en plus hypothétique, et une misère qui humilie et frustre, telle est donc la condition des dockers en ce mois d'août.

Comment s'en sortir ? Chercher un travail stable et mieux rémunéré ? Sans qualification, et avec la masse de chômeurs dans la capitale, les dockers sont sûrs de ne pas pouvoir en trouver. Ils sont ainsi rivés aux quais. Reste la grève.

Les dockers la connaissent et surtout, depuis leur rupture avec le syndicalisme colonial de l'UD-CGT, sont capables de la décider et de la tenir en toute autonomie, sans le concours d'un état-major extérieur, syndical ou autre. Elle est l'unique alternative : « *Comme la grève n'ajoute rien à notre misère, nous la soutiendrons comme les années passées, avec joie* », assure un docker. Au mois de juillet 1924, les dockers présentent leurs revendications aux acconiers : un salaire quotidien de 24 francs – soit un salaire identique à celui en vigueur au port de Marseille –, 50 % d'augmentation pour les heures travaillées pendant les jours fériés, 38 % d'augmentation pour le travail de nuit, paiement de 4,50 francs pour l'heure supplémentaire à l'horaire légal (8 heures).

Le 12 août, dockers, acconiers, et le directeur de la sûreté se réunissent. Ce dernier, attaquant d'emblée, jette aux ouvriers : « *Puisque vous revendiquez le salaire de Marseille, allez donc dans son port !* ».

Un docker lui répond, très politique : « *Nous avons travaillé à Marseille, et quand le travail s'est fait rare, on nous a expulsés. Aujourd'hui, je suis dans mon pays, et si les étrangers le quittent, je pourrais gagner facilement 60 francs par jour* ».

Cette réunion s'étant soldée par un échec, les dockers, réunis le lendemain à la Bourse du Travail, votent la grève à l'unanimité et créent un syndicat autonome, composé de **Béchir Boudemga et Béchir Faleh**. Cette grève survenant dans une conjoncture d'effervescence sociale et politique attire l'attention de la population de la capitale, mais surtout celle d'une intelligentsia inemployée et de quelques militants du Destour et de la SFIC renaissants. Et elle attire un intellectuel de grande classe, **Mohamed Ali**.

Les conditions de la rencontre entre Mohamed Ali et les dockers sont encore mal connues. Selon Tahar Haddad, les dockers étaient venus le voir pour lui demander son aide. Ce témoignage, ni Mohamed Ali, ni Jean-Paul Finidori ne veulent le cautionner. Finidori raconte :

« J'ai rencontré Mohamed Ali au lendemain de la réunion historique des dockers de Tunis du 13 août 1924 à la Bourse du Travail. [Il] n'était allé à la réunion des dockers que pour leur faire un exposé sur les coopératives, dans l'espoir d'être mieux compris que par les auditoires bourgeois pour qui le sort des "frères" fellahs et ouvriers, était le moindre de leurs soucis »¹.

Le 16, un comité d'action est créé. Il est composé de **Mohamed Ali, de Madani Tawfik**, (destourien) et d'**Ahmed Ben Miled** et **Ayari Moktar** deux « vieux » militants de la SFIC (Section Française de l'IC, les communistes de Tunisie).

Du 13 au 24, les grévistes se réunissent le matin au port pour confirmer le mot d'ordre de grève et le soir, à la Bourse du Travail, pour discuter des événements de la journée. « *Leur discipline, leur endurance et leur cohésion étaient parfaites* »².

Le 25, une réunion entre ouvriers et acconiers se solde par un échec, ces derniers ayant exigé la reprise immédiate du travail et le report des négociations au mois de novembre, c'est-à-dire à la fin de la campagne des exportations de produits agricoles.

La grève s'éternisant, le gouvernement colonial intervient directement pour la briser :

« Le mercredi 27, les grévistes apprenant qu'une vingtaine de travailleurs agricoles avaient été amenés par un colon pour décharger la Marsa II, s'étaient tous rendus au port pour les empêcher de briser leur mouvement. Paisibles, sous le soleil, les dockers stationnaient sur les quais, vers 10 heures, M. Campana (chef de la Sûreté) donna ordre aux agents de disperser cette foule..., et trois dockers furent blessés. Puis on fit venir la troupe qui protégea ou plutôt fit peur aux Bédouins ».

La violence gouvernementale exercée contre les dockers les rapprocha de la population de la capitale :

« Toute la population tunisoise s'est émue et la souscription rapporta depuis, plus que d'habitude ».

Le 28, la grève quitte le port et se transforme en manifestation de rue :

« Froissés dans leur dignité d'ouvriers, les grévistes [parcourent la ville] en criant : Vive la grève ! [...] A la Kasbah (siège du gouvernement) trois discours sont prononcés par Moktar Ayari, **Boudemga** et **Béchir El Faleh** ».

1. Finidori, *Batailles ouvrières*, p. 4.

2. AS, 17 août 1924.

Le Gouvernement réagit. Le 29, arrestation du comité de grève. Le 30, Campana, le directeur de la sûreté, essaie d'imposer aux grévistes une augmentation de 0,75 et de 1 franc, et devant l'échec de sa tentative, « *fait recruter d'autres briseurs de grève, qui élisent domicile, mangent, dorment, sous la garde de soldats baïonnettes au canon* ». Le 3 septembre, les dockers, « *dans une délégation reçue par le premier ministre, se voient intimer l'ordre de reprendre le travail* ». Le lendemain ils lancent un appel :

« A la population.

Voilà 23 jours que vous soutenez notre grève. 23 jours sont passés et nous n'avons employé que les moyens légaux pour défendre notre droit à la vie. Le gouvernement nous avait déclaré qu'il observait la plus stricte neutralité dans cette lutte entre nous et les sociétés d'acconage. Mais ces promesses n'étaient en réalité qu'hypocrisie et mensonge. Non seulement il a la troupe au service des compagnies pour protéger les briseurs de grève, tout en cherchant par des manœuvres criminelles à nous provoquer et à semer la discorde parmi nous, mais aussi il procure aux compagnies la main-d'œuvre nécessaire pour tuer la grève et nous tuer.

[Même le bey nous a ordonné de nous soumettre à la volonté du Gouvernement et des acconiers, même le bey nous ordonne de mourir de faim.] Vous tous, qui nous avez aidés jusqu'à présent, nous vous faisons juges de la situation.

Contre ce Gouvernement qui peut nous faire mourir de faim, nous sommes décidés à défendre le pain de nos enfants, dût-il nous coûter la vie.

Nous espérons que vous resterez toujours avec nous contre des affameurs de l'humanité. »¹

Par solidarité avec les dockers, les boutiques de la Médina ferment, et la grève semble sortir de son cadre corporatif pour devenir, en englobant les artisans, un large mouvement de contestation socio-national.

Ceci pourrait expliquer la détermination du pouvoir colonial à la briser au plus vite. Le 5, la police fait évacuer les quais par la force pour faire travailler la main-d'œuvre racolée. Les dockers résistent, et « *cinq d'entre eux sont appréhendés et condamnés le lendemain matin à deux, trois et quatre mois de prison* »². Le 6, Campana séquestre les deux délégués syndicaux, fait ramasser par la police tous les dockers retrouvés dans les rues de la capitale, et impose à

1. Finidori, *op. cit.* pp. 11-12.

2. *Ibidem*, p. 11.

tout le monde cet « accord » : journée légale fixée à 8 heures ; un franc d'augmentation ; 2,35 Frs pour l'heure supplémentaire ; 4,70 Frs pour l'heure de nuit ; une indemnité de déplacement fixée à 2,50 Frs ¹.

La répression et l'usure de la grève (24 jours) expliquent la reprise du travail dès la signature de l'accord. Quel bilan tirer de ces vingt-quatre jours de luttes ?

Certes, sur le plan strictement corporatif, la grève s'est soldée par un maigre succès matériel. Mais, sur le plan syndical, elle a permis de cimenter la cohésion des dockers autour de leur syndicat autonome et du prolétariat d'action, et d'évincer l'UD des quais et des luttes du prolétariat tunisien.

Et enfin, sur le plan social, elle a servi de détonateur aux grèves de Bizerte
« En se mettant en grève, les dockers de Tunis ont montré la voie aux ouvriers de Bizerte pour sortir de leur misère et pour rompre avec leur apathie ». ²

Les nouvelles des luttes de Tunis arrivent à Bizerte et suscitent un élan de solidarité ouvrière. Partie du port où travaillent des dockers sous-employés et sous-payés, la grève a gagné les grands chantiers sur lesquels peinent des gueux :

L'Avenir Social enquête sur les quais :

« On ne débarque et embarque au port de Bizerte que quelques centaines de tonnes de marchandises par semaine. Ces tonnes de marchandises sont enlevées sur les chargements de certains bateaux qui passent à Tunis ou à Alexandrie de sorte que les dockers travaillant aujourd'hui deux heures sur ce bateau, demain, quatre sur cet autre, et ils sont payés à l'heure, à raison de 25 sous.

Vous voyez d'ici combien gagne un docker bizertin par jour : 5 francs s'il travaille 4 heures, mais souvent il ne les touche pas en entier. Le caporal, c'est-à-dire le chef d'équipe, homme de la compagnie payé au mois, prend là-dessus un dime de 20 ou 30 sous. Et le docker ne peut rien dire parce qu'il risque de n'être plus embauché.

Et comme à Tunis, quand un bateau ne rentre pas du tout, les dockers attendent et ces heures ne sont pas dédommagées » ³.

Avec ce salaire de 5 francs par jour, la misère est présente dans tous les foyers ouvriers, et elle pousse à la lutte. Le 15 août, les 115 dockers de Bizerte se mettent en grève et présentent aux acconiers ces deux revendications : un

1. Haddad, *op. cit.* p. 131.

2. AS, 24 août 1924.

3. *Ibidem.*

salaires quotidiens de 13 francs ; la fixation de la journée de travail à 8 heures. Les acconiers refusent de négocier, la grève continue et s'étend à d'autres activités.

Citons la grève des tuileries de Menzel-Djemil. Les grèves de Mersant, de Djebel-Karouba, des charretiers de Sidi-Ahmed, des minotiers de Bizerte. Toutes se heurtent à un refus de toute négociation de la part du patronat, probablement à l'instigation de la Résidence Générale, les grévistes – qui se connaissent bien, habitent les mêmes quartiers, fréquentent les mêmes cafés, et qui, souvent, ont des liens de parenté¹ – décident d'unir les divers comités de grève en un *Comité Général de grève* (CGG).

Le soutien du Destour et de la SFIC, et la poussée gréviste de Bizerte ont permis au comité d'action de Tunis de ne pas se disloquer avec la fin de la grève des dockers qui l'a fait naître. Faisant la jonction entre les grévistes de Bizerte et les ouvriers et les artisans de Tunis, le comité d'action, aidé par le comité général de grève et le syndicat unitaire de Bizerte, collecte et distribue les fonds de soutien aux divers comités de grève, et multiplie les réunions avec les grévistes :

« Mohamed Ali dispense chaque jour aux grévistes de véritables cours de syndicalisme et d'économie politique, et les réconforte dans la voie qu'ils ont choisie pour rompre avec leur misère et pour accéder à la dignité de producteurs de richesses »².

Ainsi, en aidant moralement et matériellement les grévistes, le comité d'action a pu s'insérer dans leur mouvement et le diriger.

Le massacre du 11 septembre

Les événements se succèdent rapidement. Le 9, le comité de grève de la briqueterie de Menzel-Djemil est emprisonné. Le 10, sans succès, Campana intimide les grévistes de Bizerte afin de les forcer à reprendre le travail. Le 11, c'est le massacre. *L'Avenir social*, Finidori et Haddad donnent le film des événements.

En bon policier, Campana cherche à rompre l'unité des grévistes par la destruction du comité général de grève. Il veut pour cela corrompre son premier

1. Haddad, *op. cit.* p. 123.

2. *Ibidem*, p. 128.

responsable, Khmiri. Après avoir pris contact avec les patrons, il fait mander Khmiri :

« Pourquoi, toi, fils de famille, t'occupes-tu des ouvriers ? Mais tu n'as rien à faire avec ces gens là... Ils te donnent 300 francs par mois ? Je m'engage à te verser cette mensualité jusqu'à la fin de l'année si tu consens à t'absenter de Bizerte 4 ou 5 jours. Mais avant de t'éloigner d'ici, tu vas convoquer tes camarades et tu leur recommanderas de reprendre le travail. Nous sommes d'accord ? »¹

Khmiri n'est pas d'accord et informe ses camarades. Il est reconvoqué par Campana. A partir de 9 heures, les grévistes mis au courant se rendent à la permanence pour s'informer. 10 heures, 11 heures, Khmiri ne sort pas. Il y a foule aux abords du Commissariat. Séquestration ?

C'est attaquer en même temps un symbole ouvrier et un symbole nationaliste. Et aux grévistes se joint une grosse partie de la population. On proteste contre la séquestration de Khmiri. Le temps s'écoule lentement et la tension monte. Soudain Khmiri apparaît, il est dans l'auto de Campans. Elle est entourée, soulevée, les roues tournent à vide. Khmiri est de retour à la permanence.

Toute la ville arrive en renfort, et une véritable révolte coloniale commence :

« M. Campana fait arrêter 4 ou 5 immobilisateurs de l'auto et un orateur indigène qui proteste contre l'attitude gouvernementale et crie au scandale. En même temps, il fait appeler la troupe et donne l'ordre d'évacuer les alentours du commissariat. Il est 5 heures. La foule proteste. Campana ne cède pas. Ses ordres deviennent plus impérieux, des soldats jouent des crosses, la police des poings et des pieds. Aux environs du commissariat des tas de caillasse destinée à l'empierrement de la route. Les manifestants s'en font une arme. Campana ne recule pas. Il fait arrêter à tour de bras et emmener en prison. »

Deux militants communistes interviennent :

« Juché sur les épaules d'un camarade, Ahmed Ben Miled recommande aux manifestants de ne pas répondre aux provocations gouvernementales...[et de ne pas bouger avant que Khmiri soit libéré.] »

1. Finidori, *op. cit.*, p. 13; Haddad, *op. cit.* pp. 121-122.

Un camarade français, le citoyen Bec, après Ben Miled, dit que le droit de grève est sacré et critique la partialité gouvernementale. Campana trépigne la rage.

« “Dites aux manifestants que si dans cinq minutes ils ne sont pas dispersés, je donnerai l’ordre de tirer” [...] Les cinq minutes sont écoulées, la foule ne bouge pas. “Feu” rugit notre directeur de la Sûreté Publique. Et sur une foule désarmée pleut une grêle de balles et de coups ».¹

Bilan : deux morts, le docker **Youssef Ben Mohamed** et le vieillard **Larbi Ben Mohamed**, une quarantaine de blessés, et l’expulsion en France de Khmiri.

Par solidarité, les dockers de Tunis manifestent devant la Résidence Générale, et les ouvriers bizertins participent massivement aux funérailles des martyrs du 11 septembre. Les condamnations du massacre se succèdent. Malgré la répression et en partie grâce à elle, la lutte continue : Tahar Ben Salem remplace Khmiri à la tête du CGG, les ouvriers de Mersent, qui avaient repris le travail le 11, reprennent la grève le lendemain et le soutien de la population aux grévistes augmente.

Le retour au calme

Finidori écrit :

« L’assassin Campana disparaît de Bizerte. Ouvriers et patrons demeurent face à face. Tour à tour, les uns et les autres cèdent. Les ouvriers n’obtiennent pas satisfaction complète quant aux salaires, quoique des améliorations soient partout de beaucoup supérieures à celles que proposait Campana mais une victoire que tous les grévistes remportent, c’est le respect de la journée de huit heures.

Les plus durs à la détente sont les acconiers. Cependant, le 30 septembre, sur l’intervention de la chambre de commerce, les propositions suivantes sont faites aux grévistes : 1,50 Frs l’heure à quai ; 1,75 Frs à bord et respect des huit heures. Les jours fériés, fêtes arabes comprises : majoration de 50 %. Les dockers acceptent, mais menaçant de remettre çà si les camarades emprisonnés pour faits de grèves ne sont pas bientôt remis en liberté et si l’expulsion de Khmiri n’est pas rapportée »².

Quand le « Caïd » interrompt sa cure et revient précipitamment de... Vichy, il y découvre avec stupeur que sa ville à énormément changé : les

1. *Ibidem*.

2. Finidori, *op. cit.*, p. 12.

grévistés refusent d'obtempérer à ses ordres et exigent de lui un ton respectueux, et Bec « viole » son bureau et lui signifie que les ouvriers ne sont plus le troupeau corvéable à merci des années précédentes. Oui ! Bizerte a changé. Car une classe y est née dans et par la lutte, au terme d'une lente et complexe genèse. Finidori, présent à Bizerte, fait un récit vivant de la journée qui a vu naître la classe ouvrière Tunisienne :

« Le 5 (octobre), la classe ouvrière célèbre sa victoire et le retour de Khmiri. Ce jour-là, par le train de 4 heures, une délégation composée d'ouvriers de différentes corporations arrive de Tunis, accompagnée de la troupe musicale "La Musulmane". Tout Bizerte ouvrier est massé devant la gare. Accueil enthousiaste. Et le cortège se forme. La manifestation parcourt la ville en tous sens, sous les yeux de la population sympathisante. C'est la conquête de Bizerte. Le soir c'est la fête. Elle dure jusqu'à 3 heures du matin, dans l'immense patio, admirablement aménagé, d'une maison arabe.

Les morceaux choisis de "La Musulmane" ne feront pas s'endormir sur leurs lauriers. L'accalmie dont paraît bénéficier le mouvement ouvrier arabe doit être mise à profit. Il faut que ce mot d'ordre soit bientôt une réalité. Et c'est au cri de "Vive la CGTT !" que l'on se sépare. Et, pour bien montrer que les ouvriers n'oublieront pas le sang versé pour leur cause, une délégation, à la tête d'une foule imposante, ira déposer une couronne de fleurs sur la tombe du docker Youssef Ben Ali »¹.

La naissance de la Confédération Générale des Travailleurs Tunisiens

Selon Tahar Haddad, la décision de fonder une centrale syndicale Tunisienne a été prise le 3 septembre par le comité d'action, au terme de plusieurs débats au cours desquels deux tendances s'étaient affrontées. La première, favorable à la création d'une CGTT, était animée par deux nationalistes : **Mohamed Ali et Madani Tawfik**.

Haddad, présent à ces débats, reproduit dans *El Oummal* l'argumentation utilisée par Mohamed Ali :

« La rupture avec l'UD existe déjà de fait, car les ouvriers tunisiens l'ont quittée depuis longtemps à cause de ses pratiques coloniales. La création d'une confédération tunisienne est légitimée par l'existence d'une nation tunisienne. La

1. *Ibidem*, p. 13.

CGTT tunisienne aura des liens avec l'Internationale et sera internationa-liste ; et les ouvriers européens qui l'accusent de xénophobie n'auront qu'à y adhérer pour mettre à l'épreuve son internationalisme. »¹

Le courant hostile à la création d'une centrale syndicale tunisienne est animé par les deux communistes Ben Miled et Ayari Moktar. Ce dernier, s'adressant aux militants présents, déclare :

« Votre séparation de l'UD vous privera du soutien de 25 millions d'ouvriers. En revanche, votre organisation en syndicats doit vous inciter à adhérer à l'UD Les principes des ouvriers sont internationalistes, et il n'est pas possible de vous isoler dans l'action. Je ne crois pas que la nation tunisienne que vous évoquez avec amour accorde la moindre valeur à votre travail. Si jamais elle pense à vous, c'est pour mépriser en vous le travail que vous accomplissez et les vêtements grossiers que vous portez... »

Le sens de ce débat

Notons tout d'abord que la position d'Ayari ne résulte nullement d'un sentiment de fidélité à l'UD : il s'est opposé dès 1921 à ses pratiques colonialistes, et il en a été exclu l'année suivante après avoir essayé de mettre sur pied un syndicat unitaire des tramino-ts de Tunis. Nous pensons que ce débat reflète les contradictions entre une démarche nationaliste et une démarche communiste. Ayari finit par se rallier à la tendance de Mohamed Ali car la SFIC a décidé d'appuyer la création d'une centrale syndicale tunisienne et fait exclure Ben Miled de ses rangs pour avoir persisté.

Ainsi, les premiers syndicats tunisiens voient le jour. Le 14, 200 dockers de Tunis votent l'adhésion de leur syndicat à la CGTT. Le 15, le CGG de Bizerte se transforme en une « *Union Régionale, composée de neuf syndicats, et régie par les statuts internationaux, ne faisant aucune distinction de race ou de religion* ».

La rupture avec l'UD de la CGT, dirigée par **Joachim Durel**, fidèle de **Léon Jouhaux** et colonialiste convaincu, est ainsi consacrée, et celle-ci réagit violemment et appelle le Gouvernement à la répression :

1. Haddad, *op. cit.*

« La CGT tunisienne est née de l'agitation nationaliste à laquelle les communistes donnent leur appui dans le but de susciter des troubles et de provoquer des soulèvements anti-européens. Il y a danger de guerre »¹.

Le 18, La FST publie un article intitulé « *La mauvaise besogne* » et dans lequel elle dénonce « *la CGTT, création des nationalistes et des communistes* » et invite « *les ouvriers tunisiens à rejoindre l'UD où s'effacent les rivalités nationales et raciales* »². La CGTT lui répond le lendemain par un tract dans lequel elle affirme qu'elle est « *un syndicat réellement tunisien qui sera affilié à l'Internationale ouvrière, et qui ouvre grand ses portes à tous les ouvriers sans distinction de races ni de religions* »³.

Le congrès constitutif de la CGTT

L'affrontement est cependant inévitable dans la mesure où la CGTT ne peut pas ne pas se voir opposer des interdictions qui empêchent son développement. Son intervention et sa campagne d'organisation dans les mines, qui est avant tout l'œuvre de Mohamed Ali, va allumer la colère et la volonté d'en finir. Les dirigeants CGTT sont expulsés de la zone minière. L'expulsion de Mohamed Ali, Khmiri et Ayari, de Metlaoui et de Mateur avait amené la CEP de la CGTT à tenir « *un meeting intercorporatif pour protester contre les brimades dont avaient été l'objet les propagandistes syndicalistes* »⁴ et pour « *faire participer la masse des travailleurs à l'élaboration d'une action commune pour défendre la CGTT contre le gouvernement* »⁵.

Le 31 décembre, jour fixé pour la tenue du meeting, les ouvriers tunisiens trouvent la Bourse du Travail fermée sur ordre de la direction de la Sûreté, et la police leur notifie que la réunion est interdite. La CEP, ne voulant pas donner au meeting un aspect illégal pouvant justifier des actes répressifs de la part du Gouvernement, propose, faute de local, de renvoyer ce meeting à une date ultérieure ; mais cette proposition déclenche « *une protestation unanime de tous les prolétaires présents qui affirmèrent immédiatement leur volonté de se réunir*

1. AS, 5 octobre 1924.

2. *Tunis socialiste*, 18 octobre 1924.

3. Texte dans Boubaker Azaiez, *Tels syndicalistes, tels syndicats*, Tunis, 1980, p. 75.

4. AS, 4 janvier 1925.

5. Haddad, *op. cit.* p. 183.

quand même et de manifester et plus de 3000 travailleurs parcourent les rues Al-Djazira, des Maltais, Bab Souika jusqu'à la place Halfaouine aux cris de "Vive le syndicat ! Vive la CGTT" !»¹.

Occupant la place Halfaouine, les ouvriers décident d'y tenir un meeting. «*Tour à tour, Mohamed Ali et Ganouchi prirent la parole pour dénoncer les agissements du Gouvernement*»; «*quand Mohamed Ali demanda aux travailleurs de dire si, malgré le Gouvernement, ils étaient toujours décidés à s'organiser dans la CGTT, il lui fut répondu par des acclamations*»².

A la suite de ce meeting, la CGTT décide d'envoyer ce télégramme de protestation au Bey, au Premier Ministre, à Herriot, et à la CGTU :

«*CGTT, avide de relèvement social proteste contre action agents Gouvernement empêchant réunions syndicales, ordre purement économique, et expulsant des localités délégués ouvriers. Attire votre attention sur procédés intentionnels et contradictoires décrets 1905. Notons que délégués syndicalistes de toutes colonies étrangères jouissent de toutes libertés. Est-ce que nous ne sommes pas chez nous ou nous ne sommes pas des êtres vivants*»³.

Profitant de l'isolement politique et social de la CGTT (on est loin maintenant des manifestations qui drainaient une fraction notable de la population de la capitale) le Résident Général est maintenant plus que jamais décidé à réprimer le mouvement syndical Tunisien :

Le 1er janvier, il écrit à Herriot :

«*J'ai donné pour instructions qu'aucune manifestation due à l'initiative de la CGTT ne devait être autorisée, quelle que fut l'étiquette corporative sous laquelle les organisateurs pouvaient la faire présenter*»⁴.

Le 5, la police perquisitionne au domicile de Finidori, à l'imprimerie de *L'Avenir social* et aux bureaux de la CGTT «*sous prétexte de s'assurer qu'il n'existait pas de relations entre le mouvement ouvrier Tunisien et Moscou, voire Berlin*»⁵. Et le même jour, pour cultiver l'amalgame, la police perquisitionne à la demeure de Madani.

1. AS, 4 janvier 1925.

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*

4. cité dans Kraiem, *op. cit.*, p. 583.

5. AS, 11 janvier 1925.

La CGTT, forte de la détermination de ses syndiqués à continuer la lutte, décide de réunir le 11 janvier un meeting au domicile d'un ouvrier, la Bourse du Travail lui étant interdit. Le 11, la police informe Mohamed Ali que la réunion projetée est illégale, car aucune autorisation ne lui a été accordée par la direction de la Sûreté publique¹.

Mais les ouvriers sont déjà réunis, et n'ont voulu quitter le lieu qu'après avoir eu l'assurance de la police que, le lendemain, la Bourse de Travail leur sera ouverte.

Le 12, ultimatum de Campana à Mohamed Ali :

« Vous devez considérer que la Tunisie est une partie intégrante du territoire Français comme l'est Marseille. Par conséquent, il n'est pas question de tolérer l'existence d'une centrale syndicale tunisienne. Je vous donne huit jours pour rejoindre l'UD et je me chargerai de faciliter votre adhésion »².

L'unité organique entre le Gouvernement colonial et l'UD est manifeste dans ce discours, et contre ces deux forces, la CGTT est plus que jamais décidée à lutter.

Elle entame une grande campagne de propagande et de mobilisation : en quatre jours, sept syndicats naissent et viennent la renforcer ; et elle décide d'autre part de tenir son congrès le 19 du mois. Le 16, elle fait distribuer ce tract, et le texte reflète la radicalisation du mouvement.

« Aux prolétaires

La confédération générale Tunisienne du travail est menacée dans son existence par le Gouvernement, Depuis sa création, il lui a voué une haine mortelle. Vous connaissez déjà les ennuis qu'il nous causés ; les illégalités qu'il n'a pas craint de commettre pour nous empêcher des idées syndicales. Expulsion de nos propagandistes des localités de l'intérieur, procès verbaux pour réunions soi-disant politiques, alors que nous ne donnions que des réunions corporatives ; refus catégoriques d'autorisation de nos réunions à la maison des syndicats pour discuter de nos intérêts corporatifs, pendant que les délégués de la confédération de Durel ont toutes les facilités possibles et imaginables de donner des réunions. Et enfin perquisitions chez notre secrétaire général et dans les bureaux de notre centrale.

Nous avons déjà répondu comme il convenait aux brimades gouvernementales. Et, vous, prolétaires, qui avez été témoins de nos manifestations dans la rue, vous avez

1. Haddad, *op. cit.*, p. 135.

2. *Ibidem*.

pu juger avec quelle dignité ont toujours été conduites, avec quel calme, bien qu'avec énergie, nous avons témoigné notre mécontentement pour la violation des droits les plus élémentaires que, dans tous les pays, la Tunisie exceptée, on reconnaît aux travailleurs. Néanmoins, nous ne sommes pas plus avancés. Au contraire, au cours d'une discussion à la Direction de la Sûreté publique où notre secrétaire général avait été convoqué, lundi 12 janvier, M. Campana devant le dégoût témoigné par notre camarade pour ses offres de service tendant à faciliter notre entrée à la CGTT de M. Durel, a osé fixer un délai de huit jours pour notre dissolution.

L'homme des affaires de Bizerte, dans lesquelles nous avons perdu deux de nos frères, a eu l'audace de nous fixer un tel ultimatum.

Prolétaires, nous vous faisons juges de la situation. Conscients de notre droit à la vie, conscients de notre déchéance inévitable comme celle de nos enfants si nous ne réagissons pas, nous sommes plutôt décidés à marcher ferment vers notre but dans les limites de la loi, qu'à nous soumettre à la volonté d'un messager qui nous prêche la honte.

Contre une masse désarmée, la tâche du Gouvernement sera facile, mais toutefois nous ne prenons pas la responsabilité de ce qui pourra advenir si on nous empêche d'exercer un droit que le Gouvernement français même proclamait sacré, il y a à peine quelque mois. Nous ne voulons plus être considérés comme du vil bétail mais comme des producteurs de richesses et en cette qualité nous voulons que l'on reconnaisse notre droit à prendre telle une forme d'organisation qui convient le mieux à nos intérêts.

Vive la CGTT ! »¹

Le 19, comme prévu, 3000 ouvriers s'entassent le matin dans le local exigu du Foundouk-el-Hairia. **Mohamed Kabadi**, du syndicat des chéchias, ouvre la séance et l'appel des délégués de l'intérieur. Etaient présents les syndicats des dockers de Tunis, Bizerte, Sousse, et Sfax ; et les cheminots de la compagnie Sfax Gofsa.

Prenant la parole, Mohamed Ali fit son dernier cours de syndicalisme, mais son exposé fut cependant interrompu par l'arrivée d'un policier qui déclara la réunion dissoute, puis, devant la volonté manifestée par les ouvriers de continuer leur congrès, se contenta de dresser un procès verbal et d'attendre dans un coin la fin de la réunion et il a pu assister à un cours de syndicalisme que paracheva le docker **Bechir Faleh**².

1. Haddad, *op. cit.*, p. 135.

2. Finidori, *op. cit.* p. 17.

Le même jour, la CGTT « mobilise plus de 3000 ouvriers à Sfax qui allèrent entendre Moktar Ayari, délégué à la propagande, faire le procès de l'impérialisme et montrer que le syndicat est le meilleur moyen de le combattre. A la fin de la réunion, ils décident d'adhérer à la CGTT et font appel à leurs camarades européens de se joindre à eux pour la défense des intérêts moraux et économiques des travailleurs. »¹

Le 20, les statuts de la CGTT sont votés et une commission administrative est élue. Pourtant le congrès ne décide ni de l'Internationale à laquelle la CGTT sera affiliée – le principe de l'adhésion à une Internationale étant acquis depuis le débat avec Jouhaux – ni n'élabore une doctrine ou du moins un programme d'action pour la confédération. Pourquoi l'occultation de ces deux questions ? Nos principales sources sont muettes à cet égard. Cependant, nous pensons que le caractère « illégal » du congrès a réduit les débats au strict minimum, et aussi le souci des congressistes d'éviter des dissensions éventuelles entre les communistes et les nationalistes de la CGTT pourraient expliquer le fait que ces deux questions soient laissées en suspens.

Légitimée par la volonté de ses militants, la CGTT existe maintenant officiellement. Sa création est l'expression matérielle de l'affirmation d'une spécificité ouvrière tunisienne au sein du prolétariat multinational de Tunisie et au sein de la nation tunisienne.

Cette affirmation de soi a mûri lentement au sein de la classe ouvrière tunisienne, et a été déterminée par l'accumulation quantitative d'une série d'expériences collectives et individuelles qu'elle a été amenée à faire au contact du salariat européen, à l'usine et au syndicat, et où la relation coloniale était presque toujours présente, d'une part ; et d'autre part, au contact du Destour, qui a contribué à l'affirmation de son identité nationale, mais qui, en refusant de prendre en charge ses intérêts spécifiques et en la lâchant en pleine lutte, lui a permis de rompre avec son ennoïement dans la nation dominée et d'émerger en tant que classe.

La grève des dockers a permis ce saut qualitatif qu'est la création dans ce congrès du 18 janvier d'un cadre organisationnel permanent et unificateur du prolétariat tunisien, qui va pouvoir offrir par sa médiation « *un front puissant et*

1. AS, 25 janvier 1925.

permanent à l'exploitation coloniale. Il ne serait bientôt plus possible de pratiquer nulle part un salaire de 70 centimes de l'heure. Or cela, il fallait à tout prix l'empêcher »¹.

En effet, le danger que constitue pour le capital colonial l'existence d'un syndicalisme tunisien autonome, en rupture avec le syndicalisme intégré et colonial de l'UD, n'est que par trop manifeste pour qu'il ne s'inquiète pas (neuf longues et dures grèves en moins de six mois) et pour qu'il ne fasse pas appel au Gouvernement pour l'enrayer :

« La CGTT est patronnée d'une part par des communistes, ennemis avérés du protectorat et initiateurs de tous les mouvements de révolte ou de séparatisme ; et d'autre part, par des nationalistes exaspérés [...] Les uns et les autres vont enrégimenter de pauvres bougres ignorants qu'ils exciteront et pousseront à des actes regrettables... Il faut barrer la route par des mesures de répressions. DE REPRESSION ! OUI ! J'ai assez développé mes idées sur l'urgence de ces mesures »².

Le combat continuait.

L'épreuve de force

A peine née, la CGTT traverse une période dure où elle ne survivra pas. Il s'agit en effet d'une véritable épreuve de force contre la bourgeoisie locale, agissant comme groupe de pression auprès de la Résidence. Deux grèves la marquent, celle de la société des Thermes de Hammam-Lif dont le principal actionnaire **Jean-Baptiste Curtelin** est aussi président du conseil d'administration de la *Dépêche tunisienne*, et par elle, lié à l'évêché de Tunisie. L'autre à Potinville appartient au même évêché, avec un grand domaine agricole et une usine de chaux. Salaires de misère, conditions de vie précaires, dans des cahutes sans air ni lumière, surpeuplées. Dans l'une et l'autre, les travailleurs attendent leur salut de la CGTT à qui ils ne peuvent pourtant même pas écrire, dans le cas des derniers.

La direction de la CGTT hésite. A la CE, deux positions s'affrontent ; les uns pensent que l'on ne peut pas engager la confédération dans un combat perdu

1. Louzon, *RP*. novembre 1925.

2. *La Liberté*, citée par Kraiem, *op. cit.*, p. 570.

d'avance du fait de la puissance de l'adversaire, l'autre soutient que, si la CGTT n'aide pas les gévistes, elle perdra toute signification aux yeux de ses adhérents.

C'est la deuxième qui l'emporte. Un comité de grève est désigné pour diriger la grève de Hammam Lif : **Daklaoui Mohamed, Ben Salem Tahar, Mohamed Ben Miled et Tahar Djebali**. La répression se déchaîne ; menace d'expulsion contre les grévistes italiens, expulsion des familles des gourbis où elles sont logées. Les indigènes continuent seuls, vivant de solidarités individuelles : effrayé, le Destour a interdit à sa boutique d'aider le mouvement. Il s'en suit un conflit violent entre Italiens et Tunisiens. *La Dépêche* interpelle :

« Il importe, écrit-elle, d'en finir avec le système de temporisation et de faiblesse qui conduit ce pays au désordre et à la ruine »¹.

A Potinville, la grève s'étend à d'autres domaines agricoles et inquiète les colons italiens et français. Un journal italien dénonce « *les éléments musulmans dressés (sic) dans les milieux marxistes et communistes* »². *La Tunisie française* écrit qu'il faut « *interdire la CGTT ou ce sera l'apocalypse de la race européenne en Tunisie* ».

La Résidence écrit au Quai d'Orsay pour mettre l'accent sur « *le rôle de l'agent du communisme international [...] décidé à faire couler le sang pour arriver à l'indépendance [...] mentalité nouvelle due aux agissements de Mohamed Ali et du Destour* »³.

L'agonie de la CGTT

La bourgeoisie coloniale veut en finir avec la CGTT. Lucien Saint envoie à Herriot un lourd dossier policier. Le 3 février, le chef du Cartel des Gauches donne le feu vert au Résident général pour décapiter la CGTT et la SFIC : « *Je vous laisse agir selon l'opportunité et je vous couvrirai* »⁴.

Le 5 février, **Mohamed Ali, Finidori et Ayari Moktar** sont arrêtés pour « *complot contre la sûreté de l'Etat* ». Terrorisés, les ouvriers se taisent, Socialistes et destouriens s'écrasent. L'après-midi, nouvelles arrestations, **Mahmoud El Kabadi, Mohamed Gannouchi, Ali Karoui**, sont arrêtés à leur

1. *La Dépêche tunisienne*, 27 janvier 1925.

2. *L'Union*, 27 janvier 1925.

3. Mustapha Kraiem, *op. cit.*, pp. 588-591.

4. Citée par Claude Liauzu, *Naissance*, p. 661.

tour. Les grévistes reprennent le travail, avec des salaires abaissés. Les condamnations à la prison pleuvent sur les syndicalistes. Le plus lourdement frappé est Finodori, un an de prison.

Bientôt c'est le procès « *du troupeau qui demande la lune* ». Cette fois les dockers sont venus manifester. L'acte d'accusation explique doctement qu'il s'agissait d'un complot et que les grèves étaient le départ de l'insurrection. Ils sont condamnés à des peines de bannissement allant de six mois à un an pour les plus importants.

Conclusion

Partie des quais, la grève des dockers de Tunis a gagné et embrasé Bizerte, créant l'événement d'où émergent une classe, une organisation et un projet historique. Emergence éphémère pourtant. Pourquoi ? Bien sûr, la répression coloniale est très dure et systématique contre les militants ouvriers, mais ce n'est qu'une partie de l'explication car on verra défiler en 1925, dans les rues, des manifestations de soutien au Destour ou aux Rifains.

C'est que la classe s'ennoe de nouveau dans la nation et que la conscience ouvrière naissante disparaît devant la conscience nationale et arabo-musulmane. Les antagonismes sociaux s'effacent devant les nationaux. Ajoutons que la période qui a vu naître la CGTT est celle qui a vécu le reflux de la révolution prolétarienne dans le monde.

Mais les temps changent et il est légitime de penser que l'échec des forces ouvrières de changement en Tunisie en 1925 ont constitué seulement une des premières phase d'un combat qui se poursuit.



Annexe : Quelques éléments biographiques

MOHAMED ALI

Il est né en 1894 à El-Hamma, petite oasis du sud, dans une famille paysanne. Au début du XX^e siècle, comme beaucoup d'autres familles du sud chassées par la misère, sa famille émigre à Tunis.

A quinze ans, il devient portefaix au consulat d'Autriche, et s'initie à partir de ce moment aux langues européennes et à la mécanique. En 1911, la guerre Italo-Libyenne éclate et cet événement va changer le cours de sa vie.

En effet, il fait la rencontre d'Enver Pacha, l'envoyé du Calife Ottoman pour diriger la résistance Libyenne, et devient son chauffeur. Il le suit quelques mois plus tard en Turquie, où il s'installe pendant la grande guerre, et assiste, au retour de la paix, au démembrement de l'empire Ottoman et à la fin de quatre siècles d'histoire musulmane.

En 1921, ils s'inscrivent à la Humboldt Universität de Berlin où il suit, pendant dix huit mois, des cours d'économie politique, de politique coloniale et d'histoire du mouvement ouvrier. En 1924, il rentre en Tunisie, nanti, selon la légende officielle, d'un doctorat es-sciences politiques.

« *Décidé à servir mon peuple* », comme lui fait dire son ami Haddad, il s'entoure de quelques jeunes nationalistes et, ensemble, ils s'attellent à mettre sur pied des coopératives économiques destinées à « *relever la situation socio-économique de la nation tunisienne* ».

« L'association de coopération économique » voit ainsi le jour en juillet 1924, ses statuts sont votés, mais reste son financement.

La fraction aisée des souks est réfractaire à ce projet, et l'apport financier des petits artisans reste insuffisant. C'est ce qui amène Mohamd Ali et ses compagnons à aller quérir le soutien matériel des ouvriers.

La rencontre se fait à la Bourse du Travail avec les dockers en grève, et c'est la conversion au syndicalisme pour des hommes que rien ne préparait à devenir des militants ouvriers. La conversion de Mohamed Ali est rapide autant que totale : « *Il s'est mis au service des grévistes et les a servis jusqu'à l'abnégation* ».

Lutteur infatigable, « *il est le premier à arriver aux réunions et le dernier à les quitter* », et véritable contre-type du dirigeant destourien, aristocrate et habitué aux discussions avec les hommes de sa classe dans des salons à la mesure de son *standing*, « *il cherche à discuter avec les gens du peuple n'importe quand et n'importe où, sur les trottoirs, dans les cafés et dans les échoppes.* »

Issu du peuple, meneur d'hommes, persuasif, voire charismatique, Mohamed Ali a pu mobiliser et souder l'unité de plusieurs centaines de

militants ; qualités qui lui ont permis de devenir le premier secrétaire général de la première centrale syndicale nationale du Maghreb. Banni en 1925, après avoir échoué dans sa tentative de rejoindre le Rif révolté, il s'installe en Arabie Saoudite, où il meurt en 1928 dans un accident de voiture.

AYARI MOKTAR

Il est né en 1887, dans une famille paysanne, poursuit des études primaires, mais quitte l'école très vite pour travailler. Tour à tour coiffeur, gardien et tramino, il est mobilisé en 1914 et obtient la croix de guerre.

Les horreurs de la guerre, la fraternité des tranchées et sa propre expérience de l'exploitation capitaliste et coloniale l'amènent à rejoindre la SFIC dès sa naissance. La compagnie des trams le licencie en 1921 pour ses activités politiques et syndicales, mais il garde cependant la direction du syndicat des tramino, affilié à l'UD.

En 1922, il dirige la grève des tramino de Tunis, et quand l'UD fait avorter le mouvement, il tente de mettre sur pied un syndicat unitaire, mais sans succès.

Il se consacre ensuite à la gérance de trois quotidiens communistes et suit la SFIC dans la lutte clandestine dès mai 1922. En 1924, il dirige avec quelques autres militants la SFIC renaissante. Spécialiste de l'agit-prop communiste dans les milieux tunisiens, il rejoint les dockers de Tunis et les ouvriers de Bizerte dans leurs luttes et devient propagandiste de la CGTT, tâche à laquelle il se consacre entièrement.

Courageux et communiste, il a gardé de la SFIC la clarté de son discours ; « *Il condamnait publiquement le Gouvernement, seul responsable de la misère des Tunisiens* ». Banni en 1925, il erre quelques mois entre l'Italie et la Turquie.

En 1926, il s'installe au Caire, participe à quelques grèves, et sa peine purgée, se fixe en France, où il meurt.

Notes de lecture

Ryszard Kapuscinski, *Ebène. Aventures africaines*, Plon, 2000.

La guerre s'est bien terminée pour le petit Ryszard qui avait 7 ans quand elle a commencé. En 1945, il avait 13 ans quand il a retrouvé ses parents qui se sont installés à Varsovie où il a fait ses études. C'est en 1957 qu'il est allé pour la première fois en Afrique, correspondant au Ghana. Il a été fasciné par la terre, les eaux, les hommes, les animaux. Il est revenu chaque fois qu'il l'a pu. Mais ce n'est pas, il insiste, un livre sur l'Afrique comme on l'a dit, malgré sa mise en garde. Il le dit nettement :

« Ce continent est trop vaste pour être décrit. C'est un véritable océan, une planète à part, un cosmos hétérogène et immensément riche. Nous disons "Afrique", mais c'est une simplification sommaire et commode. En réalité, à part la notion géographique, l'Afrique n'existe pas »

Il nous semble qu'il y a là une excellente base pour un livre consacré aux pays et aux aventures d'Afrique. La découverte la plus importante qu'il fait au Ghana en 1957, ce sont les hommes. Écoutons-le parler (de l'Afrique quoi qu'il en ait) :

« Parmi ces palmiers, ces lianes, cette forêt vierge, et cette jungle, l'homme blanc est comme une pièce rapportée, bizarre et discordante. Pâle, faible, la chemise trempée de sueur, les cheveux collés, sans cesse tourmenté par la soif, par un sentiment d'impuissance, par le spleen. Il a constamment peur : des moustiques, des amibes, des scorpions, des serpents. Tout ce qui bouge l'effraie, le terrorise, le panique.

Avec leur force, leur charme et leur endurance, les gens du pays se déplacent naturellement, librement, à une cadence fixée par le climat et la tradition, ou un rythme régulier, un peu ralenti, nonchalant – puisque, de toute façon on n'a pas tout ce qu'on veut dans la vie et qu'il faut en laisser pour tout le monde ! »

Il semble qu'il ait déjà sérieusement réfléchi sur l'Afrique quand il écrit, peu après son arrivée au Ghana :

« Le problème de l'Afrique, c'est la contradiction entre l'homme et son environnement, entre l'immensité de l'espace (plus de 30 millions de kilomètres carrés !) et son habitant, un homme sans pouvoir, nu-pieds, misérable. Dans quelle direction se tourner ? Partout les distances sont énormes, partout, c'est le désert, la solitude, l'infini. Il fallait parcourir des centaines de milliers de kilomètres avant de rencontrer des hommes [...] Aucune information, aucune connaissance, aucune invention technique, aucun bien, aucune marchandise, aucune expérience ne pénétraient le pays, ne trouvaient son chemin. Il n'existait pas d'échanges permettant de participer à la culture mondiale. Lorsqu'il y en avait, c'était un pur hasard, un événement, une fête. Or sans échange, point de progrès ».

Il relève que les hommes vivaient par petits groupes, clans ou peuples peu nombreux, isolés, dispersés, menacés par une nature hostile. Mais ils survivaient en se déplaçant. L'Africain, c'est le paradoxe, était un itinérant menant une vie sédentaire. Aucune ville ancienne. L'Africain vit aujourd'hui sur des territoires où ses ancêtres ne vivaient pas : « *Tous sont venus d'ailleurs, tous sont des immigrants* ». L'Afrique est certes leur univers commun mais la civilisation africaine est par essence éphémère, provisoire, faute de continuité matérielle. Il affirme :

« La seule continuité qui ici existe et soude la communauté, c'est la pérennité des traditions ancestrales et des rites, un culte profond des aïeux ».

L'Afrique est ainsi unie à ses proches par un lien plus spirituel que matériel ou territorial.

Est-ce cette appréciation qui lui fait mettre l'accent sur l'aspect moral des ravages de la conquête européenne ? Il souligne que la conquête européenne a commencé dès le XV^e siècle, qu'elle n'a cessé de progresser au cours des siècles suivants. Il qualifie le commerce des esclaves africains, qui dura plus de trois cents ans, de « phase la plus honteuse et la plus brutale de cette conquête » !

« Trois cents ans de traques, de rafles, de poursuites et d'embuscades organisées par des Blancs avec la complicité d'Africains et d'Arabes. Embarqués dans des cales de navires, des millions de jeunes Africains ont été déportés dans des conditions cauchemardesques, au-delà de l'Océan atlantique afin d'y édifier à la sueur de leur front la richesse et le pouvoir du Nouveau Monde ».

Il passe un peu rapidement sur les conséquences matérielles, mentionne le « *dépeuplement* » sans analyser son poids. Il indique que des territoires entiers

ont été dévastés, des terres florissantes envahies par la brousse, des sols à jamais perdus. Il assure que c'est

« dans la mémoire et la conscience des Africains que cette époque a laissé les stigmates les plus douloureux et les plus durables : ces siècles de mépris, d'humiliation et de souffrances ont fait naître en eux un complexe d'infériorité et ancré quelque part au fond de leur cœur un profond sentiment d'injustice ».

On aimerait une analyse plus serrée, l'articulation, par exemple, entre les terres détruites et les souffrances, les violences et le sentiment d'infériorité, toute une dialectique qui semble lui échapper.

Un autre pan d'histoire lui échappe également et c'est si gros, si énorme que c'en est stupéfiant. Il s'agit en effet de la Première Guerre Mondiale et de ses lendemains, des mouvements la plupart du temps liés à l'Internationale communiste, la IIIe, qui s'intitulaient fièrement et par défi les mouvements « *nègres* », nés parfois aux fronts de la Première Guerre Mondiale alors qu'il ne mentionne que la Deuxième. Il manque ici de grands noms de la lutte des Noirs africains pour l'émancipation de leur pays ou de la « *race nègre* » comme disaient les pionniers de ce combat, les noms du maître de **Kwamé Nkrumah**, le Trinidadien **George Padmore**, président du comité syndical international des ouvriers nègres, communiste avant de devenir pan-africaniste, pour les colonies britanniques, ceux de **Lamine Senghor** et **Tiemoko Garan Kouyaté**, eux aussi d'abord communistes, pour les colonies françaises.

La Deuxième Guerre Mondiale, sous cet angle n'a pas été le premier choc, mais sa poursuite. Les défaites et les misères du monde blanc sont apparues aux soldats noirs bien avant 1939... Comment Ryszard Kapuscinski peut-il l'ignorer ? A moins qu'il ne se taise là-dessus pour dissimuler que la Russie soviétique et le « *communisme* » ont été pendant un temps des forces d'émancipation de l'humanité y compris en Afrique ? Nous savons, hélas, que la capacité d'auto-censure des journalistes, même les plus grands, est incommensurable et surprend toujours. Dommage.

Nous ne voulons évidemment pas résumer la succession des reportages passionnants que Kapuscinski a réunis ici. Contentons-nous de quelques indications pour donner à nos lecteurs la soif de lire ce livre, en dépit de nos critiques. Le voici par exemple dans le pays de l'*apartheid* dont il est convaincu que ce n'est pas un système inventé par les racistes blancs dans les pays qu'ils

dominant mais « *un phénomène beaucoup plus général et universel* ». Idée perverse, assure-t-il, qui laisse croire au peuple opprimé que chacun est maître chez lui. Il nous explique aussi combien il souffre, étant Blanc, d'être « *pris dans les filets de l'apartheid* » :

« Je suis un Blanc. En Pologne, en Europe, je n'y avais jamais pensé. Ici en Afrique, cette constatation devenait déterminante, capitale, et pour les gens simples, unique. Un Blanc. Le Blanc, c'est le colon, le pillard, l'occupant. J'ai envahi l'Afrique ; j'ai exterminé la tribu de celui qui est en ce moment en face de moi, j'ai exterminé ses ancêtres, fait de lui un orphelin humilié et impuissant, de surcroît. Eternellement affamé et malade. Oui, en me regardant, il doit justement être en train de penser» :

“C'est un Blanc, il m'a tout pris. Il a battu mon grand-père, violé ma mère. Il est là devant toi, regarde-le bien !” ».

Il ne se sent pas coupable, mais il se sent mal. Alors il part avec une tout-terrain voyager... ailleurs sur ce continent. Il résume, après avoir aperçu les animaux en leur domaine :

« C'est un monde sans hommes, donc sans péché, qui défile sous nos yeux. Et c'est vraiment une grande émotion ».

Nous retiendrons quelques notations significatives. A Kariakoo, les mères disent à leurs enfants d'être sages sinon le *mzungu* va les manger. Le *mzungu*, c'est le Blanc. Il raconte :

« Un jour à Varsovie, je parlais de l'Afrique à des enfants. Un petit garçon a demandé : “Avez-vous vu beaucoup de cannibales ?” »

Son commentaire est le seul épisode qui me surprend : il dit que cet enfant ne pouvait pas s'imaginer qu'à quelqu'un revenant du pays des *mzungu*, un petit Noir demanderait s'il avait vu là-bas des cannibales. J'avoue que j'ai envie de répondre « *Non ? Et alors ? Quoi d'étonnant-là-dedans ?* »

Le voilà à Zanzibar, « *étoile noire, île maudite* », longtemps le centre du marché des esclaves. Malade, il écoute beaucoup ; il apprend l'Afrique. Écoutons-le :

« Les gens simples traitent ici les cataclysmes politiques, les coups d'Etat, les putsches, les révolutions et les guerres comme des phénomènes appartenant à l'univers de la nature. Ils les appréhendent avec la même résignation apathique ; avec le même fatalisme. Comme s'il s'agissait d'une rafale, d'une tempête. [...] En

Afrique, le retour à la normale est d'autant plus facile et rapide que tout y est provisoire, léger, passager et misérable ».

D'un coup d'Etat au Lagos, – apparemment son premier – dans son « anatomie », il retire quelques leçons :

« La première étape de leur brève histoire d'après-guerre était la décolonisation accélérée, la conquête de l'indépendance, c'était une période d'optimisme, d'enthousiasme, d'euphorie généralisée. Les gens étaient convaincus que la liberté leur garantirait un toit, une marmite de riz plus copieuse, les premières chaussures de leur vie ; ils étaient persuadés que le miracle, la multiplication des pains, des poissons et du vin, allait se produire. Il n'en a rien été. Au contraire [...] L'optimisme a rapidement cédé la place à la désillusion et au pessimisme. Toute l'amertume, la fureur et la haine se sont retournées contre les élites régnautes qui s'empresaient de se remplir les poches. Dans ce pays, le seul moyen de faire fortune, c'est la carrière politique. [...] La pauvreté et la désillusion de ceux qui se trouvent à la base, la cupidité et l'avidité de ceux qui se trouvent au sommet créent une atmosphère empoisonnée, minée, que les militaires flairent ; se faisant passer pour les défenseurs des humiliés et offensés, ils sortent de leurs casernes et partent à la conquête du pouvoir ».

Il faut lire tout ce livre, l'histoire du maréchal Amin, en Ouganda (de 150 000 à 300 000 victimes (mais pas de *Livre noir*), la conférence sur le Rwanda, seul pays, écrit-il, « à avoir vécu sa prise de la Bastille, à avoir détrôné son roi, à avoir eu sa Gironde et sa terreur. Armés de machettes, de serfouettes et de piques, des bandes de paysans se déchainent comme un cyclone sur leurs maîtres et souverains, les Tutsis ». Et puis le grand massacre, la « solution finale des Tutsis »:

« Terrorisés les Hutus ont fui au Zaïre et se sont mis à errer portant sur leur tête leur misérable bien. En regardant à la télévision ces colonnes interminables, les Européens ne pouvaient comprendre ce qui poussait ces vagabonds exténués à marcher ainsi, à avancer sans cesse en bataillons disciplinaires sans halte ni repos, sans manger ni boire, sans parler ni rire, humblement, docilement, le regard vide ; ils ne pouvaient comprendre ce qui forçait ces squelettes à parcourir leur effroyable et douloureux chemin de croix ».

Il est allé pour un reportage à la prison d'Addis-Abeba. Il raconte l'effondrement soudain de l'armée du dictateur **Mengistu** qui se proclamait « rouge », la décomposition, en quelques heures, d'une armée bien équipée de 400 000 hommes, attaquée par des partisans et apprenant la fuite de son chef ;

« *cette armée puissante, redoutable, s'est écroulée comme un château de cartes en l'espace de quelques heures. Affamés, démoralisés, sous les yeux des habitants de la ville sidérés, ses soldats se sont en un instant transformés en mendiants, tenant leur kalachnikov d'une main, demandant l'aumône de l'autre* ». Ryszard interroge en prison un dirigeant du parti de Mengistu, son idéologue **Shimelis Mazengi**. Quand il lui parle du chiffre de 300 000 victimes qui est avancé pour la répression, l'idéologue rétorque que « *l'histoire est un processus complexe, commet des erreurs, fait des détours, tâtonne, parfois s'enlise* ». Puis Ryszard rend visite aux intellectuels partisans de Mengistu emprisonnés : c'étaient des disciples **d'Enver Hoxha**, des « Albanais ». Lors de la rupture entre Moscou et Pékin, maoïstes et hodjistes se sont battus dans les rues de la capitale...

Nous n'irons pas plus loin, car nous ne voulons pas résumer ce livre ni le couper en rondelles. Il ne donne pas d'explication d'ensemble, sans doute parce qu'il recule quand il en approche, mais il a écrit aussi des pages lumineuses sur les *warlords* (seigneurs de la guerre) et le *lumpen-militariat*, les soudards pillards auxquels sont tôt ou tard livrés hommes, femmes et enfants de tous ces pays africains. C'est l'horreur, la barbarie impérialiste dans un de ses pires sous-produits.

Les départs

John Archer dit Barclay (1909-2000)

John Archer était né à Londres le 23 octobre 1909. Il est mort à Huddlesfield le 28 décembre 2000. Il était fils de fonctionnaire, et travailla de 1933 à 1950 au ministère de l'agriculture, de 1950 à 1955 comme permanent, enseignant au Labour party, de 1950 à 1963, professeur du secondaire, de 1950 à 1985, date de son exclusion du Labour, et ensuite professeur d'université dans un Polytechnic.

Il avait étudié à la Merchant Taylor's School de Londres où il acquit une solide culture classique, d'abord à l'Université de Leeds puis, de 1929 à 1931, à la prestigieuse London School of Economics où il rencontra Mary, sa future épouse, Margaret Johns et le trotskysme. Comme enseignant d'université, il écrivit une thèse sur l'histoire du trotskysme en Grande-Bretagne. Il avait adhéré au Labour Party en 1928, devint socialiste à la LSE, fut plusieurs fois exclu du Labour et réintégré. Au début des années 30, il rejoignit l'ILP et, à l'intérieur, le Militant Group, première forme d'organisation des trotskystes en Grande-Bretagne. Il fut membre, dès leur fondation, de la Revolutionary Socialist League puis du Revolutionary Communist Party, participa aux deux premières conférences internationales après la guerre sur le continent, arrêté en 1946 par la police française pour quelques heures.

Partisan convaincu de l'entrisme, il fut l'un des fondateurs de la Socialist Labour League en 1959, et la quitta en 1973 « *après un long calvaire* », du fait de l'absence de démocratie, disait-il, et se retrouva, après une interruption d'une dizaine d'années, à la tête d'un *Bulletin* rattaché au Comité international animé par les « lambertistes ». Lors de la crise de ce dernier, il fit un petit tour des fractions internationales, d'abord à la fraction Favre, puis comme fraction de la minorité de la section britannique du SU, enfin de nouveau avec les lambertistes. Il consacra ses dernières années à traduire en anglais ceux des travaux

historiques de Pierre Broué qui ne l'avaient pas encore été. Méprisant ragots et fureurs, il garda toujours toute son estime et son amitié à notre camarade. Tout le monde le regrettera, ce grand bonhomme si vivant. Nos condoléances à son épouse Winnifred et à son fils Bob, dont il était si fier, tout en étant souvent en désaccord avec lui. Bye, John ! Bob a dit ce qu'éprouvent tous ceux qui l'ont connu : « *John Archer était un être humain unique. Il va beaucoup nous manquer, à tous.* »

Marc, Pierre Paillet dit Soudran (1918-2000)

Marc Paillet, qui était né le 15 octobre 1918, vient de mourir le 29 décembre 2000. La grande presse qui s'acharne à démontrer le passé trotskyste de Lionel Jospin ne semble pas s'être aperçue de celui de cet autre proche de Mitterrand dont *Le Monde* fait un « *théoricien du socialisme démocratique* » ! Fils d'un professeur d'histoire sympathisant du PC, Marc Paillet entra très jeune avant-guerre, à Marseille, dans la JSR, organisation de jeunesse du POI trotskyste dont il fut membre. A Lyon pendant la guerre, il obtint licence et DES d'Histoire ; il adhéra aux Camarades de la Route, l'organisation des Auberges de jeunesse en zone sud et en devint rapidement un des dirigeants les plus influents à travers ses articles dans *Routes*. Il faisait partie de la fraction trotskyste avec Georgette Gabai, Henri Kunstlinger et autres. Membre du CC et du BP du PCI réunifié en 1946, il fut le responsable « *adulte* » de la JCI où il manifesta un tempérament un peu trop autoritaire pour une organisation de jeunesse. Il quitta le mouvement après la grande crise des années 50. Journaliste de talent, à *Cité-soir* (1945) puis *Combat* (1946) il est entré à l'AFP en 1948 et a été son correspondant aux EU (1962-1971), puis son rédacteur en chef (1971). Devenu franc-maçon, proche de Pierre Mendès-France puis de François Mitterrand, membre de la Convention des Institutions Républicaines, membre du bureau de la FGDS, directeur de la campagne présidentielle en 1965, il a figuré dans les cabinets d'Olivier Stirn et Jean-Pierre Soisson. Il fut membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle de 1982 à 1986. Sa compétence professionnelle était reconnue, mais on lui reprochait souvent son arrogance et parfois le mépris qu'il affichait pour son passé de militant et ses camarades de l'ancien temps.

Raymond Gorin dit Rodier (1916-2000)

La notice rédigée sur lui par Michel Lequenne dans *Rouge* nous permet de préciser : fils de famille de la grande bourgeoisie, Raymond Gorin fit des études de médecine brillantes, la guerre comme médecin militaire. Lequenne pense que c'est sous l'influence de son ami l'écrivain Jean Malaquais, qui le mentionne à plusieurs reprises dans son *Journal du métèque*, qu'il s'orienta vers le trotskysme qu'il rejoignit vers la fin de l'occupation. A la Libération, membre du CC, il était aussi responsable du rayon Nord.


Hoang Binh (1905-2000)

Il était fils de paysans pauvres du centre-Vietnam. Il avait été des 15 000 « *requis* » pour venir travailler en France en 1939, dans le cadre de l'effort de guerre, dans des conditions très dures. Le gouvernement ne les renvoya pas en 40, préférant les louer à des sociétés. En 1948, il entra dans une briquetterie où il resta 5 ans. Finalement il obtint la levée de sa réquisition, et entra en 54 comme manutentionnaire chez Citroën. Il était membre du Groupe trotskyste vietnamien depuis 1948 et ne cessa son activité que lors de son admission en maison de retraite. Ce célibataire fut jusqu'à son dernier jour la providence de ses camarades. Notre ami Khôi, qui a rédigé sa notice biographique dans *Inprecor*, dit qu'il incarna le courage et la persévérance.

Gilbert Trigano (1920-2001)

Encore un sur le passé trotskyste duquel la presse ne s'agite pas. Gilbert Trigano était né dans une famille juive pauvre de Montreuil et fit ses classes primaires avec deux futures gloires du PCI / PT, Pierre Boussel, futur Lambert, et Louis Eemans, futur Petit Louis. Il participa à la Résistance,

Il adhéra aux JC puis au PC, journaliste à l'*Huma*, fit un bref séjour au PCI : notre camarade Broué se souvient de l'avoir rencontré dans un magasin de toiles de tente où les marchandises étaient empilées sur des planches et à même le sol. C'était le début de sa carrière d'homme d'affaires. Nous ignorons s'il eut ensuite des rapports avec ses vieux camarades d'école.

par  Achevé d'imprimer
en avril 2001
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardèche

Dépôt légal avril 2001

N° d'imprimeur : 3179

Printed in France

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio. 87. rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 8, rue de Romainville, Paris (19^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky